

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI  
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS  
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE  
FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente  
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU 500, BOUL. RENÉ-  
LÉVESQUE OUEST À MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 28 FÉVRIER 2013

VOLUME 67

**JEAN LAROSE et CLAUDE MORIN**  
**Sténographes officiels**

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS  
215, rue St-Jacques, Bureau 1020  
Montréal (Québec) H2Y 1M6

COMPARUTIONS

POUR LA COMMISSION :

Me CLAUDINE ROY  
Me PAUL CRÉPEAU

INTERVENANTS :

Me SIMON LAROSE pour le Procureur général du Québec  
Me PHILIPPE BERTHELET pour la Ville de Montréal  
Me JULIE ROBERGE pour Directeur général des  
élections du Québec  
M. YURI TREMBLAY pour l'Union des municipalités du  
Québec  
Me DANIEL ROCHEFORT pour l'Association de la  
construction du Québec  
Me DENIS HOULE pour l'Association des constructeurs  
de routes et grands travaux du Québec  
Me SIMON LAPLANTE pour l'Association des  
constructeurs de routes et grands travaux du Québec  
Me GASTON GAUTHIER pour le Barreau du Québec  
Me JULIE-MAUDE GREFFE pour le Directeur des  
poursuites criminelles et pénales

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES PIÈCES	4
PRÉLIMINAIRES	5
SERGE POURREAUX	7
INTERROGÉ PAR Me CLAUDINE ROY	7
DISCUSSION	84
CLAUDE LÉGER	86
INTERROGÉ PAR Me PAUL CRÉPEAU	86

---

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
40P-531 : Note du 5 avril 2004 de Guy Hébert à Robert Abdallah - Évaluation des coûts des appels d'offres des projets de construction	46
40P-532 : Note du 23 mars 2005 de Robert Abdallah à l'équipe de direction et Guy Hébert - Standardisation des processus d'approvisionnement et des documents contractuels	49
40P-533 : En liasse, document intitulé : « Approuver la politique et les pratiques d'affaires en matière d'approvisionnement »	85

---

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce vingt-huitième (28ième)  
2 jour du mois de février,

3

4 PRÉLIMINAIRES

5

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Bon matin. Est-ce que les procureurs peuvent  
8 s'identifier, s'il vous plaît?

9 Me CLAUDINE ROY :

10 Bonjour. Claudine Roy pour la Commission.

11 Me SIMON LAROSE :

12 Simon Larose pour le Procureur général du Québec.

13 Me PHILIPPE BERTHELET :

14 Philippe Berthelet, Ville de Montréal.

15 Me JULIE ROBERGE :

16 Julie Roberge pour Directeur général des élections  
17 du Québec.

18 M. YURI TREMBLAY :

19 Bon matin. Yuri Tremblay, Union des municipalités  
20 du Québec.

21 Me DANIEL ROCHEFORT :

22 Daniel Rochefort, l'Association de la construction  
23 du Québec.

24 Me DENIS HOULE :

25 Denis Houle et Simon Laplante pour l'Association

1 des constructeurs de routes et grands travaux du  
2 Québec.

3 Me GASTON GAUTHIER :

4 Bonjour. Gaston Gauthier, Barreau du Québec.

5 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

6 Bon matin. Julie-Maude Greffe pour le Directeur des  
7 poursuites criminelles et pénales.

8 LA GREFFIÈRE :

9 Est-ce que vous pourriez vous lever pour  
10 l'assermentation?

11

12

13

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce vingt-huitième (28ième)  
2 jour du mois de février,

3  
4 A COMPARU :

5  
6 SERGE POURREAUX,

7  
8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

9  
10 INTERROGÉ PAR Me CLAUDINE ROY :

11 Q. **[1]** Merci. Monsieur Pourreaux, hier vous nous avez  
12 mentionné que, en tant que directeur de  
13 l'approvisionnement, vous avez été appelé, entre  
14 autres choses, à procéder à la démarche  
15 d'optimisation. Et dans le cadre de cette démarche  
16 d'optimisation, différentes actions ont été  
17 entreprises et vous nous avez particulièrement  
18 parlé de l'étude de deux mille quatre (2004).  
19 J'aimerais qu'on revienne sur l'étude de deux mille  
20 quatre (2004) qui est une étude qui avait été  
21 commandée et à laquelle on demandait à quatre  
22 ingénieurs extérieurs de la Ville de Montréal de  
23 procéder à une analyse de différents éléments. Et  
24 on a mentionné à qui cette étude avait été donnée.  
25 On a même déposé un document, je pense que c'est la

1 dernière chose qu'on a faite relativement à une  
2 note de service que vous avez envoyée à monsieur  
3 Yves Provost, directeur du SITE, et à maître  
4 Bernard Tremblay, dans lequel vous dites « veuillez  
5 trouver en pièce jointe le rapport ».

6 Vous avez mentionné que d'autres personnes  
7 qui faisaient partie du comité directeur ont eu  
8 accès à cette... à cette étude. Est-ce que vous  
9 voulez nous mentionner les personnes qui faisaient  
10 partie du comité directeur à qui le rapport a été  
11 mentionné? A été remis, pardon.

12 R. Le comité directeur était présidé par Guy Hébert  
13 qui était mon patron, qui était le directeur du  
14 service des services administratifs. Il y avait  
15 Yves Provost qui était le directeur du SITE, du  
16 service d'infrastructure, transport et  
17 environnement. Donc, il y avait Robert Cassius de  
18 Linval qui était directeur du service des affaires  
19 corporatives, à l'intérieur duquel il y avait le  
20 service du contentieux où maître Tremblay oeuvrait.

21 Il y avait Denis Savard qui était le  
22 vérificateur interne de la Ville à l'époque, pas le  
23 vérificateur général, le vérificateur interne parce  
24 qu'il y avait deux fonctions de vérification. Et il  
25 y avait Pierre Desjardins qui était le chargé de



1           projet de monsieur Abdallah sur les dossiers de  
2           construction et d'approvisionnement.

3                       Et c'est sûr qu'il y avait des... des gens  
4           de l'équipe aussi qui participaient dont, au  
5           service de l'approvisionnement, il y avait  
6           différentes personnes qui avaient copie de ce  
7           rapport-là, ceux qui travaillaient sur la démarche  
8           d'optimisation. On avait une inquiétude importante,  
9           que ce rapport-là ne sorte pas d'une façon...

10          (9:37:12)

11          LA PRÉSIDENTE :

12          Q. **[2]** Non, attendez.

13          R. Oui.

14          Q. **[3]** Juste pour nommer les personnes, hier, vous  
15               avez nommé également madame Vaillancourt et  
16               monsieur Abdallah.

17          R. Qui était dans mon équipe.

18          Q. **[4]** Oui. Et monsieur Abdallah.

19          R. Oui, par... monsieur Abdallah était représenté par  
20               Pierre Desjardins qui était son chargé de projet à  
21               la direction générale, donc la direction générale  
22               avait copie du rapport.

23          Q. **[5]** O.K.

24          Me CLAUDINE ROY :

25          Q. **[6]** Mais, relativement à monsieur Abdallah

1            cependant, vous nous avez mentionné dans votre  
2            témoignage hier qu'à un moment vous avez eu une  
3            rencontre avec monsieur Abdallah. Vous étiez en  
4            possession de l'étude...

5            R. Oui.

6            Q. [7] ... et lui aussi.

7            R. Oui.

8            Q. [8] Et à ce moment-là, vous dites, vous avez, je  
9            pense, mentionné « ça a duré cinq minutes parce  
10           qu'il a dit « tout ça, je savais ça » », puis il  
11           était déjà rendu à l'étape subséquente, c'est-à-  
12           dire comment on met en oeuvre un plan d'actions  
13           pour contrer ces lacunes, c'est exact?

14           R. Il est possible... Oui. Il est possible qu'il ait  
15           été aussi briefer là - excusez le terme anglais -  
16           par monsieur Desjardins qui était son chargé de  
17           projet là qui travaillait dans le bureau à côté du  
18           sien, donc il était conscient du contenu du  
19           rapport.

20           Q. [9] Je voulais juste revenir. Vous nous avez aussi  
21           parlé du comité stratégique qui découle là du  
22           comité exécutif. Là vous nous avez dit que ces  
23           gens-là aussi ont eu accès à l'étude deux mille  
24           quatre (2004), mais je voudrais jusqu'on précise  
25           là. Ils n'ont pas été en possession, eux, du

1 rapport, c'est exact?

2 R. Non. Il n'avait aucun élu qui a eu copie du rapport  
3 parce que ce que les... Le comité stratégique de la  
4 démarche d'optimisation, le comité stratégique du  
5 comité exécutif, se réunissait à peu près aux  
6 trois, quatre mois pour voir l'évolution de la  
7 démarche d'optimisation. Et on avait des  
8 présentations PowerPoint qui faisaient état de  
9 l'ensemble des dossiers d'approvisionnement, non  
10 seulement de la construction, et il y avait les  
11 résumés des constats, un peu comme ça a été fait  
12 par monsieur Desrosiers ici en disant : « Bien,  
13 voici les constats. On a des possibilités  
14 d'améliorer le processus d'approvisionnement ».

15 Et puis, ça a été mentionné que le marché  
16 était fermé, il fallait ouvrir mieux le marché pour  
17 avoir une meilleure concurrence pour baisser les  
18 prix, puis il y avait un potentiel d'économies qui  
19 était réalisable, puis au fil des présentations, on  
20 roulait dans un potentiel entre quarante-cinq (45)  
21 et cinquante millions (50 M), cinquante-cinq  
22 millions (55 M) d'économies potentielles. Donc, ils  
23 avaient les... Ils avaient l'esprit du rapport,  
24 mais ils n'ont jamais eu copie du rapport.

25 Et d'ailleurs, ce que je voulais mentionner

1           tantôt, quand nous on avait fait des copies du  
2           rapport, on avait truqué le rapport, comme ça  
3           arrive souvent, pour éviter que ça sorte. Donc, il  
4           y avait des lettre qui avaient été changées à  
5           différentes pages, bon, il y a différentes façons  
6           de s'assurer que s'il y avait une copie qui était,  
7           qui aurait été envoyée, je ne sais pas, aux médias  
8           ou ailleurs, on pouvait savoir la source de la  
9           fuite. Donc, on était très conscient.

10                   Parce qu'effectivement, ce rapport-là,  
11           quand on regarde juste le contenu du rapport,  
12           général, mais avec les annexes, c'était... Puis on  
13           voulait faire attention aussi de ne pas trop nuire  
14           à... Notre rôle, ce n'était pas de taper sur le  
15           Service de l'infrastructure, transport et  
16           environnement, pour dire « Vous voyez comme... »  
17           C'était de proposer des solutions qui allaient  
18           régler une partie des problèmes. Donc, on était en  
19           mode constructif, puis on ne voulait pas dire,  
20           « Bien voici, on a énuméré trente (30) pistes de  
21           correctifs à apporter dans les façons de faire pour  
22           des travaux de construction. » C'était...  
23           L'objectif n'était pas de dénigrer, c'était juste  
24           de dire, bon, on a un problème, et voici la  
25           solution pour le problème. Donc, c'était en

1           démarche constructive tout au long du processus,  
2           là.

3       Q. **[10]** Relativement aux personnes qui faisaient  
4       partie du comité...  
5       (09:40:31)

6       LA PRÉSIDENTE :  
7       Excusez-moi, Maître Roy.

8       Q. **[11]** Si je comprends bien, vous vouliez corriger la  
9       situation avant que les lacunes deviennent  
10      publiques. Parce que, tôt ou tard, l'histoire le  
11      démontre, les lacunes sont devenues publiques.

12      R. Bien, moi je... Comme mandat, j'avais d'implanter  
13      des bonnes pratiques en matière  
14      d'approvisionnement...

15      Q. **[12]** C'est ça.

16      R. ... à la Ville de Montréal, et par conséquent,  
17      suite aux suite aux (inaudible)...

18      Q. **[13]** Et pour ne pas nuire à la réputation de la  
19      Ville...

20      R. Oui.

21      Q. **[14]** ... vous auriez, vous souhaitiez que les  
22      correctifs soient apportés à la Ville, dans le but  
23      de... un, que ça aille bien, puis deux, de ne pas  
24      nuire à la réputation de la Ville.

25      R. Oui, mais on ne faisait pas juste les souhaiter. On

1           proposait des correctifs, là...

2       Q. **[15]** Oui oui, évidemment. Oui oui.

3       R. ... d'une façon très concrète, là. Tout est  
4       structuré dans la démarche d'approvisionnement. On  
5       pourrait les implanter aujourd'hui, là.

6       Q. **[16]** O.K.

7       Me CLAUDINE ROY :

8       Q. **[17]** Vous avez mentionné le comité stratégique a  
9       reçu des, a eu accès à des présentations où on  
10      faisait les constats de l'étude. Voulez-vous nous  
11      mentionner les personnes qui faisaient partie du  
12      comité stratégique? Ce sont des personnes  
13      différentes du comité de directeurs?

14      R. Moi je n'ai pas eu accès à mes documents. Je sais  
15      que monsieur Zampino était d'office sur le comité,  
16      puis son chef de...

17      LA PRÉSIDENTE :

18      Q. **[18]** Qu'est-ce que vous dites, quand vous dites  
19      vous n'avez pas eu accès à vos documents?

20      R. Bien, je ne suis pas retourné à la Ville pour  
21      chercher... Moi je n'ai pas copie des documents, je  
22      n'ai pas mes agendas, j'ai... C'est tout resté à la  
23      Ville, là, moi, je ne suis pas parti avec mes... Et  
24      j'ai... Je ne me voyais pas...

25      Q. **[19]** Est-ce que ce sont des éléments que vous

1           souhaiteriez obtenir?

2       R. Bien, ils sont tous en archive, là. C'est ce que  
3       j'ai mentionné aux en...

4       Q. **[20]** Est-ce que ce sont des éléments que vous  
5       auriez aimé avoir?

6       R. Bien, si on me demande les dates des rencontres  
7       puis les contenus des rapports... Moi j'ai deux,  
8       trois rapports que j'ai remis à la Commission, mais  
9       je n'ai pas l'ensemble des comptes rendus puis de  
10      tout ça. Mais, je veux dire, je pense... En tout  
11      cas, à moins que vous en ayez besoin, moi ça ne  
12      m'ajoute pas. Sauf que si vous voulez savoir,  
13      effectivement, les noms, il faut aller voir dans  
14      les rencontres du comité exécutif puis dans les  
15      comptes rendus. Moi, de mémoire, monsieur Bossé  
16      était là, puis... C'est...

17      Q. **[21]** Oui. Merci.

18      R. Je ne pense pas que ça change beaucoup aux  
19      conclusions...

20      Q. **[22]** O.K.

21      R. ... puis à la démarche qui a été faite, là.

22      Q. **[23]** Parfait. Merci.

23      Me CLAUDINE ROY :

24      Q. **[24]** En fait, ce que je voulais, par votre mémoire,  
25      c'est vous êtes en mesure de nous nommer les

1           personnes qui faisaient partie du comité  
2           stratégique, là. C'est (inaudible).

3       R. Bien, ce que j'ai nommé hier, c'est que, je sais  
4           que monsieur Zampino était là, monsieur Forcillo  
5           comme chef de cabinet, assistait aussi. Bon, c'est  
6           sûr qu'il y avait le directeur général et l'équipe,  
7           monsieur Hébert et le... Il y avait, de mémoire,  
8           monsieur Bossé, et je pense qu'il y avait un ou  
9           deux autres conseillers municipaux qui étaient sur  
10          le comité exécutif, mais je ne me souviens plus les  
11          noms. Puis probablement que ça a évolué aussi,  
12          parce que comme ça s'est étiré sur deux ans, il y  
13          avait eu des changements, là.

14       M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

15       Q. **[25]** Vous nous avez dit hier, il me semble, que le  
16          maire était d'office membre de ces sous-comités-là  
17          du comité exécutif.

18       R. Oui.

19       Q. **[26]** Est-ce que vous savez si le maire a participé  
20          à des réunions de ce sous-comité-là?

21       R. Bien, je peux vous raconter une anecdote qui  
22          confirme qu'il était au moins présent... Il a été  
23          présent à plus qu'une réunion, mais au moins à une  
24          réunion. Parce que je me souviens très bien d'une  
25          présentation qu'on avait faite dans la salle du



1            comité exécutif, puis au bout d'une heure et demie,  
2            la présentation était terminée, puis bon, on était  
3            à la salle de bain à côté, puis le maire était avec  
4            moi, il m'a dit, il dit, « Monsieur Pourreaux, avec  
5            quarante-cinq (45) à cinquante millions (50 M) de  
6            plus pour faire des infrastructures, on va vite  
7            faire le rattrapage », parce qu'il connaissait mon  
8            implication dans le dossier de la réhabilitation,  
9            « Avec quarante-cinq (45) à cinquante millions  
10           (50 M), on va accélérer le processus de  
11           réhabilitation du réseau, c'est extraordinaire. »

12        Q. **[27]** Donc, le quarante-cinq (45) à cinquante  
13           millions (50 M), c'était des économies qu'on  
14           attendait...

15        R. Oui.

16        Q. **[28]** ... de votre initiative d'optimisation.

17        R. Oui.

18        Q. **[29]** Donc, lui connaissait ce chiffre-là, donc vous  
19           faites...

20        R. Oui. C'était dans les présentations.

21        Q. **[30]** Donc, vous faites la déduction que, compte  
22           tenu qu'il connaissait le chiffre d'économies, il  
23           savait, il était au courant du contenu de votre  
24           démarche, et peut-être du rapport. C'est ça?

25        R. Hum, hum.

1 Q. **[31]** Parfait.

2 R. Puis il y avait... Je m'excuse, je veux quand même  
3 rajouter qu'il y avait toujours, sous-jacent à la  
4 question de réaliser des économies en améliorant  
5 les façons de faire, il y avait quand même  
6 l'élément qu'il y avait un regroupement de  
7 l'ancienne Ville de Montréal, la CUM et les  
8 anciennes villes fusionnées, qui donnait une masse  
9 de contrats plus importante, qui permettait peut-  
10 être une meilleure coordination de regroupement des  
11 travaux, d'aller en appel d'offres pour des travaux  
12 d'arrondissements et de ville centrale, il y avait  
13 toute une panoplie de mesures qui auraient pu être  
14 mises en place pour essayer d'optimiser puis  
15 d'aller chercher encore des meilleurs prix au  
16 niveau de la construction.

17 Me CLAUDINE ROY :

18 Q. **[32]** Et, ça, ça faisait partie des éléments, des  
19 présentations et...

20 R. Oui. Même chose que pour les achats de biens.  
21 Effectivement, quand on achète cinquante pour cent  
22 (50 %) de plus de biens, on est capable de négocier  
23 des meilleures ententes cadre avec les fournisseurs  
24 et de faire livrer d'une façon plus performante et  
25 autres. Donc, il y avait... ça découlait aussi des

1           bénéfices de la fusion avec les différentes villes.  
2           (9:45:41)

3           LA PRÉSIDENTE :

4           Q. **[33]** Mais, dans les faits, justement au niveau des  
5           achats, est-ce que vous vous trouviez à payer plus  
6           cher ou moins cher que dans le... l'industrie  
7           privée, par exemple?

8           R. Disons que c'est un peu difficile de se comparer  
9           avec l'industrie privée. Mais je dois vous dire  
10          qu'au niveau de l'approvisionnement de l'ancienne  
11          Ville de Montréal, au niveau des achats de biens,  
12          c'était performant. C'était fait par  
13          l'approvisionnement, puis disons que c'était  
14          performant. Il y a eu des choses à améliorer, comme  
15          je mentionnais l'autre jour. On avait des magasins  
16          municipaux puis le fait que ça transite par les  
17          magasins il y avait des coûts de transport et  
18          autres, qu'on a réussi à éviter en allant... en  
19          allant directement livraison sur les lieux.

20                 Mais quand... en deux mille trois (2003),  
21          moi, quand je suis arrivé, il y avait déjà X  
22          nombres de dossiers qui étaient en réalisation à  
23          l'intérieur de la direction de l'approvisionnement,  
24          où on identifiait des économies de plusieurs  
25          millions dans l'achat de biens parce qu'on avait

1           amélioré les ententes. Il y avait des initiatives  
2           de préachats, par exemple, de bornes-fontaines, de  
3           préachats de lampadaires. Il y a eu des  
4           regroupements au niveau des achats de matériel de  
5           plomberie.

6                        Au niveau des achats de biens, la direction  
7           de l'approvisionnement, dans l'ancienne Ville de  
8           Montréal, était déjà très performante, là. Il y  
9           avait des gens compétents qui avaient procédé au  
10          processus d'appels d'offres. Et c'est ça qu'on  
11          voulait transférer au volet de la construction.

12       Q. **[34]** Puis après la fusion?

13       R. Bon. Après la fusion, quand je mentionnais que le  
14       processus de gestion du changement dans la nouvelle  
15       approche de l'approvisionnement dans la nouvelle  
16       ville, il y avait de la réticence de toutes les  
17       anciennes Villes. Parce que l'achat local dans la  
18       ville, je l'ai entendu par les élus de chacune des  
19       anciennes villes, des arrondissements, ils avaient  
20       leur politique d'approvisionnement. Donc, avant  
21       qu'on ne soit capable de mobiliser tout ce monde-là  
22       pour s'entendre sur une nouvelle politique  
23       d'approvisionnement, qui a été émise en deux mille  
24       cinq (2005), sur le... de travailler sur les  
25       nouveaux documents contractuels, sur réviser les

1 ententes, parce que, nous, on avait des ententes,  
2 mettons pour le matériel électrique, avec des  
3 grands fournisseurs et puis il y avait des villes  
4 fusionnées qui avaient des ententes, la CUM avait  
5 des ententes. On n'était pas avec le même  
6 répertoire de produits, on n'avait pas les mêmes  
7 prix, on n'avait pas les mêmes clauses, donc il y  
8 avait tout un travail de... remise en commun de  
9 tout ça. C'est pour ça que quand on dit, la  
10 démarche d'optimisation, au niveau de  
11 l'approvisionnement, compte tenu des volumes puis  
12 de la complexité et de l'implantation du nouveau  
13 système financier SIMON à Montréal, aussi où il y  
14 avait une harmonisation des systèmes de gestion  
15 puis des systèmes de codification dans chacun des  
16 arrondissements et de la CUM avec l'ancienne Ville  
17 de Montréal, c'est pour ça que ça a pris deux ans,  
18 là. C'est pour ça que la date de livraison de la  
19 démarche d'optimisation était le premier (1er)  
20 janvier deux mille six (2006). Je pense qu'on va y  
21 revenir sur le premier (1er) janvier deux mille six  
22 (2006), là.

23 Mais donc, c'était... ça a été... comme je  
24 disais, il y a beaucoup de monde qui a participé,  
25 on avait quinze (15) comités qui fonctionnaient de

1 front, puis des groupes de travail aussi, donc  
2 c'était très intense, là, les gens... moi, j'avais,  
3 en moyenne, vingt-quatre (24), vingt-six (26)  
4 réunions par semaine. Donc, il y avait beaucoup,  
5 beaucoup d'échanges, il y avait beaucoup de monde  
6 qui mettait la main à la pâte, là.

7 C'est une démarche, là, qui a coûté  
8 plusieurs centaines de milliers de dollars à la  
9 Ville. La démarche d'optimisation avec... quand je  
10 disais que j'avais une équipe, presque une  
11 quinzaine de personnes assignées, de vingt (20) à  
12 quatre-vingts pour cent (80 %) de leur temps, sur  
13 la démarche d'optimisation, plus les consultants  
14 externes, plus les consultants ponctuels qu'on a  
15 eus, on a dû investir, facilement, trois quarts de  
16 million dans la démarche d'optimisation. Donc,  
17 c'était quelque chose d'important, là.

18 Me CLAUDINE ROY :

19 Q. [35] Dans le cadre de la démarche d'optimisation  
20 vous vous êtes doté d'outils, dont, entre autres,  
21 l'étude de deux mille quatre (2004). Vous avez  
22 également fait affaire avec la firme Macogep, qui  
23 était dans le but de vous documenter, de documenter  
24 l'approvisionnement pour faire les représentations  
25 adéquates auprès des autres instances?

1 R. Effectivement, dès les premières conclusions, la  
2 firme Macogep, j'avais demandé leurs services d'une  
3 façon ponctuelle pour valider certains éléments au  
4 niveau des coûts de construction. Et ça c'était  
5 dans la démarche d'approvisionnement, ce n'était  
6 pas pour évaluer les projets des travaux publics,  
7 tel qu'on en a parlé tantôt. C'était vraiment pour  
8 valider certains éléments, des pistes de solutions  
9 à privilégier afin de réduire les coûts. Comme je  
10 disais, on avait une trentaine de pistes de  
11 solutions, donc on voulait valider ça.

12 Et ensuite, à un certain moment, quand  
13 monsieur Abdallah est arrivé puis qu'il regardait  
14 les dossiers de construction, à l'automne deux  
15 mille trois (2003), puis qu'il disait : « Bon, ça  
16 n'a pas de bon sens, ça coûte cher », et caetera,  
17 « Qu'est-ce qu'on peut faire? » Puis, bon, là on a  
18 utilisé Macogep sur quelques dossiers particuliers  
19 en disant : « Faites-nous une évaluation de  
20 l'estimé des coûts pour ces projets-là. » Et non  
21 seulement pour le service des travaux publics mais  
22 aussi pour le service des immeubles, là. Parce  
23 qu'il y avait les coûts de construction puis il y  
24 avait... il y avait des constructions qu'il fallait  
25 valider.

1                   Donc, ça a été... et ça donnait des  
2                   informations et ça donnait une lumière sur la  
3                   qualité des estimés qui étaient faits. Sauf que...

4       Q. [36] Vous voulez dire quoi à ce moment-là « ça  
5                   donnait une idée sur la qualité des estimés »?

6       R. Bien, c'était... Eux, ils avaient leur vision de  
7                   comment auraient dû être faits les documents  
8                   d'appels d'offres puis les estimations. Puis ça ne  
9                   concordait pas. Mais on ne voulait pas rentrer dans  
10                  ce domaine-là, on ne voulait pas dire : « Bien, ils  
11                  ne sont pas faits de façon adéquate. » On a dit :  
12                  « On va essayer de baliser. » Parce que, avec  
13                  monsieur Abdallah, on regardait la démarche, puis  
14                  on savait que ça allait venir, ça allait venir les  
15                  changements. Puis je dirais que, très tôt dans le  
16                  processus, il y a des gens qui ont compris. Puis  
17                  avec le discours de monsieur Abdallah à répétition  
18                  sur le « check and balance », les gens ont compris  
19                  qu'il y avait une volonté de sortir le volet  
20                  d'appels d'offres du Service des travaux publics et  
21                  du Service des immeubles.

22       Q. [37] Quand vous dites « les gens ont compris »,  
23                   vous voulez dire qui?

24       R. Les gens de ces deux services-là ont compris que  
25                  c'était l'option qui semblait être privilégiée.



1       Donc, ça a développé beaucoup de réticence, parce  
2       que c'était un gros morceau pour eux. Et ce qu'on a  
3       fait, on a dit, en attendant que ça se réalise, on  
4       va essayer de baliser les projets.

5               Donc, ce qu'on a donné, c'est, au début de  
6       deux mille quatre (2004), suite aux expériences  
7       ponctuelles qu'on avait vécues avec Macogep, puis  
8       je pense une ou deux autres firmes aussi qu'on  
9       avait utilisées, on a lancé un appel d'offres pour  
10      demander à une firme d'économistes de la  
11      construction de venir faire l'estimé en fonction du  
12      cahier des charges, des devis et des plans qui  
13      étaient déposés pour fins de soumissions publiques.

14             Donc, on disait, quand le Service des  
15      travaux publics va aller en soumissions publiques  
16      ou le Service des immeubles, vous allez aller  
17      chercher des documents et vous allez faire  
18      l'estimation des coûts comme si vous étiez une  
19      entreprise de construction pour pouvoir baliser. Et  
20      c'est là que vous avez vu les chiffres de trois  
21      (3 %), six (6 %), huit pour cent (8 %), dix pour  
22      cent (10 %), quinze pour cent (15 %).

23             Bon, à part quelques projets où on a sorti  
24      des choses qui permettaient un peu de servir de  
25      garde-fou pour éviter d'aller dans des projets où

1       il y avait une trop grande marge, les chiffres qui  
2       étaient sortis par Macogep correspondaient de très  
3       près aux chiffres du Service des travaux publics  
4       parce que, eux, ils répondaient en fonction des  
5       clauses administratives et générales qui étaient  
6       là, des clauses particulières avec tout ce que...  
7       en disant : « Bien, on ne sait pas. » Le risque,  
8       eux, ils calculaient le risque de l'entrepreneur de  
9       ne pas quand savoir faire les travaux, puis et  
10      cetera, tous les éléments qui étaient mentionnés.  
11      Puis ils regardaient les prix du marché à Montréal  
12      avec les bases de données qu'ils avaient. Puis les  
13      bases de données publiques qu'ils avaient, c'était  
14      les prix qui étaient réels à Montréal.

15               Donc, l'estimation qui était faite par  
16      Macogep ne pouvait pas être très différente de  
17      l'estimation des Travaux publics, parce que  
18      c'était... disons, les trente (30) pistes de  
19      solutions pour réduire les coûts en coûts de  
20      construction n'étaient pas prises en compte dans  
21      les documents d'appels d'offres. Donc ça  
22      correspondait.

23               Puis il est arrivé quelques projets où il y  
24      avait des écarts plus importants. Puis, là, bon,  
25      c'est sûr que le Service des travaux publics, le

1 SITE... des immeubles, c'était moins problématique,  
2 parce que les immeubles étaient, sous la direction  
3 de monsieur Hébert qui était aussi mon patron.  
4 Donc, il y a eu beaucoup plus de collaboration.  
5 Mais c'est sûr qu'au niveau du Service des  
6 infrastructures, du transport et de  
7 l'environnement, le fait qu'on impose en deux mille  
8 quatre (2004) une analyse externe des coûts des  
9 estimés puis des coûts de construction, ça les a  
10 beaucoup effarouchés puis choqués.

11 Et il y a eu quelques projets qui ont été  
12 bloqués par la Direction générale justement parce  
13 qu'il y avait un trop grand écart. Et ça a soulevé  
14 l'ire du directeur du Service, Yves Provost, parce  
15 que... on s'est rencontrés, on se rencontrait  
16 régulièrement, là, dans les comités de direction et  
17 autres. Il m'a dit : « Serge, il dit, ça n'a pas de  
18 bon sens, il dit, on va manquer un projet pour six,  
19 huit, neuf pour cent (9 %). » Et puis ce projet-là,  
20 à cause de la lourdeur du système administratif à  
21 la Ville, quand on arrête un projet, pour le  
22 repartir, il faut passer à travers tout le  
23 processus administratif, on compte entre quatre et  
24 six mois.

25 Donc, il dit : « Tu comprends que ce

1       projet-là, on ne pourra pas le réaliser cette  
2       année. On devait le réaliser cette année, on ne  
3       pourra pas le réaliser à cause du quatre à six  
4       mois. » Il dit : « Moi, comme directeur principal,  
5       ou directeur général adjoint, moi, je suis évalué à  
6       ma performance. Puis ma performance, c'est le  
7       nombre de dossiers que je passe au comité exécutif  
8       puis le pourcentage de réalisation de mon PTI. Si  
9       je dépense quatre-vingt-dix pour cent (90 %) ou  
10      quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) des sommes qui  
11      nous sont allouées au PTI, je suis performant. Si  
12      j'en dépense seulement soixante-dix pour cent  
13      (70 %), on me dit que je me suis traîné les pieds.  
14      Alors, quand tu me bloques un projet, ça a un effet  
15      directement sur la performance du Service, parce  
16      qu'on n'est pas capable de le remplacer par un  
17      autre projet. »

18               Comme c'est des projets importants, le  
19      processus administratif est, comme je vous le  
20      mentionne, est facilement de six mois. Donc, il y  
21      avait dans le mode d'évaluation de la performance  
22      des cadres supérieurs, ce n'était pas  
23      nécessairement l'efficacité de l'efficience et la  
24      productivité, c'était des résultats, de nombre de  
25      dossiers puis de volume de travaux réalisés.

1                   Le coût... Puis il me disait : « Bien, si  
2                   ça coûte six à huit pour cent (6-8 %), de toute  
3                   façon, le délai que ça va prendre puis le fait  
4                   qu'on va aller en appel d'offres l'année prochaine,  
5                   ça va coûter six à huit pour cent (6-8 %) plus cher  
6                   de toute façon. Alors c'est inutile ce que tu fais  
7                   là. » Il me l'a dit très clairement comme ça. Il  
8                   dit : « C'est inutile. »

9                   Donc, il y avait... Et c'est sûr qu'on  
10                  jouait un petit peu dans leurs plates-bandes. Puis  
11                  ils voyaient venir donc... Il y avait beaucoup de  
12                  réticence de ce service-là dans la démarche  
13                  d'optimisation. D'ailleurs, ils étaient présents  
14                  sur plusieurs comités, que ce soit le comité sur la  
15                  politique d'approvisionnement, que ce soit les  
16                  comités sur les documents contractuels, le comité  
17                  sur la planification des travaux. Et c'était  
18                  curieux, parce que ce service-là nous envoyait un  
19                  représentant, la rencontre suivante c'était un  
20                  autre représentant, la troisième rencontre c'était  
21                  un autre représentant. Puis donc, à chaque fois ils  
22                  disaient : « Bien, moi je ne suis pas au courant,  
23                  il faut que je me mette au courant. Je reviens, je  
24                  vais vérifier chez moi. » Donc, c'était une forme,  
25                  pas d'obstruction systématique, mais de retarder

1           toute cette démarche-là.

2           (09:57:36)

3           M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

4           Q. **[38]** Est-ce que vous estimez que cette résistance-  
5           là du SITE s'explique par un peu la peur du  
6           changement, la peur de perdre un certain pouvoir,  
7           ou bien par une certaine volonté de cacher certains  
8           stratagèmes qu'ils doutaient peut-être au niveau de  
9           la collusion ou de ce genre-là? Vous, vous avez  
10          déjà eu ce sentiment-là ou c'est juste une peur du  
11          changement, une peur de voir perdre leur pouvoir?

12          R. Il y avait la peur du changement, mais je ne pense  
13          pas que ce soit l'élément majeur. La perte de  
14          pouvoir c'était énorme. Donc, toutes les relations  
15          contractuelles avant et après, c'était énormément  
16          de pouvoir.

17          Q. **[39]** Et la peur de... la volonté de défendre un  
18          certain système à l'extérieur avec les  
19          entrepreneurs et tout ça, avez-vous déjà eu ce  
20          sentiment-là?

21          R. Je vais vous répondre d'une certaine façon, parce  
22          que je ne peux pas vous dire oui, là. Maintenant,  
23          avec ce que j'ai vu, je comprends...

24          LA PRÉSIDENTE :

25          Q. **[40]** C'est ça, avec le recul, est-ce que vous avez

1           une vision plus claire?

2       R. C'est clair, mais je ne serais pas rentré dans ce  
3       dossier, dans cet... avec cette vision-là à  
4       l'époque. Par contre, ce que je peux vous dire et  
5       qui est un élément probablement important, puis qui  
6       a aidé à semer un peu cette façon de faire, dès les  
7       années quatre-vingt-dix (90), quand j'étais aux  
8       travaux publics, on avait beaucoup de signaux,  
9       beaucoup de signaux qu'il y avait beaucoup de  
10      problèmes de qualité au niveau des plans et devis  
11      sur les projets. Il n'y avait pas beaucoup de  
12      contrôle de qualité, il y avait beaucoup de  
13      déficiences. O.K.? Et déjà à ce moment-là, il y  
14      avait beaucoup, ce qu'on appelle des extra ou  
15      l'utilisation des contingences ou des variations  
16      d'un contrat à l'autre, parce que quand il y avait  
17      une erreur flagrante on demandait à... l'ingénieur  
18      demandait à l'entrepreneur de compenser pour  
19      l'erreur, puis qu'on allait prendre ça ailleurs  
20      dans le contrat, puis de s'arranger.

21                Quand vous avez eu des exemples où il y  
22      avait, mettons dans le... cent mètres cubes (100)  
23      identifiés comme étant dans le bordereau, puis que  
24      c'était soit zéro, soit six cent vingt (620), c'est  
25      parce que la qualité de l'information donnée pour

1       préparer la soumission de la part du... avec les  
2       plans et devis était déficiente. Monsieur Zambito  
3       est venu dire quelque chose ici en disant : « Bien,  
4       je faisais des travaux dans le boulevard Saint-  
5       Laurent, puis on a fait le carottage dans le  
6       trottoir alors que c'était des travaux de  
7       chaussée. » C'est ce genre d'erreur-là qui a mis la  
8       place pour l'utilisation d'une façon normale puis  
9       complète de toutes les dépenses contingentes et les  
10      extra.

11      Q. **[41]** Pouvez-vous m'expliquer comment une telle  
12      erreur peut être de bonne foi? De faire le  
13      carottage dans le trottoir plutôt que l'asphalte  
14      quand c'est la chaussée qui doit être changée?

15      R. Bien, je ne peux pas vous expliquer pourquoi il y  
16      avait ces erreurs-là. C'était juste un constat,  
17      puis que c'était souvent connu dans le... puis les  
18      entrepreneurs le disaient : « Il faut, quand on  
19      fait les soumissions, il faut qu'on se mette des  
20      réserve parce qu'on sait qu'il y a des choses qui  
21      vont arriver, puis on va utiliser les  
22      contingences. » Je ne pourrais pas vous dire le  
23      pourquoi. Mais je sais qu'il y avait un problème de  
24      contrôle de la qualité.

25      Q. **[42]** Donc, la seule conclusion logique à laquelle



1           on peut en venir, c'est que c'était à dessein qu'on  
2           faisait des carottages dans le trottoir plutôt que  
3           dans la chaussée?

4       R. Bien, ça c'est peut-être un exemple extrême, là,  
5           mais souvent...

6       Q. **[43]** Oui, mais quand même.

7       R. C'est parce que je pense que...

8       Q. **[44]** Mais cet exemple-là démontre le niveau de  
9           suffisance ou de confiance que personne ne les  
10          prendrait, en continuant d'agir de cette façon-là.

11      R. Je ne suis pas sûr de bien comprendre.

12      Q. **[45]** Bien, c'est-à-dire que si on fait du carottage  
13          dans le trottoir, il y a une certaine arrogance,  
14          là, d'agir de cette façon-là.

15      R. Bien, comme je vous disais, peut-être que ça c'est  
16          un exemple extrême parce qu'il a été mentionné ici,  
17          mais en général ce qui est important dans les  
18          travaux qui sont faits en sous-sol, c'est une bonne  
19          connaissance de l'environnement physique. Puis à  
20          Montréal, il y a différents types de sols. Je ne  
21          veux pas rentrer dans le technique, mais il y a  
22          différents types de sols, il y a des contraintes  
23          reliées à ces sols-là puis aux méthodes de  
24          construction. Puis Montréal c'est une fusion de  
25          villes au fil des années. Saint-Michel en soixante-

1       neuf (69) c'était une municipalité, puis ils  
2       avaient une façon de faire, puis donc, ils avaient  
3       besoin, puis Montréal c'est maintenant, c'est  
4       quarante (40) villes qui ont été fusionnées au fil  
5       des soixante-quinze (75) dernières années, disons.  
6       Donc, il y avait des particularités dans  
7       l'environnement physique dans lequel allaient être  
8       faits des travaux. Donc, ça demandait peut-être un  
9       peu plus d'efforts pour bien identifier  
10      l'environnement physique, pour que l'entrepreneur  
11      puisse faire une soumission en fonction d'une  
12      connaissance très pointue, pour pouvoir, pour  
13      éviter effectivement de se mettre... d'avoir à  
14      gérer le risque que les informations qui étaient  
15      données étaient incomplètes ou erronées, là. Donc,  
16      les variations, ce que le vérificateur, puis le  
17      vérificateur interne, puis KPMG, puis tout le  
18      monde, la variation dans les bordereaux, c'était en  
19      fonction de la lecture que faisait l'entrepreneur  
20      des plans et devis par rapport à la réalité. Et on  
21      voit qu'il y avait beaucoup d'écarts. Donc, c'était  
22      un enjeu aussi, majeur, toute la question de  
23      contrôle de qualité. La raison de ces travers-là,  
24      je ne peux pas vous le dire. Mais c'est... Ça  
25      existe depuis les années quatre-vingt-dix (90).

1 Me CLAUDINE ROY :

2 Q. [46] Vous avez mentionné, je le résumerais ainsi,  
3 qu'il y avait des erreurs, disons grossières, au  
4 niveau des devis, qui faisaient en sorte qu'à un  
5 moment donné l'entrepreneur, constatant sur le  
6 terrain que ça n'avait pas de bon sens, que le  
7 devis n'était pas exact, il discutait avec  
8 l'ingénieur, puis l'ingénieur disait « Bon bien je  
9 vais arranger ça. » Est-ce qu'on ne peut pas dire  
10 que c'est une façon d'instaurer un système de  
11 donnant-donnant, là? « Ici j'ai fait une erreur,  
12 couvre-moi, je vais te payer des extra. » C'est ce  
13 que vous voulez dire?

14 R. C'était des arrangements entre l'entrepreneur et  
15 l'ingénieur du projet, ou surveillant de chantier.  
16 Des arrangements pour que tout le monde y trouve  
17 son compte. Je vais vous dire, à un certain moment  
18 on questionnait, parce qu'il y a beaucoup de  
19 litiges au niveau de la construction au Québec, là,  
20 entre les donneurs d'ouvrage puis ceux qui  
21 réalisent, les entrepreneurs, dans tous les  
22 domaines. D'ailleurs, même le gouvernement a créé  
23 un genre de tribunal qui essayait de régler tous  
24 ces litiges-là au lieu d'aller en cour.

25 La Ville de Montréal n'allait à peu près

1           jamais en cour. Moi j'ai posé la question à  
2           l'avocat qui était le spécialiste de la  
3           construction à Montréal...

4       Q. **[47]** Qui était?

5       R. Monsieur Tremblay, maître Tremblay.

6       Q. **[48]** Bernard Tremblay?

7       R. Bernard Tremblay. Il dit, « Tu sais, à Montréal, on  
8           ne se casse pas la tête. On ne veut pas aller en  
9           cour. Tout se règle autour d'une tasse de café,  
10          parce qu'on est des grandes personnes. » Ça fait  
11          que c'est sûr, si le... Si tout se règle, puis de  
12          façon honnête, là. Je ne dis pas que c'était  
13          malhonnête, là. Sauf que s'il y a quelqu'un qui  
14          voulait agir malhonnêtement, comme ça a été  
15          démontré ici, là... Mais ça, ça n'a jamais été...  
16          Ça n'a jamais été amené. Dans la démarche  
17          d'optimisation, au moment où j'étais là, ce n'était  
18          pas quelque chose qui était... Ce n'était pas un  
19          input qu'on avait, puis ce n'était pas un constat  
20          qu'on avait fait. Là c'est démontré, mais pour nous  
21          ce n'était pas important, là, je veux dire, mais on  
22          n'avait pas de signes à ce moment-là. On avait des  
23          signes des questions de qualité, on avait des  
24          signes de déficiences sur les façons de faire...

25      Q. **[49]** De marché fermé?

1 R. De marché fermé, mais le marché fermé, ça coûte  
2 plus cher. Mais il y a trois façons de faire un  
3 meilleur marché, là. Ce n'est pas compliqué. Les  
4 entreprises se mettent ensemble pour couper des  
5 coûts puis il n'y a plus personne qui veut venir  
6 parce que ça coûte de l'argent pour venir faire les  
7 travaux, il y a le donneur d'ouvrage qui donne une  
8 liste exclusive de réalisateurs de projet, et il y  
9 a le fait que les gens ne laissent pas rentrer de  
10 nouveaux joueurs dans le marché. Alors, on savait  
11 que le marché était fermé.

12 Nous on savait que, parce que le marché  
13 était fermé, ça coûtait plus cher. Puis que la  
14 solution, c'était d'ouvrir le marché. Pourquoi le  
15 marché était fermé? Ce n'était pas... Ce n'était  
16 pas notre... Je veux dire, ce n'était pas notre  
17 préoccupation. Mais on savait comment ouvrir le  
18 marché, on avait des pistes de solution. C'est  
19 d'ailleurs dans la démarche qui a été déposée, qui  
20 était déposée, là. Il y a des façons d'ouvrir le  
21 marché.

22 Par exemple, on s'est dit bien là, si...  
23 Puis on a documenté ça avec les consultants puis  
24 avec l'équipe interne. On a été voir dans les  
25 autres secteurs industriels, puis dans d'autres

1 villes, comment on peut ouvrir le marché. Il y en  
2 avait une série, je ne veux pas les énumérer ici,  
3 mais je vais vous donner deux exemples.

4 On dit on va faire les travaux d'aqueduc et  
5 d'égout, conduite secondaire ou conduite  
6 principale, peu importe, puis on n'arrive pas à  
7 avoir un prix qui nous semble raisonnable. Bien là  
8 on va dire, c'est simple, on va acheter les... la  
9 Ville va acheter les tuyaux, elle va acheter le  
10 béton, elle va acheter les agrégats, puis on va  
11 engager un entrepreneur pour les poser. Déjà, en  
12 brisant le contrat soixante, quarante (60-40) ou  
13 dans ces environs-là, on était capable de contrôler  
14 au moins quarante pour cent (40 %) du coût de  
15 projet en les achetant. Puis si on n'arrivait pas à  
16 trouver des bons prix à Montréal, parce qu'il y  
17 avait des intégrations horizontales, on irait  
18 ailleurs. Même si on paie un peu plus cher  
19 ailleurs, ce n'est pas grave, on va aller chercher  
20 des tuyaux, on va prendre des contrats, on va  
21 aller... S'il faut, on va aller acheter de  
22 l'asphalte, là. L'asphalte, c'est un peu plus  
23 difficile parce qu'ils sont tous reliés à des  
24 firmes, mais il y avait ces façons de faire.

25 Ou bien on pouvait aller... Il y avait

1 aussi, ce qui a été proposé, c'est d'aller en  
2 enchère inversée. Enchère inversée, ça ça veut dire  
3 voici, on a un projet à faire, voici les plans et  
4 devis du projet, on est prêt à payer deux millions  
5 trois cent cinquante mille (2 350 000\$) pour ce  
6 projet-là. Si vous voulez soumissionner, vous  
7 soumissionnez, et c'est le plus bas, en bas de deux  
8 millions trois cent cinquante mille (2 350 000\$),  
9 qui va l'avoir. Ça aurait été intéressant de voir  
10 la réaction du marché, là. C'était... C'était une  
11 des premières choses qu'on aurait faites, là, si la  
12 démarche d'optimisation avait été menée à terme  
13 puis que ça avait été implanté.

14 Il y a donc toute une série de façons de  
15 faire qui auraient forcé, ou qui auraient rendu  
16 plus difficile la fermeture du marché.

17 Q. [50] Ces propositions-là, que vous venez de nous  
18 énoncer, Monsieur Pourreaux, est-ce qu'elles ont  
19 été faites dans le cadre des rencontres des sous-  
20 comités que vous avez eues, ou des comités?

21 R. Bien, ça peut avoir été discuté, mais c'était  
22 vraiment dans les stratégies pour répondre à toutes  
23 les problématiques qui avaient été constatées, là,  
24 au niveau du... Comme je disais, il y avait trois  
25 grandes problématiques : le cahier des charges avec

1 clauses générales et administratives, il y avait  
2 les devis puis les clauses particulières, les  
3 façons de faire, la planification et tout ça, et il  
4 y avait le marché qui était fermé, là, puis...  
5 Comme je vous mentionnais hier, on a identifié le  
6 premier bloc, c'était de cinq à quinze pour cent  
7 (15 %) de ce coût, le deuxième de dix (10) à vingt  
8 (20), puis le dernier de quinze (15) à vingt-cinq  
9 (25). Donc, on voulait jouer sur les trois blocs,  
10 pour effectivement réduire les coûts, pour livrer  
11 les objectifs d'économies qui étaient donnés comme  
12 mandat à la démarche d'optimisation. Donc,  
13 c'était... c'était dans la stratégie qui devait  
14 être implantée le premier (1<sup>er</sup>) janvier deux mille  
15 six (2006).

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. **[51]** Mais cette façon de faire n'aurait pas  
18 nécessairement empêché la collusion. Peut-être que  
19 ça aurait été moins cher pour la Ville, ce qui est  
20 un très bon point, mais ça ne veut pas dire que ça  
21 aurait éliminé pour autant la collusion?

22 R. Non, mais il y avait aussi d'autres... d'autres  
23 stratégies qui avaient été...

24 Q. **[52]** Pourriez-vous nous les indiquer?

25 R. Là je... j'étais directeur à l'approvisionnement



1        mais il y avait des gens qui étaient... il faudrait  
2        que je refouille. Mais je ne me sens pas à l'aise  
3        d'expliquer les façons qui étaient, disons, de...  
4        des façons industrielles de faire, là, puis  
5        expliquer comment ça peut... C'est sûr que ça ne  
6        peut pas nécessairement ouvrir tout d'un coup, mais  
7        vous avez une masse de travaux qui sont différents.  
8        On parlait des trottoirs, on parlait des chaussées,  
9        on parlait des conduites secondaires, des conduites  
10       principales. On parlait de volume des travaux, on  
11       pouvait scinder des chantiers, on peut regrouper  
12       des chantiers. Donc, il y avait... puis, surtout,  
13       c'est... ce qui a été mentionné hier, en disant  
14       qu'on ne pouvait pas s'équiper d'une équipe pour  
15       faire de l'estimation des travaux. Je m'excuse,  
16       mais c'était directement dans la démarche. On a  
17       dit : « On va s'équiper d'estimateurs. » Il y a des  
18       estimateurs dans toutes les firmes de construction.  
19       Parce que c'est eux, ils font l'estimé des coûts  
20       pour pouvoir, effectivement, dégager leur marge de  
21       manoeuvres. Il y en a des spécialistes, je vous  
22       dis. Ce n'est pas nécessairement des gens qui vont  
23       gagner cent cinquante mille (150 000), c'est des  
24       gens qui connaissent les chantiers, qui sont  
25       capables d'évaluer. Et donc, c'était de s'équiper

1 aussi, à la Ville, d'une équipe d'estimation pour  
2 les travaux, qui permettait de dire : « Bien,  
3 voici... », comme je disais, l'enchère inversée,  
4 là, si on dit, deux millions trois cent cinquante  
5 mille (2 350 000) et celui qui va avoir le contrat  
6 c'est celui-là qui est le plus bas en bas de ça. Et  
7 si il y a personne qui soumissionne, là, on va  
8 dire : « On va scinder ça, on peut en faire une  
9 partie en régie. » Mais c'était une démarche qui  
10 s'étendait sur quatre, cinq ans, pour changer les  
11 façons de faire. Ça n'aurait pas... on n'aurait pas  
12 ouvert le marché en deux mois, trois mois, là, mais  
13 on aurait implanté une série d'éléments qui aurait  
14 favoriser ça, là.

15 Me CLAUDINE ROY :

16 Q. **[53]** Si on revient à la firme Macogep. Je comprends  
17 que, finalement, la firme a été engagée.

18 R. Hum hum.

19 Q. **[54]** Vous l'avez utilisée de façon ponctuelle mais,  
20 à un moment donné, c'est devenu une firme qui a eu  
21 un contrat avec la Ville. C'était sous  
22 l'autorisation de monsieur Abdallah...

23 R. Oui.

24 Q. **[55]** ... et à la connaissance de monsieur Hébert,  
25 que la firme Macogep...

1 R. Hum hum.

2 Q. [56] ... a été engagée. Je vous demanderais,  
3 Madame, s'il vous plaît, de nous mettre à l'écran  
4 l'onglet 1, qui est une note de monsieur Guy Hébert  
5 à monsieur Robert Abdallah, du cinq (5) avril deux  
6 mille quatre (2004), où on... l'objet c'est  
7 l'évaluation des coûts des appels d'offres des  
8 projets de construction. Et, en résumé, est-ce que  
9 vous en avez pris connaissance de cette lettre-là,  
10 Monsieur Pourreaux? Et, dans cette lettre-là, on y  
11 voit qu'on demande l'autorisation à monsieur  
12 Abdallah de procéder... appels d'offres, un  
13 processus d'appels d'offres pour aller... avoir la  
14 possibilité, pardon, de donner le contrat à des  
15 firmes au niveau de l'évaluation. Et on mentionne,  
16 au quatrième paragraphe, c'est monsieur Hébert qui  
17 parle, qui dit :

18 Nous sommes conscients que le contexte  
19 actuel de dispersion et  
20 d'hétérogénéité des documents d'appels  
21 d'offres ainsi que les coûts de  
22 construction en hausse constante ne  
23 peut être modifié de fond en comble  
24 par le seul fait d'estimer les coûts  
25 de projets mais...

1 Et il poursuit, et c'est comme ça qu'il mentionne à  
2 monsieur Abdallah, là, d'aller en appel d'offres  
3 pour une firme d'estimation ce serait une bonne  
4 chose. Et ce qu'on sait par la suite c'est que ça a  
5 été mis en vigueur et que Macogep a eu un contrat  
6 avec la Ville. C'est bien ça?

7 R. Oui.

8 Q. [57] Ça s'inscrivait dans le cadre de la démarche  
9 d'optimisation?

10 R. Oui.

11 Q. [58] Alors, si... toujours dans le cadre de la mise  
12 en place de la démarche d'optimisation, comme on  
13 mentionnait tout à l'heure, le service  
14 d'approvisionnement s'est doté d'outils. Voulez-  
15 vous nous dire, là, par la suite, les différentes  
16 présentations qui ont été faites, les réactions des  
17 gens jusqu'à ce qu'on en arrive à presque la mise  
18 en oeuvre pour le premier (1<sup>er</sup>) janvier deux mille  
19 six (2006).

20 R. Donc, à cette époque-là, on était au printemps deux  
21 mille quatre (2004), c'était donc un élément qui  
22 servait de palliatif en attendant que la nouvelle  
23 approche d'approvisionnement stratégique, là, pour  
24 les travaux de construction, soit mise en place.

25 Il y a eu d'autres interventions de

1 monsieur Abdallah à cet égard-là parce que, aussi,  
2 là, monsieur Abdallah trouvait que la démarche  
3 était longue, parce qu'il aurait voulu que ce soit  
4 implanté plus rapidement. Mais, comme je  
5 mentionnais, c'était lourd puis aussi il y avait un  
6 peu de réticence puis, bon, la Ville de Montréal,  
7 c'est une grosse machine. Et comme éléments  
8 palliatifs qui ont aussi été implanté, ça a été  
9 d'obliger les servies à déposer la planification  
10 des travaux, au service de l'approvisionnement,  
11 pour avoir un calendrier, pour savoir quel appel  
12 d'offres être fait à quel moment, en vue de  
13 réalisation des travaux à quel moment, pour essayer  
14 d'avoir un certain contrôle sur ce qui se faisait  
15 puis comment on pouvait aussi travailler pour  
16 préparer les éléments. Donc, ça a été une démarche  
17 qui a été faite.

18 Il y a aussi un autre mémo de monsieur  
19 Abdallah concernant tous les documents  
20 contractuels. Il y a...

21 Q. [59] Peut-être juste avant, si vous me permettez  
22 aussi, je vais déposer la pièce. Je me suis rendu  
23 compte que j'ai oublié de la coter. Alors 40P-531,  
24 soit la note du cinq (5) avril deux mille quatre  
25 (2004) de monsieur Guy Hébert à monsieur Robert

1 Abdallah. Je m'excuse.

2

3 40P-531 : Note du 5 avril 2004 de Guy Hébert à  
4 Robert Abdallah - Évaluation des coûts  
5 des appels d'offres des projets de  
6 construction

7

8 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

9 Q. [60] Quand vous dites que c'est une démarche qui a  
10 été faite, vous dites dans les faits que le dépôt  
11 de la planification annuelle de chacune des  
12 directions a été présentée à la Direction de  
13 l'approvisionnement, c'est ça? Ça, ça a été  
14 vraiment fait?

15 R. Oui. Là encore, il y avait un petit peu de  
16 réticence parce que... puis pas de mauvaise foi,  
17 ils avaient de la difficulté à dire quand ils  
18 allaient en appels d'offres puis quels projets,  
19 puis quand ça devait se réaliser. C'était  
20 aléatoire. Puis disons que, je ne sais pas combien  
21 de téléphones et de mémos ont été faits, parce que  
22 ça devait être livré sur une base trimestrielle  
23 pour faire la planification annuelle. Ça a été  
24 difficile de... C'était peu discipliné.

25 Donc, ça a été extrêmement difficile

1 d'avoir l'information. Parce que même au SITE, il y  
2 avait différentes directions qui allaient puis  
3 c'était... dépendant de l'information, mais on  
4 voulait avoir un portrait pour être sûr de  
5 connaître. Puis en même temps, le directeur général  
6 voulait avoir ça pour le comité exécutif pour dire,  
7 bien voici ce qui s'en vient dans les appels  
8 d'offres puis dans les projets. Donc, ça a été...  
9 Ça aussi ça a été une démarche qui a été faite en  
10 palliatif en attendant qu'ils aient les  
11 modifications du système d'appels d'offres pour les  
12 travaux de construction.

13 Me CLAUDINE ROY :

14 Q. **[61]** Alors vous en étiez, je pense, à parler que,  
15 toujours dans le cadre du déroulement de la  
16 démarche, que monsieur Abdallah a envoyé un mémo  
17 relativement à la standardisation...

18 R. Oui.

19 Q. **[62]** ... des processus d'approvisionnement. Alors,  
20 je vous demanderais de nous mettre à l'écran  
21 l'onglet 3. C'est à cette note de service que vous  
22 faites référence, Monsieur Pourreaux?

23 R. Hum, hum.

24 Q. **[63]** Alors, cette fois-ci, vingt-trois (23) mars  
25 deux mille cinq (2005), une lettre, bien une note

1           en fait de monsieur Robert Abdallah, directeur  
2           général, à l'équipe de direction...

3       R. C'est-à-dire à tous les directeurs.

4       Q. **[64]** Tous les directeurs. Donc, ça comprend  
5           monsieur Hébert, ça comprend monsieur Cassius de  
6           Linval, ça...

7       R. Ça comprend tout le monde.

8       Q. **[65]** Au niveau de la Direction?

9       R. Tous les directeurs à la Ville de Montréal.

10      Q. **[66]** D'accord. Et dans cette lettre, on y voit une  
11           volonté claire de mettre en oeuvre une  
12           standardisation des processus?

13      R. De l'approvisionnement et des documents  
14           contractuels. C'était comme un rappel qui était  
15           fait en disant, la démarche, elle est là pour être  
16           réalisée, ce n'est pas juste des études, ce n'est  
17           pas juste le fruit de l'imagination de la Direction  
18           de l'approvisionnement, c'est un objectif  
19           corporatif, c'est chapeauté par le directeur  
20           général, ça va se réaliser. Donc, c'était...  
21           c'était vraiment un projet qui tenait beaucoup à  
22           coeur à monsieur Abdallah. C'était très très clair  
23           dans toutes les rencontres, une dizaine de fois...  
24           Il me blâmait, il me blâmait parce qu'il trouvait  
25           que ça n'allait pas assez vite. Mais il voulait que



1           ça se réalise.

2           Q. [67] Alors note déposée sous 40P-532.

3

4           40P-532 :       Note du 23 mars 2005 de Robert  
5                           Abdallah à l'équipe de direction et  
6                           Guy Hébert - Standardisation des  
7                           processus d'approvisionnement et des  
8                           documents contractuels

9

10           Nous sommes rendus en mars deux mille cinq (2005),  
11           le processus est toujours en branle?

12           R. Le corps des propositions, le corps, la majeure  
13           partie des propositions était déjà élaborée. Il y  
14           avait déjà la structure de fonctionnement. Il y  
15           avait le concept du Centre de services partagés  
16           d'Hydro-Québec qui a été utilisé. Pas seulement  
17           pour l'approvisionnement, mais aussi pour le  
18           matériel roulant, les immeubles puis  
19           l'informatique, allaient être sous le mode de  
20           Centre de services partagés.

21                       Donc, à l'été deux mille cinq (2005), on  
22           peaufinait les documents. On était prêt. On faisait  
23           les présentations. Je ne me rappelle plus, je pense  
24           qu'il y a une présentation qui a été faite au mois  
25           de septembre au comité exécutif en disant, voici la

1       démarche de... voici où on en est, puis voici où on  
2       est prêt à aller de l'avant. Donc, à partir de ça,  
3       il y a eu tout un processus de préparation. Et il y  
4       a eu un sommaire décisionnel qui a été préparé puis  
5       révisé deux, trois fois, mais qui a été mis dans la  
6       machine quelque temps... fin d'octobre ou début  
7       novembre. Donc, il y avait l'implantation du  
8       processus, du nouveau processus d'approvisionnement  
9       avec tous les éléments qui étaient mentionnés.  
10      Donc, rapatrier à l'approvisionnement les appels  
11      d'offres du Service des travaux publics et des  
12      immeubles.

13      Q. **[68]** Est-ce qu'on peut dire que c'est une des  
14      conclusions majeures, ça, ou le plus gros  
15      changement de rapatrier tout le système de  
16      processus d'appels d'offres à l'Approvisionnement?

17      R. Dans la structure de l'optimisation de  
18      l'approvisionnement, il y avait des éléments qui  
19      touchaient donc les différents secteurs. Mais ce  
20      qui était plus révélateur, c'était une approche  
21      avec une équipe d'approvisionnement stratégique qui  
22      allait gérer les secteurs chauds. Puis il n'y avait  
23      pas seulement les travaux publics, là, il y avait  
24      l'informatique aussi là-dedans et les immeubles,  
25      puis certains autres dossier, donc qui étaient plus

1       chauds, et qu'on savait qu'on devait avoir une  
2       stratégie pointue pour aller chercher les...

3               Vous savez, l'approvisionnement, ce n'est  
4       pas compliqué, c'est d'aller chercher le bon  
5       produit ou le bon service au bon prix puis au bon  
6       moment. Et ça se résume toujours à ça. Donc, il y  
7       avait... L'approche de l'approvisionnement  
8       stratégique était articulée en disant : « Voici les  
9       dossiers et voici le volume des dossiers qui vont  
10      être faits, voici comment on va implanter ça dans  
11      les trois prochaines années, voici les projets qui  
12      vont être soumis à l'approche de  
13      l'approvisionnement stratégique, voici le  
14      calendrier, voici le plan d'action, voici l'équipe  
15      qui est en place. » Il y avait la création de  
16      vingt-trois (23) postes pour réaliser ça, parce que  
17      c'est sûr qu'on ne pouvait pas aller chercher les  
18      postes dans des services qui faisaient les... Parce  
19      qu'on disait, bien, l'ingénieur, cinq pour cent  
20      (5 %) de son temps passe sur l'approvisionnement.  
21      Le restant, il fait de la conception puis de la  
22      surveillance. Donc, on ne pouvait pas aller  
23      chercher des cinq pour cent (5 %) de... Puis  
24      d'ailleurs, on ne voulait pas aller chercher des  
25      ingénieurs pour faire ça, on voulait avoir des gens

1 de l'approvisionnement. Donc, dans le mémoire  
2 décisionnel il y avait la création de vingt-trois  
3 (23) postes, il y avait un budget de deux point  
4 quatre millions (2,4 M\$). Et le mémoire décisionnel  
5 circulait au mois de novembre, parce que le mémoire  
6 décisionnel devait avoir l'avis de tous les  
7 intervenants. Puis dans ce cas-ci, comme ça  
8 touchait l'ensemble de la ville, tous les  
9 arrondissements étaient sollicités pour donner leur  
10 avis et toutes les directions de services étaient  
11 sollicitées.

12 Q. **[69]** Quelles étaient les réactions des gens  
13 concernés par la mise en oeuvre de cette démarche  
14 d'optimisation?

15 R. Bien, de quelles personnes vous voulez...

16 Q. **[70]** Bien, c'est vous qui venez de nous dire :  
17 « Tous les arrondissements, tous les directeurs de  
18 services, ils étaient mis au courant. » Leur  
19 réaction c'était quoi?

20 R. En réalité, bien, il y avait des commentaires qui  
21 disaient oui, il y avait différents commentaires  
22 qui étaient rentrés. C'est sûr que les commentaires  
23 n'étaient pas tous rentrés, parce que, si je peux  
24 me permettre de dire, rendu au quinze (15)  
25 novembre, quand ils voyaient que ça rentrait en

1       vigueur le premier (1<sup>er</sup>) janvier, qu'il y avait un  
2       budget associé à ça, le service des finances  
3       attendait le O.K. pour mettre ça dans le budget de  
4       l'approvisionnement. Création des postes, les  
5       postes étaient déjà décrits, on savait quel genre  
6       de postes. On n'avait pas encore fait de démarches  
7       avec le service des ressources humaines, mais  
8       c'était sur le point de l'être. Il y avait des  
9       communiqués internes puis externes pour expliquer  
10      le changement de façon de faire à la Ville qui  
11      était prêt, il y avait des textes qui étaient prêts  
12      pour monsieur Abdallah, pour expliquer la nouvelle  
13      approche de l'approvisionnement. Donc, tout ça  
14      était en place. Donc, je vous dis, le quinze (15)  
15      novembre, là, on souhaitait que ça passe au comité  
16      exécutif du mois de décembre, puis d'aller de  
17      l'avant.

18      Q. [71] Alors, quand je vous pose la question, les  
19      arrondissements, les gens consultés sont d'accord,  
20      les gens vont de l'avant relativement...

21      R. Bien, il y a eu plusieurs commentaires en disant...  
22      Souvent, c'était coché, il n'y avait pas... Sans  
23      réserve, là, il n'y avait pas nécessairement des  
24      commentaires. Il y a quelques services qui ont émis  
25      des commentaires. Le service, monsieur Cassius de

1 Linval avait émis des commentaires en disant que  
2 lui il croyait que dans le fond, le service de  
3 l'approvisionnement devait continuer à être un  
4 service de soutien, il ne devait pas se mettre à la  
5 place des services d'opération. Et le service du  
6 SITE n'a jamais, je pense, n'a pas mis son  
7 commentaire, n'a pas dit qu'il approuvait ou  
8 désapprouvait, ou avec réserve. Il n'a pas mis son  
9 commentaire. Donc, il y avait...

10 Q. **[72]** Il n'a pas répondu, en fait?

11 R. Il n'a pas répondu. Mais vous savez, un sommaire  
12 décisionnel où il y a une trentaine d'intervenants,  
13 c'est long, ça ne se fait pas en une semaine. Ça  
14 circule, puis bon, il y a des avis internes, puis  
15 bon... Donc, on en avait peut-être reçu, je ne sais  
16 pas combien, huit ou dix (10). Je n'ai même pas la  
17 copie du dernier document, là. Mais il y en avait  
18 probablement une dizaine de rentrés sur les trente  
19 (30), donc, à la fin novembre. Puis on discutait  
20 avec Guy Hébert en disant : « Bien, comment on  
21 va... » On voulait attacher ça pour le mois de  
22 décembre, pour que ça soit dans le budget, pour...  
23 Puis c'était la volonté de monsieur Abdallah que ça  
24 demeure le premier (1<sup>er</sup>) janvier.

25 Q. **[73]** Vous nous avez dit, là, toujours avant qu'on

1 arrive en décembre deux mille cinq (2005), vous  
2 avez dit : « Il y a des présentations qui ont été  
3 faites au comité exécutif. » Là, vous étiez présent  
4 lors de ces...

5 R. Oui.

6 Q. [74] ... présentations au comité exécutif? Voulez-  
7 vous nous dire, les gens qui étaient autour de la  
8 table, quelles étaient les réactions des personnes  
9 concernées lorsque vous faisiez la présentation  
10 avec des propositions puis avec des résultats  
11 concrets qui pouvaient advenir de la mise en  
12 vigueur des recommandations?

13 R. Non, en général, moi je n'ai pas vu de commentaire  
14 négatif. Il y avait, comme j'ai mentionné, au  
15 comité exécutif il y avait des maires  
16 d'arrondissements qui étaient maires des anciennes  
17 villes, à un certain moment qui ont donné des  
18 exemples d'appels d'offres en commun, par exemple  
19 pour les parcs. Là, à un certain moment, j'ai eu  
20 deux maires qui disaient : « Vous n'allez pas nous  
21 dire comment faire nos parcs dans... On a le choix  
22 de comment faire nos parcs. » Je n'ai pas de  
23 problème avec ça, là. On ne va pas vous dire  
24 comment faire vos parcs. Mais j'ai dit : « À la  
25 Ville de Montréal, on refait trente (30) à quarante

1 (40) parcs par année. » Puis quand on refait des  
2 parcs, bien ça prend de la clôture Frost, ça prend  
3 du sable, ça prend de la terre, ça prend de  
4 l'éclairage, ça prend des... C'est bien commun, là.  
5 Si on va une fois en appel d'offres, mettons, pour  
6 vingt (20) parcs en termes de clôtures Frost, on va  
7 avoir un meilleur prix que d'acheter vingt (20)  
8 fois unitairement la clôture pour un parc de  
9 quartier. Donc, il y avait cet... La problématique  
10 qui était souvent soulevée, c'était l'autonomie au  
11 niveau des arrondissements, la capacité de pouvoir  
12 acheter local. Il y avait toujours cette capacité-  
13 là, mais il y avait une inquiétude que ça rentre  
14 dans une grosse machine. Mais on expliquait ça  
15 aussi en disant, ça ne change rien, il y aura  
16 toujours la possibilité que vous le fassiez. Mais  
17 si vous avez le choix entre acheter avec une  
18 entente corporative... Parce qu'à l'époque on avait  
19 à peu près deux cent vingt-cinq (225) ententes  
20 corporatives sur fournitures de biens. Ça fait que  
21 vous avez le choix d'acheter avec l'entente  
22 corporative et vous savez le prix que vous allez  
23 payer, ou vous avez le choix d'aller l'acheter  
24 vous-mêmes, vous êtes autonomes » et c'est votre  
25 choix là.



1                   Puis dans la politique d'approvisionnement,  
2                   il y avait eu beaucoup de discussions aussi avec  
3                   les arrondissements à l'effet « c'est quoi la marge  
4                   de manoeuvre qu'on se donne? Est-ce que cinq pour  
5                   cent (5 %), dix pour cent (10 %) de coûts  
6                   supérieurs pour pouvoir acheter local? C'est  
7                   correct, c'est étique là puis que... ». Ce genre de  
8                   discussions-là avaient lieu même au niveau du  
9                   comité exécutif. Mais, quant à la démarche, je n'ai  
10                  pas eu de commentaire à cet égard-là.

11                M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

12                Q. [75] Dans vos présentations au comité exécutif,  
13                   est-ce que monsieur Zampino était déjà... était  
14                   présent?

15                R. Oui.

16                Q. [76] Est-ce que le maire était présent aussi dans  
17                   cet...

18                R. Dans la plupart, oui.

19                Q. [77] Donc, quand vous avez présenté votre démarche,  
20                   le maire était au courant de tout ceci là. Vous,  
21                   vous avez fait des présentations au maire.

22                R. Oui.

23                Q. [78] O.K. Merci.

24

25                LA PRÉSIDENTE :

1 Q. [79] Quand vous parlez de « local », vous voulez  
2 dire quoi exactement?

3 R. Mettons à Verdun ou à Ville LaSalle, peu importe,  
4 il y avait des fournisseurs qui sont là depuis...  
5 depuis vingt (20) ans. Disons, nous, on achète nos  
6 produits de mettons de plomberie à telle place,  
7 puis « allez-vous nous forcer à acheter à une  
8 compagnie qui est plus multinationale? » parce  
9 qu'on avait une entente avec un grand distributeur  
10 à Montréal.

11 Q. [80] Multinationale?

12 R. Oui. Bien, je veux dire, des gros fournisseurs  
13 de... Donc, j'ai dit : « Vous avez toujours le  
14 choix là. Nous, on a une entente corporative, mais  
15 ça n'empêche pas d'acheter... d'acheter... Si vous  
16 décidez d'acheter et en toute connaissance de cause  
17 par rapport au prix. Mais, nous, notre rôle c'est  
18 de vous offrir ce qu'on pense être un bon... une  
19 bonne entente avec un bon fournisseur pour des bons  
20 produits puis à un bon prix », mais ils avaient  
21 toujours le choix d'acheter.. d'acheter localement  
22 là, c'était... S'ils avaient besoin d'un service,  
23 je ne sais pas, d'un service quelconque, ils  
24 pouvaient aller...

25 Q. [81] Mais, l'option, était-elle toujours ou c'est

1 local ou c'est multinationale que vous privilégiez?

2 R. Pour les achats de biens, nous, on donnait à  
3 l'ensemble des gestionnaires les ententes. On  
4 disait : « Voici les ententes », mais ils  
5 pouvaient... ils pouvaient décider d'acheter par  
6 eux-mêmes là.

7 Q. **[82]** Mais, vos ententes auraient pu aussi contenir  
8 des projets locaux. Auraient pu se... des firmes...

9 R. Oui, oui. Mais, je veux dire, c'est... on ne  
10 voulait pas négocier une entente par arrondissement  
11 avec un fournisseur de plomberie là. Si  
12 l'arrondissement nous l'avait demandé, on aurait  
13 négocié en disant « bien, voici ».

14 Q. **[83]** Mais, si dans vos ententes, tout le monde ou  
15 toutes les entreprises sont appelées à vous fournir  
16 des plans, des...

17 R. Il y a un appel d'offres, oui.

18 Q. **[84]** Bien, oui, un appel d'offres, ça ne veut pas  
19 nécessairement dire que les produits locaux auront  
20 été nécessairement exclus.

21 R. Non, mais ça ne veut pas dire qu'un fournisseur,  
22 une quincaillerie de Verdun aurait pu fournir  
23 l'ensemble de la Ville. Il aurait gagné l'appel  
24 d'offres, c'est ça que je veux dire, c'est... Il  
25 n'aurait pas soumissionner pour donner la... une

1 plomberie de... une plomberie, un magasin de  
2 fournitures en plomberie à Verdun n'aurait pas pu  
3 fournir le trois cent cinquante mille dollars  
4 (350 000 \$) d'articles de plomberie qu'on achète  
5 par année à la Ville mettons, c'est sûr.

6 Me CLAUDINE ROY :

7 Q. **[85]** Est-ce qu'on doit comprendre que, dans le  
8 fond, les produits locaux n'étaient pas exclus...

9 R. Non.

10 Q. **[86]** ... c'est juste que la grosseur par exemple de  
11 l'entreprise locale n'aurait pas pu fournir  
12 l'ensemble de la Ville de Montréal...

13 R. Mais... mais dans la...

14 Q. **[87]** ... mais ils n'étaient pas exclus.

15 R. ... dans la politique d'approvisionnement, ils  
16 n'étaient pas obligés d'acheter avec les ententes  
17 corporatives, donc ils avaient toujours le choix,  
18 mais un choix en connaissance de cause des coûts.

19 Q. **[88]** Si je reviens au comité exécutif, quelle a été  
20 la réaction de monsieur Zampino lorsque les  
21 présentations ont été faites?

22 R. Bien, monsieur Zampino a... ce n'était pas  
23 quelqu'un qui parlait beaucoup au niveau du comité  
24 exécutif, il écoutait. En tout cas, dans les  
25 présentations qu'on faisait, puis dans d'autres cas

1       aussi là, ce n'était pas quelqu'un qui s'exprimait  
2       en tout cas beaucoup au niveau de... il écoutait,  
3       puis il prenait des notes là.

4       Q. **[89]** O.K. Et vous avez mentionné qu'il y avait  
5       certaines inquiétudes de la part de certaines  
6       personnes autour de la table du comité exécutif. De  
7       façon générale, est-ce que vous ressortiez de ces  
8       rencontres-là en disant « bien, les gens sont  
9       enthousiasmes relativement à la démarche  
10      d'optimisation » quoiqu'il y avait certaines  
11      inquiétudes que vous nous avez mentionnées, mais  
12      ils semblaient adhérer. À ce moment-là là...

13      R. Oui, oui.

14      Q. **[90]** ... on est en septembre, octobre deux mille  
15      cinq (2005).

16      R. Oui, mais... Oui, mais la mise en contexte que  
17      souvent le directeur général faisait, monsieur  
18      Abdallah, dans ces présentations-là, en disant :  
19      « Voici là, c'est dans le cadre général de  
20      l'amélioration à la Ville, c'est dans le cadre  
21      d'optimisation, c'est dans le cadre aussi des  
22      dégagements budgétaires pour pouvoir... » parce que  
23      lui aussi avait de la misère à balancer le budget  
24      de la Ville, puis il escomptait ces économies-là  
25      pour alimenter et pour démontrer aussi que la

1 fusion était profitable. Donc, ça s'insérait dans  
2 un cadre où ça allait améliorer la performance de  
3 la Ville en matière de coûts là. Donc, c'était...  
4 on ne venait... ce n'était pas... on ne venait pas  
5 faire... présenter un principe, on venait présenter  
6 des solutions pour améliorer les choses et avoir  
7 des biens et des travaux de meilleure qualité à un  
8 coût moindre, puis que ça allait être significatif.

9 Parce que quand on montrait les chiffres  
10 là, quand on parlait de quarante-cinq, cinquante,  
11 cinquante-cinq millions (45-50-55 M\$) dans les  
12 dernières présentations, avec des chiffres  
13 identifiés pour l'aqueduc, l'égout, l'informatique  
14 et tout ça, avec des pourcentages et avec les  
15 exemples et les projets qui allaient être mis, et  
16 commencer à les implanter à l'année un, l'année  
17 deux, l'année trois, c'était détaillé là. Ce  
18 n'était pas... c'était... c'était très très concret  
19 là, ce n'était pas... ce n'était pas...

20 Q. [91] Les gens étaient...

21 R. ... ce n'était pas l'esprit là. Ils savaient que ça  
22 s'en venait là.

23 Q. [92] Oui, ils savaient que ça s'en venait.

24 R. Oui.

25 Q. [93] Mais, les gens, étaient-ils contre le fait

1 qu'on cherche à faire des économies?

2 R. Non, non, non.

3 Q. [94] Bon. Alors, les gens étaient enthousiastes  
4 relativement aux économies que vous proposiez avec  
5 la façon de faire?

6 R. Tant que ça... parce que c'étaient majoritairement  
7 des gens des arrondissements qui étaient... ou des  
8 ex-villes de banlieues qui étaient sur le comité  
9 exécutif. Leur préoccupation, c'était toujours  
10 l'autonomie locale et le choix de faire affaires ou  
11 non avec les ententes corporatives. C'était ça. Et  
12 il y avait aussi de voir comment, jusqu'à quel  
13 point ils allaient être obligés de... d'intégrer  
14 les travaux de voirie, d'aqueduc et d'égout. Il y  
15 avait cette préoccupation-là aussi.

16 Parce que, comme je l'ai mentionné hier, il  
17 y a des gens qui m'ont dit « Tu ne vas pas nous  
18 forcer à faire de la façon qu'on fait à la Ville,  
19 ça n'a pas de bon sens ce que ça va nous coûter,  
20 là. » Eux, déjà, ils étaient aussi dans un marché  
21 fermé, mais ils n'avaient pas... Ils étaient...  
22 C'était des plus petits volumes et ils étaient, je  
23 pense, plus performants en termes de plans et devis  
24 puis de clauses, puis des clauses particulières,  
25 là. Ils étaient... Ils géraient plus ce volet-là

1           que la ville centrale.

2       Q. [95] Alors, on évolue dans la fin de l'année deux  
3       mille cinq (2005), on est rendu en novembre, vous  
4       dites que, je pense qu'on peut résumer en disant  
5       que tout semble ficelé.

6       R. Hum, hum.

7       Q. [96] On attend la réunion du comité exécutif de  
8       décembre pour qu'on puisse mettre...

9       R. Mais on...

10      Q. [97] ... en application le premier (1er) janvier  
11      deux mille six (2006).

12      R. On met un... On essaie de mettre un peu de pression  
13      pour que les avis des différents services rentrent,  
14      parce que le dossier ne peut pas passer à  
15      l'exécutif tant que tous les avis ne sont pas  
16      rentrés. Ça fait que là on était à la fin novembre,  
17      début décembre, et puis là il est arrivé quelques  
18      événements.

19                Au début décembre, Guy Hébert m'annonce  
20      qu'il quitte la direction du Service des services  
21      administratifs, et, pour prendre d'autres  
22      fonctions, puis bon. Ça, c'est sûr que les dates,  
23      là, ça c'est... Moi je l'ai su, je pense que c'est  
24      le sept (7) décembre, et on a fait un 5 à 7, je  
25      pense, dans la semaine suivante, tout le monde



1           était là. Il y avait... Disons que le climat était  
2           très triste, puis, parce qu'il y avait beaucoup de  
3           choses qui marchaient en même temps, puis on  
4           demandait à Guy « Pourquoi tu quittes? » Puis il ne  
5           voulait pas répondre, il disait « Bien, c'est comme  
6           ça, là. C'est la vie. » Puis là, c'est là que,  
7           quelque temps plus tard il a été, je pense, le  
8           vingt (20) décembre il y a eu un communiqué pour  
9           dire qu'il était nommé comme directeur  
10          d'arrondissement au centre-ville, qu'il était nommé  
11          directeur général adjoint responsable du centre-  
12          ville et directeur de l'arrondissement de la Ville  
13          centre, où le maire était monsieur Tremblay à  
14          l'époque. Et donc, Guy ne m'a jamais expliqué, puis  
15          il y a peut-être des gens qui le savent, mais, le  
16          pourquoi de son départ.

17                Avant que ça soit annoncé, le vingt (20)  
18          décembre, officiellement, officieusement on a  
19          appris que monsieur Cassius de Linval, donc,  
20          prenait la charge du Service des services  
21          administratifs. Il n'y avait pas fusion des deux  
22          services, mais il devenait directeur principal, il  
23          restait directeur principal du Service des affaires  
24          corporatives et du Service des services  
25          administratifs, sauf que quelques jours après il y

1 a eu un avis comme quoi que le Service des  
2 immeubles, qui était à l'intérieur du Service des  
3 services administratifs, lui, ce service-là, était  
4 transféré à mise en valeur du patrimoine,  
5 l'urbanisme, l'aménagement urbain, là. Donc,  
6 c'était... Ce secteur-là a été transféré.

7 Ça fait que là, donc, on arrivait à Noël,  
8 et puis là mon patron n'était plus là, puis bon...  
9 Puis il me dit, « Serge, il dit, écoute, là. Laisse  
10 passer les Fêtes, puis là on va voir après. »

11 Q. [98] Qui vous dit ça?

12 R. Bien, Guy, là. Il dit... Il me disait, « Écoute, on  
13 s'en vient aux Fêtes, là, tu ne seras pas capable  
14 de monter tout le dossier pour l'exécutif du mois  
15 de décembre, c'est... » Ça fait que là, puis  
16 surtout que, ipso facto, j'avais un nouveau patron,  
17 donc il fallait que je rencontre mon nouveau  
18 patron, puis dire bien voici comment, qu'est-ce  
19 qu'on fait.

20 Donc, on a eu une rencontre, j'ai eu une  
21 rencontre avec Cassius de Linval avant Noël, on a  
22 fait le tour des dossiers, là, ça a duré deux  
23 heures, deux heures et demie, je ne sais pas, on a  
24 fait l'ensemble des dossiers, puis c'est sûr que le  
25 dossier de l'optimisation de la fonction

1 approvisionnement était majeur, là. Ça rentrait  
2 dans le premier (1er) janvier, il y avait le  
3 budget, il y avait tout à faire, puis... Ça fait  
4 que là il écoutait, il prenait des notes. Je n'ai  
5 jamais vu quelqu'un prendre autant de notes, je  
6 pense qu'il a pris cent cinquante (150) pages de  
7 notes dans notre rencontre de deux heures et demie.  
8 Il dit, « Là je suis juste là pour écouter. » Bon.  
9 Et ça se termine comme ça. Puis il y a le temps des  
10 Fêtes. Ça fait que là, tout le monde était en  
11 attente, là, c'était, comme, une situation. Puis je  
12 n'avais pas d'échos de la direction générale, mais  
13 de toute façon, moi, ce n'était pas monsieur  
14 Abdallah mon patron, c'était devenu monsieur  
15 Cassius De Linval.

16 Q. **[99]** Donc, par la force des choses, la démarche  
17 d'optimisation était sur la glace.

18 R. Était sur la glace. Oui, il m'avait dit : « On va  
19 regarder ça au mois de janvier. »

20 Q. **[100]** Ça c'est monsieur De Linval qui vous dit ça?

21 R. Oui. Ça fait qu'au mois de janvier, je ne me  
22 rappelle plus exactement la date, là, mais comme  
23 deux semaines après le retour, ça devait être aux  
24 alentours du quinze (15) ou vingt (20), monsieur  
25 Cassius De Linval me fait venir à son bureau...

1 non, il ne me fait pas venir à son bureau à l'Hôtel  
2 de Ville, il me fait venir dans une salle de  
3 conférence à l'Hôtel de Ville et, en deux minutes,  
4 il m'a dit : « Écoute, ça ne marchera pas nous  
5 deux. Je ne peux pas travailler avec quelqu'un  
6 comme toi. Vos projets, ça ne marche pas. Tu vas  
7 quitter, tu peux prendre ta retraite ou, sinon, on  
8 peut te réaffecter à l'intérieur de la Ville. » Ça  
9 fait que là je suis resté abasourdi, là, parce que,  
10 bon, ça n'a pas... ça a pris deux minutes. En  
11 sortant de la... j'ai essayé de savoir pourquoi, il  
12 dit : « Bien, il n'y a pas de raison mais ça ne  
13 marchera pas. » Ça fait que là je suis sorti de la  
14 salle, je croise Line Charest, qui était directrice  
15 du contentieux, puis on parle, là, mais, bon, elle  
16 voyait bien qu'il y avait... un peu bouleversé. Et  
17 c'est évident que là tout le monde savait... au  
18 bureau, mon équipe savait que j'avais une rencontre  
19 avec Cassius De Linval, j'allais à l'Hôtel de  
20 Ville. Quand il a fallu annoncer ça à l'ensemble de  
21 l'équipe, que je quittais et puis qu'en filigrane,  
22 ça semblait que la démarche allait... était sur la  
23 glace pour l'instant. Là tout le monde avait  
24 travaillé, tout était prêt, là, puis il y avait,  
25 comme j'ai dit, beaucoup de gens à l'interne, puis

1 le consultant aussi qui appelait pour savoir où on  
2 était rendu, même si le contrat était terminé.

3 Donc, ça a secoué... ça a secoué pas mal, là.

4 Ça fait que là j'ai fait des démarches,  
5 parce que je ne voulais pas discuter avec monsieur  
6 Cassius De Linval, j'ai essayé de rencontrer  
7 monsieur Abdallah pour avoir l'heure juste par  
8 rapport à la démarche. Ne serait-ce que pour  
9 pouvoir dire, en réalité, ils font des choses à  
10 l'équipe qui est en place. Je n'ai pas pu avoir de  
11 rendez-vous avec monsieur Abdallah; je ne pense pas  
12 qu'il ait refusé. Le message qu'on m'a transmis,  
13 là, parce que, bon, c'est sûr, comme j'expliquais,  
14 au quatrième, le bureau de monsieur Abdallah,  
15 autour il y a des gens, il y avait des chargés de  
16 projets, il y a toutes sortes de monde, il y avait  
17 des secrétaires, il y avait des adjoints  
18 administratifs. Il y a beaucoup de monde que je  
19 connaissais depuis longtemps puis, bon, on est...  
20 quand ça fait vingt-cinq (25) ans que vous êtes à  
21 la Ville, vous avez développé. Le message qui m'a  
22 été passé, je ne me souviens plus mais ça m'a été  
23 comme confirmé par deux, trois personnes :  
24 « Monsieur Abdallah, il n'est plus là pour ce  
25 dossier-là. Et il ne va plus parler de ce dossier-

1       là. » Puis là je suis resté comme abasourdi parce  
2       qu'on... c'est un dossier sur lequel il m'a... il  
3       ne m'a pas engueulé, là, mais, gentiment, il  
4       cognait sur la table, il trouvait que je n'allais  
5       pas assez vite. Que le message m'était passé sur  
6       une base hebdomadaire par son chargé de projet,  
7       Pierre Desjardins. Qu'il présentait, de façon  
8       enthousiaste, au comité exécutif : « Voici où on  
9       s'en va. Voici ce qu'on va faire. » Qui avait dit,  
10      presque ouvertement, parce que monsieur Abdallah  
11      est relativement quelqu'un de direct, là, dans...  
12      dans ses relations avec les collègues et  
13      subalternes, il avait presque confirmé que ça  
14      sortait des travaux publics, ça sortait des  
15      immeubles puis qu'on allait passer à une ère plus  
16      moderne en matière d'approvisionnement.

17               Et quand j'ai, honnêtement, là, appris  
18      qu'il ne voulait plus en parler puis qu'il  
19      abandonnait ça, là, je me suis posé la question :  
20      « Qu'est-ce qui se passe? » O.K.? Puis là je... je  
21      vous dirais, il y a eu comme un flottement  
22      pendant... puis, là encore, il y a des gens...  
23      parce que tout le monde qui avait travaillé là-  
24      dessus... mais il y a aussi les gens des services  
25      qui ne comprenaient pas pourquoi c'était arrêté,

1        puis les gens d'arrondissements. Puis pas seulement  
2        les directeurs d'arrondissement mais il y avait des  
3        chefs de division qui étaient sur les comités puis  
4        tout ça, puis il y avait comme un mouvement.

5                Puis, moi, je vais vous dire ce que j'ai  
6        compris. On ne m'a pas dit directement mais ce que  
7        j'ai compris avec plusieurs conversations. C'est  
8        que le directeur des travaux publics du SITE,  
9        monsieur Yves Provost, avait été faire une  
10       intervention auprès de monsieur Zampino en disant :  
11       « Ça n'a pas de bon sens, on n'est pas pour casser  
12       ça. » Et que c'est... « On ne peut pas mettre de  
13       l'avant. » Puis comme il ne pouvait pas arrêter la  
14       démarche parce que c'était dans la machine, c'était  
15       officiel, ça avait été annoncé, la seule façon  
16       c'était de déplacer les porteurs de dossier. Il y  
17       avait trois porteurs de dossier à part... à  
18       l'intérieur de mon équipe à l'approvisionnement :  
19       il y avait monsieur Abdallah, il y avait monsieur  
20       Hébert puis il y avait moi. Guy est disparu du  
21       portrait des services administratifs dans la  
22       première semaine de décembre. Moi, la décision a  
23       été prise, je sais que ça a été pris en même temps,  
24       même si monsieur de Linval nous l'a dit juste  
25       mettons le vingt (20) janvier, dans sa tête,

1 c'était clair que c'était fait. Et quand on m'a dit  
2 que monsieur Abdallah avait abdiqué sur ce dossier-  
3 là, qu'il ne voulait plus en parler, compte tenu de  
4 tout ce que j'ai dit, compte tenu de toutes les  
5 discussions qu'on avait eues, compte tenu de  
6 l'enthousiasme, je me suis dit, je ne comprends  
7 pas.

8 Puis j'ai compris quand, très peu de temps  
9 après, on a appris que monsieur Abdallah quittait  
10 la Ville au mois de mai. Mais déjà à ce moment-là,  
11 au mois de janvier, au mois de décembre, il s'était  
12 passé quelque chose pour dire « t'oublies ce  
13 dossier-là ». Puis il n'y a pas grand monde qui  
14 peut tasser un directeur général dans une ville. Il  
15 y a le maire ou le président du comité exécutif.

16 Et je vous dirais que, ça, c'était ma  
17 compréhension à ce moment-là. Puis quand on voit ce  
18 qui a tout été énoncé ici, puis les événements  
19 subséquents qui se sont passés, je comprends le  
20 pourquoi, là, je vous dirais d'une... sans vouloir  
21 accuser, d'une collusion administrative d'un côté  
22 pour des fins administratives, et d'une collusion  
23 politique de l'autre côté pour des fins politiques.  
24 Je ne sais pas comment l'énoncer.

25 Mais ça me semble clair que c'était la



1 jonction de ces deux éléments-là qui a fait que  
2 monsieur Abdallah... Puis, là, je ne lui ai jamais  
3 reparlé par la suite, là. Mais s'il a quitté la  
4 Ville, c'est certainement à cause de ça, parce  
5 qu'il avait mis trop... il s'était trop engagé dans  
6 ce projet-là pour dire, pour se faire dire : « Tu  
7 ne le fais pas, tu ne le réalises pas. » Au bout de  
8 deux ans et demi d'intervention, puis que c'était  
9 son domaine aussi. La construction, c'est quelque  
10 chose qu'il connaissait très, très bien.

11 Alors, moi, puis... Bon. Il y a plusieurs  
12 personnes qui pensent comme moi. Ça a été un  
13 « putch » pour... Comme le projet ne pouvait pas  
14 être arrêté, ils ont écarté les trois porteurs de  
15 dossier, en ordre hiérarchique.

16 (10:45:23)

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Q. **[101]** Mais, Monsieur Pourreaux, vous aviez au cours  
19 des années développé des liens d'amitié avec  
20 monsieur Abdallah?

21 R. Bien, pas... je veux dire, je n'ai jamais été  
22 manger avec lui. Mais il y a eu plusieurs  
23 rencontres. Et puis il y avait beaucoup d'affinités  
24 par rapport à tout ce qu'on avait fait en termes de  
25 constats puis de solutions, puis d'enthousiasme.

1        Puis il voyait qu'on mettait les efforts puis qu'on  
2        était... on avait une approche constructive. On a  
3        dit : « Voici les solutions. » Puis qu'on a fait  
4        attention aussi, comme je mentionnais, de ne pas  
5        mettre trop en évidence ou en exergue les lacunes.  
6        On disait, il y a des possibilités, voici, puis il  
7        faut... compte tenu du marché, compte tenu des  
8        façons de faire puis compte tenu de ça, il faut  
9        s'améliorer puis... Ce n'est pas parce que vous  
10       êtes un bon ingénieur en conception ou en suivi des  
11       travaux que vous êtes un bon approvisionneur. Puis  
12       lui le savait. Puis il l'a toujours vécu comme ça.  
13       Puis il l'a toujours expliqué comme ça. Alors,  
14       c'était...

15       Q. **[102]** Et vous n'avez jamais essayé de savoir auprès  
16       de lui quelles étaient les véritables raisons qui  
17       avaient mis fin à son contrat avec la Ville?

18       R. Il ne me l'aurait pas dit. Comme Guy Hébert ne me  
19       l'a pas dit. Parce que c'est... Vous savez, on  
20       était dans trois situations différentes. Moi,  
21       j'étais en fin de carrière à la Ville. Il me  
22       restait un an ou deux. Guy Hébert était en  
23       processus de carrière. Puis déjà à cette époque-là,  
24       tout le monde le savait que, dans son processus, il  
25       visait la Direction générale. Puis je peux dire que

1 c'est quelqu'un qui était près du maire Tremblay.  
2 Il s'occupait d'éléments caritatifs avec le maire.  
3 Et d'ailleurs, quand il a quitté le Service des  
4 services administratifs, c'est le maire Tremblay,  
5 comme maire de l'arrondissement Ville-Marie, qui  
6 l'a pris comme directeur général. Donc, il était en  
7 processus de carrière. Et monsieur Abdallah aussi.  
8 Donc...

9 Puis eux pourraient vous répondre. Moi, je  
10 ne peux pas vous répondre. Je peux juste présumer  
11 que, pour eux, ce n'était pas, ce n'était  
12 certainement pas profitable de faire des vagues,  
13 surtout en fonction d'où ça venait, ça veut dire de  
14 la présidence du comité exécutif, qui était quand  
15 même le grand patron. Le patron de monsieur  
16 Abdallah, c'était monsieur Zampino au point de vue  
17 administratif.

18 Me CLAUDINE ROY :

19 Q. **[103]** Vous avez mentionné que, selon votre lecture  
20 des événements, ça venait de... en fait, congédier  
21 un directeur général...

22 R. Bien, pas congédier.

23 Q. **[104]** Non, mais je pense que le terme que vous avez  
24 utilisé c'est « tassé »?

25 R. Bien, d'abandonner ce projet-là, et la conséquence,

1 je pense, c'est une des... Il y avait peut-être  
2 d'autres raisons, mais c'est une des conséquences  
3 majeures de son départ, même si ça s'est produit  
4 quatre mois après, cinq mois après, ça originait de  
5 ce moment-là.

6 Q. **[105]** Bon, on va utiliser la voie d'évitement,  
7 donc. Alors, vous disiez, ça peut venir du maire ou  
8 ça peut venir du président du comité exécutif.  
9 Alors, pourquoi vous dites que ça vient de monsieur  
10 Zampino, que ça ne vient pas, que ça ne peut pas  
11 venir du maire?

12 R. Bien...

13 Q. **[106]** Selon votre lecture, toujours.

14 R. Moi, dans les discussions qu'on avait en sortant du  
15 comité exécutif puis les discussions, les  
16 commentaires qui étaient faits par le maire, puis  
17 il était conscient des besoins puis conscient des  
18 difficultés budgétaires, puis à ce moment-là, bien,  
19 il y avait la discussion de mettre un sou pour la  
20 réfection du réseau d'aqueducs à Montréal. Ce sous-  
21 là était une taxation additionnelle. Le fait de  
22 pouvoir générer des économies, faire les travaux à  
23 même les économies générées, c'était... il était  
24 enthousiaste. Puis comme je vous l'ai dit, on était  
25 à la salle de bain ensemble, puis il était content

1 de ça, puis ça c'était deux mois avant ça ou trois  
2 mois, là. Je ne vois pas comment il aurait pu  
3 changer d'avis par rapport aux avantages qu'il  
4 voyait d'implanter la démarche d'approvisionnement  
5 stratégique.

6 Q. **[107]** Surtout dans le contexte où il disait : « Les  
7 économies qu'on va faire, on va les réinvestir dans  
8 les infrastructures », c'est exact? C'est ça? O.K.

9 R. Mais peu importe les causes, ce que je peux vous  
10 dire c'est que les trois porteurs de dossier ont  
11 quitté la scène, ont été... n'ont plus eu ce  
12 dossier-là, et le dossier est resté lettre morte.  
13 Il n'y a rien qui a été fait, ni en janvier, ni en  
14 juin, ni en décembre des années suivantes. Le  
15 document est toujours là. Puis quand j'ai vu la  
16 création du comité présidé par monsieur Léonard  
17 pour améliorer les façons de faire, il y a juste à  
18 aller chercher les documents puis... puis quitte à  
19 prendre des gens qui étaient là, puis engager le  
20 même consultant qu'on avait à l'époque, et puis  
21 quatre-vingt pour cent (80 %) du travail serait  
22 fait, à mon avis.

23 Q. **[108]** Merci. Ça termine les questions que j'avais à  
24 poser à monsieur Pourreaux.

25 R. Je voulais, si vous me permettez peut-être juste un

1       commentaire, parce que quand on dit, les surcoûts à  
2       Montréal, ce n'était pas connu. Moi j'ai dit, bon,  
3       tout le monde le savait. Je voudrais juste  
4       mentionner aussi que, puis je m'adresse peut-être  
5       plus à monsieur Lachance qui a été dans  
6       l'administration gouvernementale, le ministère des  
7       Affaires municipales et de l'Organisation du  
8       territoire, c'est le patron des municipalités. Les  
9       municipalités sont des créatures du gouvernement  
10      provincial. Et le gouvernement provincial, ça fait  
11      une douzaine d'années qui, avec le fédéral, le  
12      provincial a mis un programme tripartite de  
13      financement des infrastructures dans lequel étaient  
14      investis quelque... je ne sais pas combien au  
15      Québec, mais dix (10), douze (12), quinze (15)  
16      milliards dans les douze (12) dernières années.

17               Le ministère des Affaires municipales gère  
18      le programme pour le gouvernement fédéral. Le  
19      ministère des Affaires municipales approuve les  
20      études de préféabilité des projets. Ils  
21      approuvent les règlements d'emprunts pour financer  
22      les projets. Ils approuvent les contrats qui sont  
23      donnés. Ils vérifient les coûts et les bordereaux à  
24      la fin des travaux. Donc, le gouvernement, le  
25      Ministère des Affaires municipales, par ses

1       ingénieurs, puis je le sais parce que quand j'étais  
2       à Val-David on a fait pour quatre (4 M\$), cinq  
3       millions (5 M\$), cinq (5 M\$), six millions (6 M\$)  
4       de travaux. J'ai eu des appels, des appels des  
5       ingénieurs du Ministère posant des questions sur un  
6       dix mille (10 000 \$), sur un quinze mille  
7       (15 000 \$), pourquoi ça, puis pourquoi ce montant-  
8       là, puis... On répondait, là, mais ils allaient au  
9       fond des choses pour chacun des projets, comme ils  
10      font à Montréal aussi.

11               Donc, le ministère des Affaires  
12      municipales, depuis une douzaine d'années, voit  
13      l'ensemble des coûts de tous les travaux de  
14      construction qui sont faits dans le cadre du  
15      programme tripartite, mais on parle de douze (12) à  
16      quinze (15) milliards. Il s'en est fait des  
17      centaines si ce n'est pas des milliers de travaux  
18      dans les réseaux d'aqueducs et d'égouts  
19      secondaires, dans le repavage de chaussées de  
20      différentes façons, dans le thermorapiéçage, dans  
21      les travaux sur les trottoirs. C'est sûr qu'il y a  
22      une question de... il y a des cas particuliers  
23      comme à Montréal. Mais à Montréal, là, il y a vingt  
24      pour cent (20 %) c'est des artères puis des  
25      collectrices. Le restant c'est des rues

1       résidentielles ou semi-résidentielles, puis les  
2       coûts sont comparables. Donc, ils ont une base de  
3       données sur l'ensemble des coûts depuis douze (12)  
4       ans de tous les travaux d'infrastructures. Puis  
5       j'ai bien connu les deux directeurs qui sont  
6       responsables des infrastructures au ministère des  
7       Affaires municipales depuis... depuis quatre-vingt-  
8       quatorze (94), donc ça fait vingt (20) ans.

9               Et je me souviens très bien de plusieurs  
10       conversations que j'ai eues, notamment avec celui  
11       qui est le directeur en place à l'heure actuelle  
12       pour la région de Montréal. Puis on disait... parce  
13       qu'il siégeait sur le conseil d'administration du  
14       CERIU comme représentant du ministère des Affaires  
15       municipales. Puis comme ça fait quinze (15) ans  
16       qu'on se connaît, on échangeait.

17              Puis j'ai dit... puis on a discuté du  
18       fameux rapport de deux mille quatre (2004) puis on  
19       a discuté du rapport du vérificateur de quatre-  
20       vingt-dix-sept (97). Puis je disais : « Ça n'a pas  
21       de bon sens, vous financez les deux tiers et, dans  
22       certains cas, même plus que les deux tiers, jusqu'à  
23       quatre-vingts pour cent (80 %) des projets puis  
24       vous savez que ça coûte trente-cinq, quarante pour  
25       cent (35 %-40 %) plus cher. J'ai dit, vous acceptez



1 de financer un surcoût de trente-cinq, quarante  
2 pour cent (35 %-40 %) ».

3 Bien, il dit : « Nous, ce n'est pas notre  
4 rôle, nous, on finance. Le problème, c'est la Ville  
5 qui a le problème. C'est un problème politique, ce  
6 n'est pas un problème des... au niveau du programme  
7 tripartite », donc... Puis on a discuté de ça aussi  
8 avec les sous-ministres adjoints au fil des années  
9 en disant : « Il faut faire quelque chose, il  
10 faut... » parce que c'est un dossier que, même  
11 quand j'ai quitté la Ville, on continuait à en  
12 parler. Le ministère des Affaires municipales a une  
13 base de données qui est même probablement  
14 supérieure à Montréal parce qu'ils ont les coûts de  
15 tous les projets d'infrastructures secondaires,  
16 principales, pavages, chaussées dans toute la  
17 province pour toutes les municipalités. Puis à un  
18 certain moment, quand vous avez six cents, huit  
19 cents (600-800) projets, il y a des coûts unitaires  
20 qui peuvent se comparer. Il peut y avoir des écarts  
21 dûs à des conditions particulières, mais ils ont  
22 toute l'information sur le coût des projets et ils  
23 savent que ça coûte plus cher à Montréal et ils  
24 continuent à financer deux tiers de ce coût-là à  
25 partir des fonds fédéraux et provinciaux. Je pense

1           que c'est important là, ce n'était pas... les  
2           surcoûts, ce n'est pas caché là, c'était su même au  
3           niveau du ministère.

4                       Je ne me fais pas des amis en disant ça,  
5           mais je pense qu'il fallait le dire.

6           (10:55:10)

7           LA PRÉSIDENTE :

8           Q. **[109]** Merci. Est-ce que des parties veulent contre-  
9           interroger?

10          Me PHILIPPE BERTHELET :

11          Madame la Commissaire, moi, je voulais, aux fins de  
12          précision du témoignage de monsieur Pourreaux faire  
13          déposer, avec votre permission, le sommaire  
14          décisionnel qui n'a pas abouti avec les  
15          interventions parce que monsieur Pourreaux a  
16          affirmé que le SITE n'avait pas fait une  
17          intervention favorable et je constate qu'il en  
18          avait fait une intervention favorable.

19          R. Mais, comme je vous ai dit, moi, je n'ai pas...

20          Q. **[110]** Oui, ça va, mais je voulais rectifier...

21          R. ... je n'ai pas le document, mais c'est possible.

22          Q. **[111]** ... cette partie-là simplement en déposant,  
23          avec votre permission...

24

25          LA PRÉSIDENTE :

1 O.K.

2 Me PHILIPPE BERTHELET :

3 ... le sommaire et les interventions.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Est-ce que c'est la seule chose?

6 Me PHILIPPE BERTHELET :

7 Oui.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Est-ce que d'autres... des parties veulent contre-  
10 interroger? Bon. Alors, nous allons avec... Vous  
11 consentez à ça, Maître Roy?

12 Me CLAUDINE ROY :

13 Bien, en fait, je vais en prendre connaissance,  
14 mais sans doute, sans problème.

15 Me PHILIPPE BERTHELET :

16 Oui.

17 Me CLAUDINE ROY :

18 Je vais le regarder.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Parfait. Bien, est-ce que vous désirez qu'on prenne  
21 la pause maintenant puisqu'il est...

22 Me CLAUDINE ROY :

23 Peut-être que ça me permettrait à ce moment-là de  
24 prendre connaissance du document.

25 Me PHILIPPE BERTHELET :

1 Je n'ai pas besoin d'interroger monsieur Pourreaux,  
2 c'est simplement pour déposer ces documents-là.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Bon. Alors, parfait.

5 Me PHILIPPE BERTHELET :

6 Ça va rectifier.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Q. **[112]** Donc, Monsieur Pourreaux, on vous remercie  
9 infiniment pour votre intervention.

10 R. Merci.

11 Me CLAUDINE ROY :

12 Merci.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Merci.

15 R. Merci.

16

17 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

18 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

19

20 DISCUSSION

21 Me CLAUDINE ROY :

22 Rebonjour. En fait, pour compléter le témoignage de  
23 monsieur Pourreaux, on va déposer sous 40P-533 un  
24 document, en liasse, qui porte le titre « Approuver  
25 la politique et les pratiques d'affaires en matière

1 d'approvisionnement ».

2

3 40P-533 : En liasse, document intitulé :  
4 « Approuver la politique et les  
5 pratiques d'affaires en matière  
6 d'approvisionnement »

7

8 Ça complète pour moi. Merci.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Alors, je vois que c'est maître Crépeau qui prend  
11 la relève. Merci, Maître Roy.

12 (11:34:45)

13 Me PAUL CRÉPEAU :

14 Bonjour, Madame la Présidente, Monsieur le  
15 Commissaire. J'aimerais appeler monsieur Claude  
16 Léger qui est présent dans la salle.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Bonjour, Monsieur Léger.

19

---

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce vingt-huitième (28ième)  
2 jour du mois de février,

3  
4 A COMPARU :

5  
6 CLAUDE LÉGER,

7  
8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

9  
10 INTERROGÉ PAR Me PAUL CRÉPEAU :

11 Q. **[113]** Monsieur Léger, vous êtes un ancien directeur  
12 général de la Ville de Montréal...

13 R. Oui.

14 Q. **[114]** ... de deux mille six (2006) à deux mille  
15 neuf (2009).

16 R. Exact, oui.

17 Q. **[115]** On va peut-être juste commencer, pour faire  
18 un peu votre parcours...

19 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

20 Q. **[116]** Est-ce qu'on pourrait savoir quand exactement  
21 en deux mille six (2006)? C'est quand?

22 R. Oui. Je suis arrivé, je dirais, vers le trente et  
23 un (31) juillet deux mille six (2006) et j'ai  
24 quitté le vingt-deux (22) septembre deux mille neuf  
25 (2009).

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Q. **[117]** Alors, nous aurons l'occasion de repasser  
3 toutes les circonstances qui ont amené à votre  
4 départ là. Peut-être commencer par votre parcours  
5 personnel et professionnel. Vous êtes ingénieur  
6 depuis?

7 R. Je suis gradué de l'École Polytechnique depuis mil  
8 neuf cent soixante-dix-neuf (1979).

9 Q. **[118]** Et juste avant de voir votre parcours  
10 professionnel, je comprends que vous détenez aussi  
11 un autre diplôme en droit?

12 R. Oui, en fait, j'ai fait des études de droit entre  
13 quatre-vingt-onze (91) et quatre-vingt-dix-huit  
14 (98). J'ai obtenu un BAC en mil neuf cent quatre-  
15 vingt-dix-huit (1998) de l'Université du Québec à  
16 Montréal.

17 Q. **[119]** En fait, pour compléter votre... À l'époque,  
18 vous étiez déjà dans l'administration publique, si  
19 je comprends bien.

20 R. Oui, exact.

21 Q. **[120]** Bon. Votre parcours professionnel, vous...  
22 alors, diplômé en génie. Vous avez travaillé à quel  
23 endroit?

24 R. Mon premier emploi a été pour la firme Desjardins  
25 Sauriol en mil neuf cent soixante-dix-neuf (1979)

1           qui est devenue le Groupe Dessau par la suite.  
2           Alors, ça, ça a été un emploi de mil neuf cent  
3           soixante-dix-neuf (1979) à mil neuf cent quatre-  
4           vingt-trois (1983).

5                       En mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983),  
6           je suis allé travaillER pour la Société québécoise  
7           d'assainissement des eaux qui était une société  
8           gouvernementale qui faisait la gestion du programme  
9           d'assainissement des eaux à l'époque. J'y ai  
10          travaillé environ un an et demi. Vers l'automne  
11          quatre-vingt-quatre (84), je suis allé dans une  
12          firme qui s'appelait René Séguin et Associés, à  
13          l'époque. J'y suis resté de quatre-vingt-quatre  
14          (84) à mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988).

15       Q. **[121]** René Séguin, c'est?

16       R. René Séguin et Associés.

17       Q. **[122]** Qui est devenu le Groupe Séguin par la...

18       R. Qui est devenu Groupe Séguin qui est devenu Génius  
19          là dont on a parlé ici.

20       Q. **[123]** O.K.

21       R. Ensuite, j'ai été, en mil neuf cent quatre-vingt-  
22          huit (1988), embauché comme directeur des services  
23          techniques de la Ville de Montréal-Est. J'y suis  
24          resté... en fait, je suis devenu directeur général  
25          de la Ville de Montréal-Est en mil neuf cent



1 quatre-vingt-quatorze (1994). J'ai exercé la  
2 fonction de directeur général de la Ville de  
3 Montréal-Est de mil neuf cent quatre-vingt-quatorze  
4 (1994) à mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit  
5 (1998).

6 En mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit  
7 (1998), je suis devenu directeur général de la  
8 Communauté urbaine de Montréal. J'y suis resté  
9 jusqu'au moment de la fusion en deux mille un  
10 (2001). Et en deux mille un (2001), je suis devenu  
11 directeur général de la nouvelle Ville de Longueuil  
12 de deux mille un (2001) à deux mille cinq (2005).

13 Q. **[124]** O.K. Et vous êtes dans le parcours de  
14 l'administration publique depuis... on voit depuis  
15 votre poste à la Ville de Montréal-Est.

16 R. Depuis mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988), oui.

17 Q. **[125]** Suite à la fusion, la fusion qui se fait au  
18 cours de l'année deux mille un (2001) et qui entre  
19 en place, si je ne me trompe pas, au premier (1er)  
20 janvier deux mille deux (2002).

21 R. Exact.

22 Q. **[126]** Étiez-vous une des personnes intéressées par  
23 le poste de directeur général de Ville de Montréal  
24 à ce moment-là?

25 R. Oui, j'avais présenté ma candidature au poste de

1 directeur général en deux mille... en deux mille un  
2 (2001). Il y avait un concours qui avait été  
3 organisé. Il y avait une firme de recrutement de  
4 cadres et un comité de sélection. Je n'ai pas... je  
5 n'ai pas été retenu, en fait, j'avais eu  
6 l'information que je ne serais pas retenu. Et au  
7 même moment, j'avais eu une proposition de la firme  
8 de recrutement de cadres mandatée par le comité de  
9 transition de la Ville de Longueuil pour le poste à  
10 la Ville de Longueuil et c'est ce poste que j'ai  
11 accepté en deux mille un (2001).

12 Q. **[127]** O.K. Vous êtes à Longueuil. Où se situe  
13 Longueuil à ce moment-là par rapport au processus  
14 de fusion?

15 R. En fait, c'est le comité de transition qui m'a  
16 embauché. J'ai commencé en mai deux mille un (2001)  
17 et je suis comme le premier employé, si on veut, de  
18 la nouvelle Ville de Longueuil et les bureaux sont  
19 situés à l'édifice Port de mer près du métro  
20 Longueuil. Et à partir de ces bureaux-là, on va  
21 construire les premiers services de la Ville de  
22 deux mille un (2001) jusqu'au trente et un (31)  
23 décembre deux mille un (2001), date à laquelle la  
24 nouvelle ville est censée entrer en vigueur.

25 Q. **[128]** O.K. Et vous avez occupé ce poste-là de

1 directeur général de la Ville... nouvelle Ville de  
2 Longueuil jusqu'en?

3 R. Jusqu'en je dirais juillet deux mille cinq (2005)  
4 environ, là le mois exact là, mais... Oui, je  
5 dirais jusqu'en juillet deux mille cinq (2005).

6 Q. **[129]** Pendant cette période-là, à la Ville de  
7 Longueuil, est-ce que... Combien de maires avez-  
8 vous eus, avec qui vous avez travaillé?

9 R. Un seul.

10 Q. **[130]** Monsieur Olivier?

11 R. Monsieur Jacques Olivier, oui.

12 Q. **[131]** O.K. Après deux mille cinq (2005), qu'est-ce  
13 que vous faites?

14 R. Après deux mille cinq (2005), en fait, j'avais...  
15 On était dans un processus de défusion annoncée.  
16 Quatre des anciennes villes qui avaient formé la  
17 nouvelle Ville de Longueuil avaient obtenu des  
18 résultats favorables en faveur de la défusion au  
19 référendum, et moi j'avais expliqué à monsieur le  
20 Maire que je ne me sentais pas confortable avec  
21 l'idée de débâter ce que j'avais contribué à bâtir,  
22 donc j'avais mis toutes mes énergies pour  
23 construire les nouveaux services de la Ville de  
24 Longueuil, et que je quittais. Ma décision était  
25 prise.

1                   Au même moment, j'ai reçu une proposition  
2                   d'une firme de recrutement de cadres pour un poste  
3                   de vice-recteur à l'Université de Montréal. J'ai  
4                   passé à travers le processus, et j'ai obtenu le  
5                   poste à l'été deux mille cinq (2005).

6           Q. **[132]** Vice-recteur à quel service?

7           R. Vice-recteur administration et finances.

8           Q. **[133]** O.K. Vous y êtes en deux mille six (2006)  
9                   jusqu'à...

10          R. Oui.

11          Q. **[134]** De quel mois à quel mois, si vous vous en  
12                   souvenez?

13          R. Bien, j'ai quitté, en fait, j'ai quitté à l'été  
14                   deux mille six (2006), donc j'y suis resté un peu  
15                   moins d'un an, la raison étant que j'avais eu une  
16                   proposition pour devenir directeur général de la  
17                   Ville de Montréal, c'était un rêve que je caressais  
18                   depuis longtemps, et je me suis assis avec mon  
19                   recteur, monsieur Vinet, et je lui ai expliqué la  
20                   situation. J'étais très triste de le quitter, de  
21                   quitter cette équipe, Des gens que j'appréciais  
22                   beaucoup, et, par contre, c'était pour moi la  
23                   chance d'une vie et j'ai accepté le poste à la  
24                   Ville de Montréal.

25          Q. **[135]** Alors c'était, à ce moment-là, en

1           remplacement de monsieur Abdallah qui venait de  
2           quitter.

3           R. Oui. Effectivement.

4           Q. **[136]** O.K. Alors vous avez dit c'est un rêve, un  
5           rêve de carrière, gérer la Ville de Montréal.

6           R. Oui.

7           Q. **[137]** On reviendra à la fin sur cette question-là.  
8           Et pour terminer la boucle, je comprends que vous  
9           avez quitté, vous avez dit en septembre deux mille  
10          neuf (2009)?

11          R. Oui.

12          Q. **[138]** Après septembre deux mille neuf (2009),  
13          qu'est-ce que vous avez fait?

14          R. J'ai pris une année complète chez moi, donc, à ne  
15          pas travailler, et j'ai entrepris des fonctions, à  
16          la fin de cette année-là, de vice-président  
17          développement de projet chez la firme Macogep de  
18          Montréal.

19          Q. **[139]** O.K. Et vous y êtes toujours?

20          R. Oui.

21          Q. **[140]** O.K. On va commencer maintenant cette  
22          période-là, lorsque vous êtes en poste comme  
23          directeur général. Pouvez-vous nous expliquer  
24          brièvement comment fonctionne, quelle est la  
25          structure du pouvoir à Montréal, du pouvoir et

1 politique, et administratif?

2 R. Bien, en fait, une des particularités de la Ville  
3 de Montréal, c'est le caractère bicéphale de son  
4 administration. C'est que vous avez un maire et un  
5 président du comité exécutif. Lorsque vous regardez  
6 la Loi sur les cités et villes, c'est clair que  
7 c'est le maire qui est le chef de l'administration  
8 municipale. Cette règle-là s'applique aussi à la  
9 Ville de Montréal, mais il y a des particularités  
10 dans la charte de la Ville de Montréal, il y a des  
11 particularités culturelles et historiques qui font  
12 que le patron de la fonction publique est le  
13 président du comité exécutif. Dans ce cas-ci,  
14 monsieur Zampino.

15 Donc, lorsque j'arrive à la Ville de  
16 Montréal, je suis conscient que, dans le fond, j'ai  
17 comme deux patrons, là. Un patron pour les  
18 questions administratives, et un patron pour les  
19 questions d'ordre davantage, je dirais de relations  
20 avec les autres institutions, les gouvernements,  
21 les ministères, les questions de représen... C'est  
22 un peu un modèle où vous avez un chef d'état et un  
23 chef de gouvernement. En tout cas, dans ma  
24 compréhension de ce que la Ville de Montréal est à  
25 ce moment-là, qui est un héritage de l'ancienne

1 Ville de Montréal.

2 Q. **[141]** O.K.

3 (11:43:48)

4 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

5 Q. **[142]** Quel est le quel?

6 R. Bien, le...

7 Q. **[143]** Le maire, c'est le patron...

8 R. Le maire, c'est comme le chef d'état.

9 Q. **[144]** Oui.

10 R. C'est la personne qui va représenter la Ville à  
11 l'extérieur, qui est responsable des fonctions  
12 honorifiques, puis vous avez le chef du  
13 gouvernement, en réalité, qui est le président du  
14 comité exécutif, qui lui dirige la fonction  
15 publique.

16 Q. **[145]** Donc, dans les dossiers que vous aviez, par  
17 exemple, avec le ministère des Affaires municipales  
18 ou autre entité, comme, ça pourrait être l'AMT, à  
19 ce moment-là vous faites affaire avec le maire.

20 R. En fait, si... Juste pour replacer les choses, le  
21 volet... Au niveau des relations  
22 intergouvernementales, mes vis-à-vis sont les sous-  
23 ministres, et les vis-à-vis, si on veut, des élus,  
24 sont les ministres et les députés. Donc, moi je  
25 n'ai pas accès aux élus provinciaux ni fédéraux, je

1 m'adresse au niveau de la fonction publique.

2 Q. [146] Je peux comprendre ça, mais dans le fond, je  
3 vais peut-être poser ma question différemment.

4 R. Oui.

5 Q. [147] Avec le maire, pouvez-vous me donner des  
6 exemples de dossiers, qu'on comprenne un peu à quel  
7 moment vous parlez au maire, pour quelle situation,  
8 puis pour quelle autre situation vous parlez au  
9 président du comité exécutif?

10 R. Bien, en fait, dans les... Je dirais dans la  
11 première année et demie de mon mandat, je vois le  
12 maire une fois par semaine avec monsieur Zampino le  
13 lundi matin dans une rencontre statutaire où on  
14 fait le tour des dossiers, et, de mémoire, je n'ai  
15 pas vraiment d'autres rendez-vous en tête à tête  
16 avec monsieur le Maire durant cette période-là.

17 Q. [148] Et quels dossiers vous faites, justement,  
18 (inaudible)?

19 R. Bien, on passe en revue, le lundi matin en  
20 arrivant, on passe en revue les dossiers courants  
21 de la semaine, le comité exécutif qui va se tenir  
22 le mercredi suivant, et d'autres dossiers. Je me  
23 souviens que, bon, si je vous donne quelques  
24 exemples, à l'époque il y avait, des fois, des  
25 demandes d'organismes, comme pour tenir les jeux



1 Outgames, et là ça créait des demandes de  
2 subvention, ça s'adressait au bureau du maire, il  
3 fallait, après ça, remettre ça dans l'appareil,  
4 obtenir des avis. Donc, il y a beaucoup de choses  
5 qui rentraient par le cabinet du maire, puis à  
6 l'occasion de ces rencontres-là, bien, on me  
7 transférait la demande pour que je puisse aller  
8 vers les services pour obtenir soit les  
9 informations, les avis ou monter un dossier.

10 Q. **[149]** Ça c'est au début de la première année et  
11 demie.

12 R. Oui.

13 Q. **[150]** Après ça?

14 R. Bien, en fait c'est qu'il y a eu une espèce  
15 d'évolution, je dirais, des choses, par la force  
16 des choses. Après le départ de monsieur Zampino,  
17 mes relations avec le maire vont être beaucoup plus  
18 étroites. Donc, je vous dirais que le caractère  
19 bicéphale de la Ville a été moins présent dans la  
20 dernière partie de mon mandat que dans la première.

21 (11:46:05)

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. **[151]** Juste avant. En cas de désaccord entre les  
24 deux, donc entre le maire et le président du  
25 conseil exécutif, c'est le maire qui a...

1 R. Oui, bien évidemment.

2 Q. **[152]** ... autorité.

3 R. Bien évidemment, Madame la Présidente, s'il y avait  
4 désaccord entre les deux, le maire demeure le chef  
5 de l'administration...

6 Q. **[153]** Exact.

7 R. ... et de l'appareil municipal, c'est très clair.

8 Q. **[154]** Parfait.

9 Me PAUL CRÉPEAU :

10 Q. **[155]** Et, juste peut-être pour préciser une de vos  
11 réponses, quand vous avez dit : « Ça fait partie de  
12 l'héritage culturel de l'ancienne Ville de  
13 Montréal », mais aussi des dispositions de la loi,  
14 ce partage des pouvoirs là?

15 R. Oui, en fait, comme je le mentionnais, dans la Loi  
16 sur les cités et villes, il n'y a pas de fonction  
17 de président du comité exécutif qui existe. Ce qui  
18 est inscrit dans la Loi sur les cités et villes  
19 c'est que le maire est, d'office, président du  
20 comité exécutif, il peut désigner un vice-  
21 président. Et le rôle de ce vice-président-là est  
22 généralement davantage de diriger les délibérations  
23 du comité exécutif. Ce n'est pas un rôle  
24 décisionnel dans l'appareil, hein, on dit, en  
25 municipal, que les conseillers municipaux... un

1 conseil, ça parle par résolutions ou par  
2 règlements, qu'individuellement, les conseillers  
3 n'ont pas d'autorité, entre guillemets.

4 Maintenant, à la Ville de Montréal, il y a  
5 la charte de la Ville de Montréal qui vient prévoir  
6 qu'un comité exécutif est présidé par une personne  
7 que le maire désigne et que ce président-là a la  
8 responsabilité de dresser les ordres du jour du  
9 comité exécutif, d'y amener les dossiers, d'y  
10 présider les séances, et caetera, et caetera. On  
11 prévoit même des pouvoirs d'urgence au président du  
12 comité exécutif en cas d'incapacité du maire d'agir  
13 dans une situation d'urgence. Donc, on voit  
14 nettement, dans la charte de la Ville de Montréal,  
15 qu'il est le « second in command » si vous me  
16 permettez l'anglicisme, là.

17 Q. [156] O.K. Et vous avez travaillé... qui ont été  
18 les présidents du comité exécutif avec qui... qui  
19 était en place lorsque vous êtes arrivé?

20 R. En place lorsque je suis arrivé c'était monsieur  
21 Frank Zampino, qui était aussi maire de  
22 l'arrondissement St-Léonard. Et, après son départ,  
23 ça a été monsieur Claude Dauphin, qui était le  
24 maire de l'arrondissement Lachine.

25 Q. [157] Êtes-vous capable de placer le mois ou

1 l'année?

2 R. Je crois que monsieur Zampino est parti à la fin  
3 juin deux mille huit (2008), là, je ne veux pas me  
4 tromper sur la date exacte, là.

5 Q. **[158]** Et, savez-vous, monsieur Zampino était  
6 président du comité exécutif depuis combien de  
7 temps ou, en fait, depuis quelle année lorsque vous  
8 êtes arrivé en place?

9 R. Bien, de connaissance publique, je crois qu'il  
10 était là depuis les tout débuts mais je ne pourrais  
11 pas... j'étais à Longueuil, je ne pourrais pas vous  
12 le certifier.

13 Q. **[159]** Vous parlez de Longueuil, alors vous venez  
14 donner votre expérience à la Ville de Montréal et,  
15 juste à titre de comparaison, comment... est-ce  
16 qu'à Ville de Longueuil ou dans les autres  
17 Municipalités du Québec, à votre connaissance, il y  
18 a la même hiérarchie bicéphale?

19 R. Non, en fait, moi, je pense que... je ne peux pas  
20 vous l'assurer pour toutes les municipalités, mais  
21 je pense que c'est particulier à Montréal. À la  
22 Ville de Longueuil, le vice-président du comité  
23 exécutif, qui est Claude Gladu à cette époque-là,  
24 n'a pas de rôle administratif, n'a pas d'autorité  
25 sur la fonction publique. Il est maire de

1 l'arrondissement du Vieux-Longueuil, à ce titre-là  
2 il dirige les fonctionnaires de son arrondissement  
3 mais, au niveau de la ville centrale, il n'a pas  
4 ces pouvoirs-là. Donc, les dossiers se discutent  
5 avec le maire, les décisions se prennent avec le  
6 maire puis, après ça, les dossiers sont amenés au  
7 comité exécutif.

8 Q. [160] Et, peut-être juste pour finir cette partie-  
9 là, l'administration... toute la fonction publique  
10 municipale relève de qui à la Ville de Montréal?

11 R. L'administration municipale, pour ce qui est des  
12 services centraux, relève du directeur général;  
13 pour ce qui est des arrondissements, relève des  
14 directeurs d'arrondissement. Le directeur général  
15 n'a autorité sur les employés des arrondissements  
16 que sur des matières... ou des enjeux stratégiques.  
17 La loi utilise le terme « enjeux stratégiques »,  
18 sans le définir. Donc, on s'est servi, à quelques  
19 reprises, de ce pouvoir-là quand il y a eu soit des  
20 problèmes de déneigement ou des problèmes  
21 interarrondissements. Mais, en principe, ce sont  
22 les directeurs d'arrondissement qui ont autorité  
23 sur les fonctionnaires des arrondissements.

24 Q. [161] O.K. Et votre patron à vous, en tant que  
25 directeur général, c'est?

1 R. Mon patron, comme je vous expliquais, mon supérieur  
2 immédiat c'est monsieur Zampino.

3 Q. **[162]** O.K. Vous avez parlé un petit peu des  
4 rencontres que vous avez eues, au cours de la  
5 première année, avec le maire Tremblay. Vous dites,  
6 une fois par semaine, le lundi matin.

7 R. Oui.

8 Q. **[163]** C'était dans le cadre de la préparation du  
9 prochain comité exécutif?

10 R. C'était une rencontre statutaire une fois par  
11 semaine, justement, notamment pour faire le tour  
12 des dossiers du comité exécutif. La rencontre était  
13 généralement en deux parties. Une partie où il y  
14 avait, je dirais, le maire, son chef de cabinet,  
15 monsieur Zampino et moi, puis là c'était plus les  
16 dossiers qui pouvaient venir au bureau du maire,  
17 les questions que le maire pouvait se faire poser,  
18 pour lesquelles il avait besoin de réponses, et  
19 caetera. Et, après, il y avait une deuxième partie  
20 où là le greffier se joignait pour, justement,  
21 passer en revue les dossiers qui étaient pour faire  
22 l'objet du comité exécutif du mercredi de la même  
23 semaine.

24 Q. **[164]** O.K. On va prendre un dossier imaginaire qui  
25 s'en va au comité exécutif, parce que c'est

1           important de comprendre le cheminement. Comment un  
2           dossier arrive au comité exécutif pour décision?

3       R. Bon. Si on prend... d'abord, je pense que certains  
4           ont pu vous l'expliquer ici. Le cheminement des  
5           dossiers est un... c'est un cheminement que  
6           j'appellerais à l'aide d'un outil électronique.  
7           C'est un système de gestion documentaire qui fait  
8           que, mettons un service va générer un rapport, va  
9           l'approuver, va le faire approuver par son  
10          supérieur, et ça c'est électroniquement, une fois  
11          qu'il est approuvé par son supérieur, il peut s'en  
12          aller dans d'autres services ou directions où des  
13          interventions peuvent être requises, les Finances,  
14          le Service du contentieux, par exemple.

15                Une fois que toutes les interventions sont  
16          là et que, en jargon, je l'ai entendu dire ici, le  
17          dossier est ficelé dans la machine, c'est comme ça  
18          qu'ils appellent ça, le dossier s'en va au bureau  
19          du processus décisionnel qui est une division du  
20          Service du greffe. Le bureau du processus  
21          décisionnel regarde les dossiers pour voir si tous  
22          les dossiers sont complets, s'il y a toutes les  
23          interventions requises conformes aux différentes  
24          politiques et procédures de la Ville. Et, là, ces  
25          dossiers-là sont versés dans l'ordre du jour

1           potentiel du comité exécutif pour une date donnée.

2           Ça peut être souvent la semaine suivante.

3       Q. **[165]** O.K. Je sais que vous n'aimez pas l'image,  
4           mais... Et, là, vous venez de nous décrire un  
5           processus où les dossiers émanent des différents  
6           services...

7       R. Oui.

8       Q. **[166]** ... qui sont traités au niveau des services,  
9           envoyés au processus. Ça ne vous est pas passé  
10          entre les mains en montant?

11      R. Bon. J'avais déjà eu une image qu'un ancien  
12          directeur général de la Ville de Montréal m'avait  
13          faite de l'ancienne Ville de Montréal, puis il  
14          m'avait expliqué : « Claude, il m'a dit, tu sais,  
15          une ville, ça marche un peu, si tu prends l'exemple  
16          d'une cafetière Melitta. » C'est que vous avez le  
17          café en haut, ce sont les élus; vous avez l'eau en  
18          bas, ce sont les fonctionnaires; le trou, c'est le  
19          directeur général. Donc, si vous voulez faire du  
20          café, il faut absolument que l'eau passe dans le  
21          trou pour se retrouver en bas.

22                   Il dit : « À la Ville de Montréal -puis là  
23          on parle de l'ancienne ville, et je peux vous  
24          certifier que c'est encore comme ça aujourd'hui- il  
25          dit, ce qu'on a, c'est un percolateur. » C'est-à-



1       dire que vous avez du café, beaucoup, beaucoup de  
2       trous où les élus descendent dans la machine par  
3       tous ces trous, parler à des fonctionnaires qui  
4       sont leurs relevants directs ou leurs alter ego  
5       administratifs, et il dit : « Là, une fois que tout  
6       est décidé, le café remonte dans le trou, qui est  
7       le directeur général qui, lui, le voit pour la  
8       première fois. »

9               Et bien souvent c'est comme ça que ça se  
10       passe. Je pourrais vous dire quatre-vingt-dix pour  
11       cent (90 %) du temps, c'est comme ça que ça se  
12       passe. Donc, contrairement à une ville où on dit,  
13       par exemple, en vertu de la Loi sur les cités et  
14       villes, que le directeur général assure les  
15       communications entre le politique et  
16       l'administratif, cet article-là n'a pas application  
17       à la Ville de Montréal, parce qu'il y a des élus  
18       qui ont des responsabilités sectorielles, qui sont  
19       comme l'équivalent de ce que j'appellerais des  
20       ministres, sans nécessairement avoir l'imputabilité  
21       qu'un ministre a. Ils ont donc un portefeuille de  
22       responsabilités. Et ils traitent directement avec  
23       les directeurs de service dans leurs  
24       responsabilités.

25               Et lorsqu'un dossier est amené par le

1 processus décisionnel et qu'il est complètement  
2 ficelé et que, moi, par exemple, ou mes  
3 prédécesseurs ou successeurs en prennent  
4 connaissance, bien, il a fait l'objet de nombreux  
5 échanges entre déjà le politique et  
6 l'administratif. Vous êtes un peu le dernier au  
7 bout de la chaîne avec le maire, là, à le voir.

8 Q. **[167]** O.K.

9 (11:55:58)

10 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

11 Q. **[168]** Mais vous ne tenez pas de réunions avec les  
12 directeurs administratifs pour justement être au  
13 courant des dossiers?

14 R. Oui.

15 Q. **[169]** Le forum des sous-ministres ça existe à  
16 Québec.

17 R. Oui, on a des réunions, je vous dirais,  
18 hebdomadaires avec les directeurs de service. On a  
19 des réunions probablement mensuelles qui incluent  
20 les directeurs d'arrondissement. Mais on ne fait  
21 pas la revue de l'ensemble de ces dossiers-là  
22 qui... je ne dis pas ça, mais ça peut représenter  
23 trois à quatre pouces de papier par semaine. Il n'y  
24 a pas un mécanisme comme ça. Le mécanisme que je  
25 vous décris, c'est le mécanisme par lequel les

1 dossiers arrivent formellement sur ma table.

2 À travers ça, il y a ce qu'on appelle des  
3 rencontres statutaires avec les directeurs de  
4 service. Évidemment, je suis au courant de ce qui  
5 se passe. À toutes les semaines, je rencontre les  
6 directeurs de service. On fait le tour des enjeux,  
7 des dossiers, et cetera. Je suis quand même, je  
8 vous dirais, informé que quelque chose est en train  
9 de se préparer dans la machine.

10 Mais ce que je veux dire par là, c'est que,  
11 contrairement à ce qu'on retrouve dans une autre  
12 ville au Québec, ce n'est pas le directeur général  
13 qui est en mesure, peut-être à cause de la taille,  
14 peut-être à cause de la façon que la gouvernance de  
15 la Ville est organisée, mais les communications ne  
16 passent pas nécessairement par le directeur  
17 général. Il y a de nombreux canaux de communication  
18 à l'extérieur du directeur général.

19 Q. [170] Tout à l'heure vous avez dit que vous  
20 releviez de Frank Zampino.

21 R. Oui.

22 Q. [171] Est-ce que c'est écrit quelque part dans la  
23 loi que vous...

24 R. Non.

25 Q. [172] ... relevez du président du comité exécutif?

1 R. Non. C'est effectivement ce que je vous expliquais  
2 qui était comme, je vous dirais, un héritage  
3 culturel de l'ancienne Ville de Montréal qui  
4 faisait que le patron de la fonction publique, et  
5 tout le monde considère monsieur Zampino comme le  
6 patron de la fonction publique. Monsieur Zampino  
7 rencontre le directeur des Finances, rencontre le  
8 directeur du Capital humain. Donc, c'est un peu  
9 comme dans la culture.

10 Q. **[173]** C'est dans la culture, mais il n'y a rien  
11 dans la législation.

12 R. Non. Ce n'est pas... À mon avis, ce n'est pas fondé  
13 sur un article de la Charte de la Ville de  
14 Montréal.

15 Q. **[174]** C'est quelque chose qui se change si on veut  
16 le changer.

17 R. Ça peut se changer si on veut changer  
18 effectivement. D'ailleurs, je vous le mentionnais,  
19 Monsieur le Commissaire, que, après l'arrivée en  
20 poste de monsieur Dauphin, celui-ci étant plus  
21 nouveau dans la fonction, mes contacts vont être  
22 plus directs avec monsieur le maire puis... sans  
23 vouloir diminuer l'importance ou le rôle de  
24 monsieur Dauphin, mais il n'a pas la même  
25 ascendance ou « leadership » que monsieur Zampino

1           avait accumulé aussi avec le temps.

2           Me PAUL CRÉPEAU :

3           Q. **[175]** Alors, on reprend un dossier qui s'en vient.

4           Et peut-être juste pour terminer aussi là-dessus.

5           Vous nous avez dit que les porteurs de dossiers au  
6           comité exécutif, alors on a un conseiller qui est  
7           responsable, disons, de la sécurité publique, lui  
8           il est normal qu'il discute avec les directeurs de  
9           service qui ont des comptes à rendre, et ils auront  
10          des échanges entre eux, contrairement à d'autres  
11          municipalités où il est interdit aux élus de  
12          communiquer avec les responsables sans passer par  
13          le directeur général?

14          R. Bien, en fait, moi je n'ai pas travaillé dans les  
15          municipalités où c'était interdit, mais ce qu'on  
16          disait, c'est que, « écoutez, tenez-moi au courant  
17          des échanges que vous avez avec les élus, j'aime  
18          bien savoir ce qui se passe », mais en principe, en  
19          tout cas dans le cas de la Ville de Longueuil, il y  
20          avait très peu de contacts directs entre les élus  
21          et les directeurs de service en dehors des  
22          structures formelles. Il y a d'autres structures  
23          formelles dont je n'ai pas parlé, que sont les  
24          commissions, donc vous pouvez avoir des commissions  
25          sur des domaines en particulier, puis là c'est

1 normal que dans ces commissions-là il y ait des  
2 échanges entre des élus et des fonctionnaires. Il y  
3 a des fonctionnaires qui vont présenter des  
4 dossiers, mais ça c'est un processus formel. Si je  
5 prends l'exemple de la Communauté urbaine de  
6 Montréal, où j'ai servi sous madame Danyluk, il n'y  
7 avait pas de contact direct entre les élus et les  
8 fonctionnaires, tout passait par la direction  
9 générale, la présidente, les instances, le comité  
10 exécutif et les commissions.

11 Q. **[176]** Alors, vous arrivez dans ce contexte-là en  
12 deux mille six (2006), vous vous ajustez à cette  
13 façon de faire avec les gens en place. Peut-être  
14 juste pour terminer sur cet aspect-là, votre  
15 bureau, le bureau du directeur général, ou le  
16 directeur général a autorité sur l'ensemble de  
17 l'appareil administratif?

18 R. Oui, sur les services centraux, comme j'expliquais.

19 Q. **[177]** O.K. Les paramunicipales?

20 R. Oui.

21 Q. **[178]** Aussi?

22 R. Non.

23 Q. **[179]** O.K. Alors, on va parler tout à l'heure de la  
24 Société d'habitation et de développement de  
25 Montréal, qui avait quel statut en deux mille six

1 (2006)?

2 R. Écoutez, au moment où j'arrive, ils ont un statut  
3 qui est en transition. Et je crois qu'ils sont  
4 encore une paramunicipale au moment où j'arrive,  
5 mais leur statut va être modifié dans les semaines  
6 ou mois qui vont suivre, mais je ne peux pas vous  
7 préciser les dates.

8 Q. **[180]** O.K. Et sur les paramunicipales, vous n'avez  
9 pas d'autorité? Aucune autorité ou...

10 R. Non, en fait, les sociétés, si on prend par exemple  
11 la Société de transport de Montréal, c'est un bon  
12 exemple, ou encore la Société du parc Jean-Drapeau,  
13 ce sont des sociétés qui ont des conseils  
14 d'administration, un directeur général. Ils  
15 reçoivent des crédits pour assurer une certaine  
16 mission, mais je n'ai par exemple aucune autorité  
17 sur les employés de la Société de transport de  
18 Montréal ou sur les employés de la Société du parc  
19 Jean-Drapeau.

20 Q. **[181]** Est-ce que le vérificateur général de la  
21 Ville de Montréal a autorité sur ces  
22 paramunicipales-là?

23 R. Oui.

24 Q. **[182]** La Société de transport?

25 R. Oui, absolument. Le vérificateur général de

1 Montréal a autorité. À partir du moment où la Ville  
2 nomme plus de cinquante pour cent (50 %) des  
3 membres d'un conseil d'administration d'une  
4 paramunicipale, ils sont assujettis à l'autorité du  
5 vérificateur général.

6 Q. **[183]** O.K.

7 (12:00:41)

8 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

9 Q. **[184]** Le directeur général relève d'un conseil  
10 d'administration pour les paramunicipales.

11 R. Oui.

12 Q. **[185]** Et ce conseil-là rend des comptes à qui?

13 R. Au politique.

14 Q. **[186]** Le politique c'est qui?

15 R. Au conseil.

16 Q. **[187]** Au conseil?

17 R. En principe, au conseil.

18 Q. **[188]** Ou au comité exécutif?

19 R. Écoutez, c'est difficile à dire, il faudrait que je  
20 regarde la Loi, là. Je sais qu'ils viennent, de  
21 temps à autre, les paramunicipales. Pas toutes,  
22 mais viennent au comité exécutif. Mais si vous  
23 prenez le cas de la Société de transport, c'est un  
24 cas particulier, ils ont des articles de loi qui  
25 leurs sont propres. J'ai rarement vu les gens de la



1 Société du parc Jean-Drapeau, peut-être une fois,  
2 venir au comité exécutif dans les trois ans.

3 Q. [189] Est-ce que vous savez si le président du  
4 comité exécutif lui peut appeler directement le  
5 directeur général de ces sociétés paramunicipales  
6 puis demander, exiger des choses, ou...?

7 R. Bien, je ne sais pas s'il peut le faire, mais je  
8 sais qu'entre autres dans le cas de la SHDM, il  
9 avait des rencontres directes avec le directeur  
10 général de la SHDM.

11 Q. [190] Donc, il n'en avait pas nécessairement avec  
12 d'autres, mais avec la SHDM, là il s'est impliqué  
13 plus, il s'impliquait beaucoup?

14 R. Je ne peux pas savoir pour les autres. Je le sais  
15 pour ce cas-là en particulier.

16 Me PAUL CRÉPEAU :

17 Q. [191] Parce que vous avez vécu la période Faubourg  
18 Contrecoeur.

19 R. Exact, oui.

20 Q. [192] O.K. On va s'en reparler un petit peu plus  
21 tard. J'aimerais juste savoir, avant de commencer,  
22 quand vous arrivez au mois d'août deux mille six  
23 (2006), vu d'une manière générale, quel est le  
24 climat au niveau de, à l'hôtel de ville? Le climat  
25 au niveau travail, l'organisation du travail?

1 R. En fait, je trouvais fascinant le témoignage de  
2 monsieur Pourreaux, que j'aurais bien aimé  
3 connaître, parce que lorsque moi j'arrive à l'été  
4 deux mille six (2006), le contexte est le suivant :  
5 la Ville de Montréal, si ma mémoire est bonne, là,  
6 juste refaire la chronologie, il y a eu des  
7 élections à l'automne deux mille cinq (2005). Il y  
8 a un budget qui est déposé après l'élection de deux  
9 mille cinq (2005) pour deux mille six (2006). Ce  
10 budget-là prévoyait une légère hausse de taxes. Le  
11 maire s'était engagé à un gel de taxes pour l'année  
12 deux mille six (2006), donc le maire fait retirer  
13 le budget deux mille six (2006) et les services -  
14 des finances, entre autres - et les services sont  
15 obligés de présenter un second budget pour  
16 l'exercice deux mille six (2006). Et ce qui sort  
17 dans les journaux au moment où moi j'arrive, c'est  
18 que la Ville a un trou de quatre cent millions  
19 (400 M\$) à combler, et que là la Ville va lancer un  
20 grand exercice de revue des activités, des services  
21 et des programmes, qu'on va appeler en jargon la  
22 RASOP, R-A-S-O-P, et l'objectif de ça, c'est  
23 vraiment de passer en revue l'ensemble de toutes  
24 les activités, de tous les services, et de voir  
25 quels sont les services qui peuvent être soit

1        impartis, soit abandonnés parce que ne faisant pas  
2        partie de la mission de base de la Ville, soit  
3        centralisés s'il y a une économie à le centraliser,  
4        ou décentralisés s'il y a une économie à le  
5        décentraliser, ou retournés au gouvernement du  
6        Québec si on parle d'un dossier qui est une mission  
7        du gouvernement du Québec. Pour donner un exemple,  
8        la sécurité du revenu, c'est là qu'on a enclenché  
9        le retrait du dossier, du domaine de la sécurité du  
10        revenu.

11                Donc, moi j'arrive dans un contexte où je  
12        ne connais pas ce qui s'est passé avant, mais j'ai  
13        le mandat de couper mille (1 000) postes dans la  
14        fonction publique en trois ans, j'ai le mandat de  
15        couper cent millions de dollars (100 M\$) récurrent  
16        sur le budget d'opération en trois ans, donc pour  
17        un total de trois cents millions (300 M), avec un  
18        chantier colossal qui mobilise des dizaines, pour  
19        ne pas dire des... des dizaines de comités, puis  
20        pour ne pas dire des centaines de fonctionnaires,  
21        pour identifier toutes les pistes d'économies qu'on  
22        peut aller chercher, parce que ma compréhension,  
23        c'est qu'en adoptant un budget sans hausse de  
24        taxes, on a créé un déséquilibre dans le cadre  
25        financier, un déséquilibre entre les revenus et

1 dépenses, donc on s'est créé une difficulté  
2 financière additionnelle, qui va être récurrente  
3 pour les autres années suivantes.

4 Donc, c'est ça. J'arrive dans ce contexte-  
5 là. J'ai le mandat de préparer un budget deux mille  
6 sept (2007) en plein exercice de réingénierie,  
7 réévaluation de l'ensemble des activités, services  
8 et programmes.

9 Q. **[193]** Et pour vous préparer, est-ce qu'il y a eu  
10 une passation des pouvoirs avec votre prédécesseur,  
11 monsieur Abdallah?

12 R. En fait, j'ai rencontré monsieur Abdallah à son  
13 bureau la dernière journée de son travail, je  
14 crois. Je pense qu'on a eu un échange qui a duré  
15 environ une heure. C'est ça.

16 Q. **[194]** O.K. Alors, vous arrivez à travers ce grand  
17 projet-là, qui a mobilisé presque tout votre temps,  
18 je présume?

19 R. Oui.

20 Q. **[195]** O.K. Est-ce que... On arrive maintenant à un  
21 rapport du vérificateur interne, monsieur Denis  
22 Savard...

23 R. Oui.

24 Q. **[196]** ... qui était le vérificateur interne de  
25 Ville de Montréal. Vous connaissez bien monsieur

1 Savard?

2 R. Bien, je l'ai connu en arrivant là, à ce moment-là.

3 Q. **[197]** O.K.

4 R. À la Ville.

5 Q. **[198]** Je vais demander à madame Blanchette, peut-  
6 être, de nous montrer à l'écran la pièce 485, un  
7 rapport public du vérificateur général du vingt  
8 (20) novembre deux mille six (2006). Alors, vous  
9 savez de quel rapport je parle?

10 R. Oui mais je pourrais peut-être apporter certaines  
11 précisions.

12 Q. **[199]** Oui oui. O.K. On va... Alors, vous voyez le  
13 titre à l'écran?

14 R. Oui.

15 Q. **[200]** Il s'agit bien, effectivement, du rapport...

16 R. Oui.

17 Q. **[201]** ... du vingt (20) novembre deux mille six  
18 (2006) préparé par monsieur Savard?

19 R. Oui. Exact.

20 Q. **[202]** O.K. Peut-être, avez-vous des commentaires  
21 sur ce rapport-ci à ce moment-ci?

22 R. Bien, en fait, je tenais simplement à mentionner  
23 que deux semaines après mon arrivée à la Ville,  
24 donc vers la mi-août, monsieur Savard est venu me  
25 voir avec une version préliminaire de ce rapport-

1       là. Donc, celui de novembre deux mille six (2006),  
2       c'est la version finale, mais il est venu me voir  
3       avec la version préliminaire.

4               La version préliminaire qu'il m'a montrée  
5       comprenait l'ensemble des informations, incluant  
6       celles que vous avez vues ici dans la note  
7       confidentielle. Donc, il était complet. Il y avait  
8       tout à l'intérieur. Il me l'apporte, il me le  
9       présente, il m'explique qu'il a eu un mandat de  
10      vérification. J'ai lu le rapport, j'ai fait des  
11      petits commentaires, j'avais des questions sur  
12      certains... Il y avait certains rapprochements, il  
13      y avait des erreurs, il y avait... Je pense qu'il y  
14      avait une erreur, une homonymie entre deux  
15      personnes, puis on avait tiré une conclusion. J'ai  
16      dit « Je vais juste vérifier, tu sais, juste pour  
17      être sûr qu'il n'y a pas d'erreurs, disons, à  
18      l'intérieur, hein? » Il semble qu'il y ait  
19      plusieurs homonymes dans le domaine de la  
20      construction.

21      Q. **[203]** Spécifiquement, on parle de?

22      R. Bien, dans son tableau...

23      Q. **[204]** Nommez...

24      R. ... il nommait des entreprises.

25      Q. **[205]** Oui. Et les...

1 R. Ah bien je me souviens, entre autres, moi je ne  
2 connaissais pas, disons, tous les Borsellino, mais  
3 je trouvais qu'il y avait beaucoup de monsieur  
4 Borsellino. J'ai dit, « Peux-tu juste t'assurer que  
5 c'est correct, là? » Et puis je pense que c'était  
6 correct, cette partie-là. Je pense qu'il avait  
7 aussi conclu que Construction Frank Catania et  
8 Catcan étaient la même entreprise, parce qu'il  
9 semblait y avoir le même administrateur. Mais j'ai  
10 dit, « Es-tu sûr qu'on parle du même Paolo  
11 Catania? » Et, effectivement, ce n'était pas le  
12 même. C'était ce genre de détail.

13 Q. **[206]** C'est ça. Ce genre, mais vous souvenez-vous  
14 d'avoir pointé spécifiquement à monsieur Savard le  
15 cas de Catcan et Construction F. Catania?

16 R. Oui, absolument. Oui, absolument.

17 Q. **[207]** Qui était, et c'était le nom de Paolo Catania  
18 qui était, qui se trouvait à côté. Et il y avait un  
19 lien qui était fait, vous avez demandé de vérifier.

20 R. J'ai juste demandé de vérifier. Parce que moi, dans  
21 le fond, la conclusion de la firme, c'était que  
22 c'était la même entreprise, parce que c'était les  
23 mêmes administrateurs. Bon. Puis moi, ma  
24 compréhension, c'est que ce n'était pas la même  
25 entreprise, même s'il pouvait y avoir des liens de

1 parenté entre certains dirigeants.

2 Q. **[208]** O.K.

3 R. Ce qu'il a fait.

4 Q. **[209]** Quand vous dites...

5 R. Mais ça c'est un détail.

6 Q. **[210]** Oui, oui. Oui, oui, c'est ça. Mais quand vous  
7 dites « les conclusions de la firme », parce que ce  
8 rapport-là, même si c'est celui de Denis Savard, il  
9 a été préparé par?

10 R. À l'époque, je pense que c'était  
11 PricewaterhouseCoopers, je pense...

12 Q. **[211]** Oui.

13 R. ... qui avait fait le rapport. Donc, ça c'est la  
14 version... la première version. Et après je vois  
15 revenir, en novembre deux mille six (2006), une  
16 version, de laquelle on a extrait les informations  
17 nominatives, et une lettre confidentielle, qui  
18 m'est adressée, avec les informations nominatives.

19 Q. **[212]** O.K. Vous souvenez-vous pourquoi ça arrive  
20 sous forme de lettre confidentielle qui vous est  
21 adressée?

22 R. En fait, j'ai compris, ici, que monsieur Provost  
23 semblait en avoir fait la suggestion. Moi, je ne me  
24 rappelle pas d'avoir demandé de les extraire.  
25 J'avais simplement souligné à monsieur Savard que



1 c'est sûr que si on nomme des entreprises et qu'on  
2 tire des conclusions, par exemple, je pense qu'il y  
3 a un passage à l'intérieur où on dit qu'une  
4 entreprise peut s'intégrer verticalement pour nuire  
5 à ses concurrents. Bien, le fait est peut-être  
6 vrai, qu'elle s'intègre verticalement, maintenant,  
7 l'objectif est peut-être... pas celui-là, ça peut  
8 être le résultat, ça peut avoir ça que ça a pour  
9 effet. Mais à partir du moment où on nomme des gens  
10 autrement que de façon factuelle, de dire : « Telle  
11 entreprise a eu tel contrat. Telle entreprise a eu  
12 tel contrat, tel contrat », à partir du moment où  
13 on tire des conclusions sur les intentions, bien...  
14 mais je n'ai pas demandé à monsieur Savard de  
15 retirer cette information-là, j'ai compris qu'il  
16 avait décidé de faire deux documents.

17 Q. [213] Mais, essentiellement, vos représentations,  
18 que vous faites à monsieur Savard, c'est que vous  
19 n'aimez pas le fait qu'il y a des conclusions, que  
20 le vérificateur tire des conclusions, entre autres,  
21 d'intégration verticale et horizontale de certaines  
22 entreprises ou des liens familiaux existant pour...  
23 qui ont un contrôle dans certains domaines pointus  
24 de la construction?

25 R. Bien, en fait, pour préciser, je n'en ai rien

1           contre ses conclusions à l'effet que le marché  
2           semble fermé. La seule chose que je dis à monsieur  
3           Savard : « Vérifie comme il faut ton information  
4           avant d'avancer que deux entreprises, dans le fond,  
5           sont la même. C'est-tu bien le même administrateur  
6           ou pas? », c'était des questions de vérification  
7           plus factuelle. Mais je n'ai jamais donné de  
8           directive à monsieur Savard, je l'ai laissé libre  
9           de produire le rapport de la façon qu'il le jugeait  
10          approprié.

11          LA PRÉSIDENTE :

12          Q. **[214]** Mais je comprends tout de même, des propos  
13          que vous venez de nous dire, que vous sembliez  
14          éprouver un certain malaise avec des conclusions.  
15          Vous venez juste de nous dire...

16          R. Oui, je suis très franc avec vous, Madame la  
17          Présidente...

18          Q. **[215]** Oui.

19          R. ... si je vois quelqu'un dit : « Écoutez, il y a de  
20          l'intégration verticale dans une entreprise », puis  
21          je me replace dans le contexte de l'époque, bien,  
22          oui, si quelqu'un possède une usine d'asphalte, par  
23          exemple, puis qu'il a deux usines d'asphalte dans  
24          un secteur géographique, c'est bien certain qu'il y  
25          a une position concurrentielle qui est avantageuse

1       pour lui. Mais est-ce qu'il a acheté cette usine  
2       d'asphalte là pour nuire à son concurrent? C'est...  
3       c'était un peu ça, si je me souviens bien, qui est  
4       écrit dans la note sur ce passage-là. Donc, ce  
5       n'est pas le fait... si on avait présenté  
6       l'information, de dire : « Telle entreprise a eu  
7       tel contrat. Telle entreprise a eu tel contrat »,  
8       des données, je n'aurais pas eu de problème avec  
9       ça. J'ai juste demandé à monsieur Savard :  
10      « Vérifie comme il faut pour être sûr que,  
11      factuellement, ta base factuelle est bonne. » C'est  
12      ça le sens de l'observation que j'ai faite à  
13      monsieur Savard.

14      Me PAUL CRÉPEAU :

15      Q. **[216]** Vous souvenez-vous si, initialement, ce  
16      rapport-là, qui vous était adressé, la lettre  
17      confidentielle, devait être adressé, au tout  
18      départ, à monsieur Yves Provost?

19      R. Je pense... écoutez, de mémoire encore une fois,  
20      puis c'est ça qui est un petit peu... j'ai eu de la  
21      misère à m'y retrouver même moi, là, parce que j'ai  
22      été interrogé par le vérificateur général de la  
23      Ville, dans le dossier des compteurs d'eau, sur  
24      cette question-là, puis il en parle dans son  
25      rapport. C'est que monsieur Savard a fait deux

1       rapports avec le même titre, la même date mais avec  
2       un contenu différent, mais il ne m'en a montré  
3       qu'un seul. Il m'a montré celui adressé à monsieur  
4       Provost, je pense, pas celui adressé à monsieur  
5       Marcil. Ce qui fait que ça a été un peu compliqué  
6       de comprendre, lorsqu'on m'a montré le dossier ou  
7       le rapport de monsieur Marcil, il n'y avait pas la  
8       même information que ce que, moi, j'avais vu.

9       Q. **[217]** O.K. Si on prend... puis pour les identifier,  
10       maintenant nous avons la pièce 485, qui est le  
11       rapport de vérification interne. Est-ce qu'on peut  
12       s'entendre, on va appeler... ça c'est le rapport  
13       public?

14       R. C'est le rapport qui avait été, dans le fond,  
15       discuté au comité de vérification.

16       Q. **[218]** O.K. Et qui était préparé pour? Pour quelle  
17       personne, monsieur Provost ou monsieur Marcil?

18       R. Je ne peux pas vous répondre à cette question-là  
19       parce que ça ce n'est pas la version préliminaire  
20       que j'ai vue, qui a été envoyée à monsieur Provost  
21       pour commentaire. C'est la version finale qui  
22       revient avec le plan d'action. C'est comme la  
23       version consolidée.

24       M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

25       Q. **[219]** Vous avez dit qu'il y avait des éléments

1           différents entre les deux rapports, celui reçu par  
2           monsieur Marcil puis celui que, vous, vous reçu,  
3           c'est ça?

4           R. En fait, ce que... Je vais refaire l'explication,  
5           parce que ça mérite d'être précisé. Quand monsieur  
6           Savard me rencontre, il me rencontre avec un  
7           rapport préliminaire, adressé à monsieur Provost,  
8           qui contient l'information nominative. Donc, tout  
9           est là. O.K. Après ça, lorsque je reçois le rapport  
10          de vérification interne, le rapport de vérification  
11          interne, novembre deux mille six (2006) contient  
12          les plans d'action et les recommandations des  
13          directeurs, de monsieur Provost autant que de  
14          monsieur Marcil. Donc, c'est comme un rapport  
15          consolidé avec les plans d'action. Et la note  
16          confidentielle contient les informations à  
17          caractère nominatif. O.K.

18                 La seule chose que j'ai mentionnée, c'est  
19                 que lorsque j'ai rencontré le vérificateur général  
20                 au niveau du dossier des compteurs d'eau, celui-ci  
21                 m'a montré un projet de rapport qui n'était pas le  
22                 même que celui que monsieur Savard m'avait montré,  
23                 mais qui comportait la même date, le même titre,  
24                 mais dont le contenu était différent.

25           LA PRÉSIDENTE :

1 Q. **[220]** Donc, c'est le rapport préliminaire qu'il  
2 vous a montré...

3 R. Oui.

4 Q. **[221]** ... qui était adressé à monsieur Provost?

5 R. Exact.

6 Me PAUL CRÉPEAU :

7 Q. **[222]** Et si on le comprend bien, ce rapport  
8 préliminaire-là a été soumis à monsieur Provost  
9 pour que les gens, travaillant sous sa  
10 responsabilité, y apportent des réponses, des  
11 engagements, des...

12 R. Un plan d'action, oui.

13 Q. **[223]** Un plan d'action?

14 R. Exact.

15 Q. **[224]** Et par la suite, ce qu'on retrouve dans le  
16 rapport de novembre deux mille six (2006), en fait  
17 c'est le rapport de monsieur Savard avec le plan  
18 d'action?

19 R. C'est ça.

20 Q. **[225]** Donc, il a été approuvé par les différentes  
21 instances, les différents responsables de chacun  
22 des secteurs?

23 R. Oui, du Service de l'infrastructure, transport et  
24 environnement.

25 Q. **[226]** O.K. Et ce rapport-là, et, ça, c'était la

1       pièce 485... On va aller à la pièce 486, Madame  
2       Blanchette. On a parlé du rapport confidentiel ou  
3       de la lettre confidentielle. On voit un document  
4       « analyse de l'offre » confidentiel adressé à  
5       Claude Léger le vingt (20) novembre. Il s'agit bien  
6       effectivement du document qu'on vous a montré?

7       R. Oui.

8       Q. **[227]** O.K. Et qui contient essentiellement un  
9       résumé du rapport public mais avec des  
10      renseignements nominatifs à ce moment-là?

11     R. C'est ce que je comprends, oui.

12     Q. **[228]** On va aller à la page 5 de ce document-là,  
13     Madame Blanchette, s'il vous plaît. Alors, on a à  
14     la page 5 de ce document sous « observations » :

15                       Nous avons constaté que  
16                       l'environnement actuel ne permet pas  
17                       d'atteindre pleinement l'objectif d'un  
18                       marché de saine concurrence pour les  
19                       raisons suivantes.

20     Et, là, on va identifier six points qui soutiennent  
21     la conclusion de monsieur Savard. Vous vous  
22     souvenez d'avoir lu et d'avoir traité de ce...

23     R. Oui.

24     Q. **[229]** Il est exact que, en résumé, le premier  
25     point, on traite essentiellement de l'intégration

1 verticale et horizontale des... en fait...

2 - La Ville de Montréal contracte  
3 surtout avec des petites entreprises,  
4 qu'il y a de grandes entreprises à qui  
5 on reproche cette intégration-là,  
6 verticale et horizontale, qui permet  
7 de contrôler les prix.

8 R. C'est ce qui est écrit ici.

9 Q. **[230]** Spécifiquement, on parle de deux grandes  
10 entreprises qui ont des gains d'efficience qui leur  
11 permettent de nuire considérablement aux  
12 concurrents. Et on peut noter, il s'agissait des  
13 entreprises Sintra et DJL.

14 R. Oui.

15 Q. **[231]** Qui étaient des entreprises étrangères. Sous  
16 contrôle français?

17 R. En fait, je ne connais pas la structure de Sintra  
18 et DJL. Je ne connais pas ces entreprises-là  
19 particulièrement. C'est écrit à l'intérieur du  
20 rapport. Je ne le mets pas en doute.

21 Q. **[232]** Le deuxième point, c'est :

22 - L'examen plus approfondi de la liste  
23 des entreprises retenus en deux mille  
24 cinq (2005) par la Ville de Montréal  
25 pour exécuter des travaux nous a



1                            permis de constater des liens directs  
2                            et indirects qui existent entre ces  
3                            entreprises.

4        Et, là, il y a un tableau qui se trouve à la page  
5        7. Madame Blanchette s'il vous plaît. Où on  
6        identifie des entreprises avec un carré noir qui  
7        les entoure. Le premier carré noir, on retrouve  
8        Simard-Beaudry Construction incorporée et  
9        Construction Louisbourg, de Montréal toutes les  
10       deux, où on fait des liens entre les différents,  
11       les premier, deuxième et troisième actionnaires,  
12       pour dire que ce sont des entreprises contrôlées  
13       essentiellement par monsieur Antonio Accurso?

14       R. Puis, ça, je crois que c'est de notoriété. En tout  
15       cas, moi, je suis au courant. Et c'est de notoriété  
16       publique que Simard-Beaudry et Louisbourg font  
17       partie du même groupe.

18       Q. **[233]** O.K. Le deuxième carré plus bas, Construction  
19       Mirabeau avec Pavage CSF où on fait des liens à ce  
20       moment-là entre les différents actionnaires qui se  
21       recoupent l'un l'autre?

22       R. C'est ce qui est écrit.

23       Q. **[234]** O.K.? Le troisième, où on retrouve Sintra  
24       incorporée, contrôlée par Colas SA en France, et  
25       Pavages Moto limitée qui est contrôlée par Sintra

1 incorporée ici?

2 R. Hum.

3 Q. **[235]** O.K. Et, bon, regardez, tiens, on voit un  
4 petit peu plus bas, on retrouve dans la page, là,  
5 Construction Frank Catania et Associés, puis Les  
6 Entreprises Catcan. Je comprends que c'est sur  
7 cette mention-là préliminaire que vous aviez vu  
8 plus tôt que... où on a vu le nom de l'actionnaire  
9 principal comme étant Paolo Catania, vous aviez  
10 fait des remarques à monsieur Savard de vérifier?

11 R. Bien, c'est qu'on avait dit que je connaissais  
12 Paolo Catania de Construction Frank Catania et  
13 Associés, et à ma connaissance il n'était pas  
14 actionnaire des entreprises Catcan, donc c'est  
15 simplement une remarque pour une correction  
16 factuelle.

17 Q. **[236]** O.K. Qui a été corrigé dans ce rapport?

18 R. Qui a été corrigé.

19 Q. **[237]** O.K. Alors, vous avez cette mention-là qui  
20 est faite, qui peut, aux yeux de monsieur Savard,  
21 qui est problématique, c'est le contrôle des  
22 entreprises par des gens interreliés, mais  
23 finalement qu'il reste moins d'entreprises qui font  
24 des travaux à la Ville de Montréal, parce que le  
25 même actionnaire peut faire faire...

1 R. Oui, dans les cas encadrés que vous avez montrés,  
2 oui.

3 Q. **[238]** O.K. Le troisième item que monsieur Savard  
4 souligne, l'absence de concurrents externes. Où il  
5 nous dit, finalement, que quatre-vingt-seize pour  
6 cent (96 %) du volume d'affaires annuel c'est  
7 accordé à des entrepreneurs locaux. On verra plus  
8 tard qu'il y en a moins que dans d'autres  
9 municipalités. En fait, à Québec, c'est cette  
10 mention-là qui est faite, la Ville de Québec,  
11 trente pour cent (30 %) des soumissions viennent de  
12 l'extérieur, alors qu'à Montréal les soumissions  
13 sont toujours reçues d'entreprises venant de  
14 Montréal. Il n'y a plus de grandes entreprises de  
15 l'extérieur qui soumissionnent à Montréal.

16 R. Là je ne le vois pas présentement à l'écran, mais  
17 ça résume...

18 Q. **[239]** Ah, peut-être nous ramener à la page 6,  
19 Madame Blanchette, le premier point en haut, là.

20 R. C'était la conclusion, une de ses constatations.

21 Q. **[240]** On voit, on dit que les entreprises qui  
22 soumissionnaient jusqu'en deux mille trois (2003),  
23 deux mille quatre (2004), on parle dans le pavage,  
24 Construction et pavage Maskimo de Trois-Rivières,  
25 Groupe Construction AECON de l'Ontario, EBC de

1 l'Ancienne-Lorette. Ces entreprises-là, à partir,  
2 en deux mille cinq (2005) ne soumissionnent même  
3 plus à Montréal.

4 R. C'est ce qui est écrit.

5 Q. **[241]** O.K. Le point suivant, on dit que le marché à  
6 Montréal est dominé par quatre grandes entreprises.  
7 Alors, le Groupe Louisbourg avec Simard-Beaudry, le  
8 Groupe Infrabec... Constructions Infrabec, plutôt,  
9 le regroupement de Pavage CSF avec Construction  
10 Mirabeau, et le regroupement Sintra avec Pavage  
11 Moto. On dit que ces quatre entreprises ont récolté  
12 cinquante-six pour cent (56 %) des contrats  
13 octroyés, et avec un taux de succès similaire. On  
14 vous souligne ce point-là.

15 R. Écoutez, je pense que la position dominante de  
16 Construction Louisbourg et Simard-Beaudry, elle est  
17 constante, elle revient assez souvent. L'entreprise  
18 est quand même... Et je n'essaie pas de défendre  
19 une situation. Le classement des trois autres, je  
20 me demande si on faisait des statistiques sur une  
21 période de référence plus longue, et je pense que  
22 vous en avez fait, est-ce que ça donnerait ce  
23 classement-là? Je ne sais pas, là, mais... Je ne  
24 suis pas en train de dénigrer les constations, mais  
25 on a des faits, puis on infère des conclusions sur

1 des personnes, sur un échantillon qui est un peu  
2 court à mon sens.

3 Q. **[242]** Vous avez fait ce reproche-là à monsieur  
4 Savard d'avoir échantillonné un nombre limité de...

5 R. Bien, ce n'est pas un reproche, c'est un constat.  
6 Il a une courte période de temps, puis il conclut  
7 que, je ne sais pas, là, les trois compagnies qui  
8 sont là sont dominantes. Moi je n'affirmais rien,  
9 je ne le savais pas. J'ai simplement posé la  
10 question.

11 Q. **[243]** O.K. L'avant-dernier paragraphe, on dit que :

12 La Ville de Montréal continue  
13 d'octroyer des contrats à des  
14 entreprises qui ont été condamnées un  
15 peu partout au Canada pour des  
16 infractions à la Loi sur la  
17 concurrence dans leurs domaines  
18 respectifs.

19 Vous êtes informés de ça?

20 R. En raison d'absence de législation appropriée.

21 Q. **[244]** O.K. Et la dernière, c'est que plusieurs  
22 entreprises qui commercialisent des produits  
23 semblables, on va parler d'asphalte, de tuyaux, de  
24 béton, finalement les réseaux sociaux sont très  
25 fermés à Montréal, c'est un petit groupe, et c'est

1 propice à la formation de cartels. Et malgré ces  
2 conditions-là propices, il n'y a pas à la Ville de  
3 Montréal en deux mille six (2006) de moyens de  
4 prévention et de détection de ces cartels-là, de la  
5 collusion, des conflits d'intérêts, dans les deux  
6 divisions qui ont été examinées à ce moment-là. On  
7 vous informe de tout ça?

8 R. Oui.

9 Q. **[245]** O.K. Vous venez d'arriver en fonction, vous  
10 avez ce rapport-là qui est quand même sérieux.

11 R. J'en conviens.

12 Q. **[246]** O.K. Est-ce que ça sonne des cloches, une  
13 alarme?

14 R. Bien, en fait, c'est que si vous allez à la  
15 conclusion, ce que monsieur Savard me demande dans  
16 le fond dans ce rapport-là, c'est de l'aider à  
17 faire en sorte que le service concerné déploie les  
18 mesures appropriées. Alors, donc c'est ce que  
19 j'essaierai de faire. Je ne peux pas vous dire que  
20 j'y suis totalement parvenu et suffisamment  
21 rapidement, mais il y a plusieurs des mesures qui  
22 sont dans le rapport de vérification interne que je  
23 tenterai d'implanter.

24 Q. **[247]** Alors, on s'en va aux conclusions, à la page  
25 9, Madame Blanchette, dans le bas de la page 9.

1       Alors, nous avons la conclusion où, le premier item  
2       - il y a plusieurs items - on nous parle que :

3                       Les gestionnaires doivent prendre des  
4                       mesures préventives en établissant un  
5                       système de prévention et de détection  
6                       de fraude, conflit d'intérêt,  
7                       collusion et fixation de prix.

8       Qu'est-ce que vous avez fait de cette  
9       recommandation-là qui vous est faite en novembre  
10      deux mille six (2006)?

11      R. En fait, j'ai rencontré monsieur Provost avec ce  
12      rapport. On en a discuté, je crois même, au mois de  
13      septembre avec la version préliminaire. Moi, dans  
14      mon expérience, c'est qu'il y avait comme des  
15      choses qu'on pouvait faire à l'interne, puis il y  
16      avait des choses - et vous m'excuserez là si je  
17      m'autoincrimine de cette façon-là, mais qui  
18      relevaient de la police là. Si les gens truquent  
19      des offres, si les gens sont en collusion ensemble  
20      au mépris des lois et des règles, moi comme  
21      fonctionnaire, je ne me sentais pas très bien  
22      équipé pour faire face à ça.

23                    Bon. C'était mon état d'esprit, peut-être  
24      pas bon, mais ce que je voulais dire, c'est que,  
25      nous, nous avons la responsabilité d'essayer

1 d'avoir des processus honnête, d'avoir des façons  
2 de faire qui se rapprochent des bonnes pratiques  
3 et, entre autres, c'était d'avoir des estimations,  
4 de faire connaître aux élus les estimations par  
5 rapport au montant des soumissions, de façon à être  
6 capable de prendre des décisions lorsqu'il y a des  
7 écarts. C'était d'arrêter de publier la liste des  
8 preneurs d'enveloppe parce que j'avais déjà vécu  
9 dans le passé une expérience où justement un de mes  
10 contrats avait été truqué et c'était... je m'étais  
11 aperçu qu'il y avait eu des appels répétés pour  
12 justement savoir qui était venu prendre des  
13 enveloppes.

14 Et il y avait la question de ne pas  
15 nécessairement publiciser notre estimation,  
16 notre... le montant de notre estimation par le bon  
17 de garantie qu'on va annoncer dans l'appel  
18 d'offres, donc c'étaient différentes mesures. Il y  
19 en a d'autres qui vont s'ajouter après.

20 Il y avait des recommandations là-dedans  
21 qui étaient plus avant-gardistes mettons, qui ont  
22 pris un peu plus de temps à se mettre en place,  
23 comme la déclaration de collusion à l'intérieur des  
24 soumissions, on le fera au début deux mille neuf  
25 (2009).



1                   Il y avait une recommandation qui était  
2                   impraticable à l'époque qui était de faire des  
3                   travaux en régie. Et encore une fois, je ne dis pas  
4                   ça pour m'en excuser là, mais le contexte dans  
5                   lequel je suis arrivé à la Ville de Montréal avec  
6                   les employés cols bleus était très difficile et il  
7                   aurait été impensable de se lancer dans l'embauche  
8                   de cols bleus et de commencer à faire des travaux  
9                   en régie interne. La situation a beaucoup évoluée,  
10                  les relations se sont améliorées avec les cols  
11                  bleus, peut-être que la chose est possible  
12                  maintenant.

13       Q. **[248]** O.K.

14       LA PRÉSIDENTE :

15       Maître...

16       Me PAUL CRÉPEAU :

17       Oui.

18       LA PRÉSIDENTE :

19       ... nous allons poursuivre cet après-midi.

20       Me PAUL CRÉPEAU :

21       Oui.

22       LA PRÉSIDENTE :

23       Merci.

24

25       SUSPENSION DE L'AUDIENCE

1 REPRISE

2

3 LA GREFFIÈRE :

4 Monsieur Claude Léger, vous êtes sous le même  
5 serment.

6 R. Oui.

7 Me PAUL CRÉPEAU :

8 Q. **[249]** Monsieur Léger, on s'est laissé avant dîner,  
9 on était en train de regarder les conclusions et  
10 les recommandations de monsieur Savard, de ses  
11 conclusions à la page 10 du document qui est  
12 toujours la pièce 486. Je veux juste les repasser  
13 rapidement avec vous. Alors, on faisait référence -  
14 on est en haut de la page 10 :

15 On a constaté qu'en deux mille cinq  
16 (2005), il y a tout simplement une  
17 poignée d'entreprises locales qui ont  
18 décroché la grande majorité des  
19 contrats

20 On faisait référence au fait que certaines grandes  
21 entreprises de l'extérieur ne soumissionnaient  
22 plus. On identifie des causes :

23 L'attribution du contrat repose sur le  
24 principe du plus bas soumissionnaire  
25 conforme

1           Étiez-vous d'accord, vous, avec cette conclusion-  
2           là? Est-ce que ça présentait un problème?

3       R. Bien, écoutez, on sait tous dans le domaine que le  
4       fait d'attribuer un contrat au plus bas  
5       soumissionnaire conforme, un, ça lie un peu les  
6       mains du donneurs d'ouvrage. Il a le choix de  
7       donner le contrat ou de le rejeter, puis quand il  
8       le rejette et il retourne en appel d'offres la  
9       deuxième fois, il n'est pas assuré toujours  
10      nécessairement d'avoir un meilleur résultat. Donc,  
11      c'est certain que l'attribution sur la base du plus  
12      bas soumissionnaire, ça peut être quelque chose qui  
13      est propice à du truquage d'offres.

14     Q. **[250]** O.K. Aviez-vous entendu parler à ce moment-  
15     là, à votre entrée en fonction ou, du moins, au  
16     mois de novembre deux mille six (2006), d'un  
17     phénomène où certains entrepreneurs auraient  
18     soumissionné très bas, gonflant les prix par la  
19     suite avec des faux extra?

20     R. Non.

21     Q. **[251]** O.K. On revient évidemment sur la question de  
22     l'absence d'un système de prévention et détection,  
23     vous nous en avez parlé tout à l'heure. Vous nous  
24     avez indiqué aussi qu'il n'était pas possible à ce  
25     moment-là de faire faire des travaux en régie.

1 R. Bien, en fait, ce que j'ai dit, c'est quand on a  
2 discuté, moi et monsieur Provost, de ce rapport,  
3 l'option de faire faire des travaux par des cols  
4 bleus était quelque chose qui n'était pas  
5 praticable. À l'époque, on se rappellera de la  
6 Parade des roses, il y avait eu toutes sortes de  
7 moyens de pression. La Ville n'était pas en très  
8 bons termes avec ses cols bleus. Ce que je vous ai  
9 dit, c'est que depuis, en tout cas, dans les années  
10 où j'ai été là, sans prendre aucun crédit, mais  
11 graduellement le climat de travail s'est amélioré.  
12 L'exécutif syndical aussi a changé ses pratiques.  
13 Ce qui fait que peut-être qu'aujourd'hui c'est  
14 quelque chose qui est envisageable.

15 Q. **[252]** O.K. On va sauter par-dessus la conclusion  
16 suivante qui fait référence à des entreprises qui  
17 font des estimations, entre autres, Macogep et...  
18 C'est Aquiluqs, l'autre, votre compétiteur  
19 aujourd'hui?

20 R. Luqus, L-U-Q-U-S.

21 Q. **[253]** Luqus. O.K.

22 R. Oui.

23 Q. **[254]** On va passer par-dessus, on verra un peu le  
24 rôle de ces entreprises-là plus tard. C'est la  
25 conclusion suivante :

1                   La Ville agit dans un environnement  
2                   qui n'est pas pleinement  
3                   concurrentielle pour les raisons  
4                   suivantes [...]

5       et là vous avez quatre ou cinq ou six points qui  
6       sont notés : le nombre limité de concurrents;  
7       l'intégration verticale horizontale avec les effets  
8       que monsieur Savard suggère à l'effet que ça a pour  
9       effet de bloquer l'accès à certains entrepreneurs à  
10      des marchés locaux; la zone géographique, ça va;  
11      « les réseaux sociaux qui sont bien établis  
12      relativement fermés ». Avez-vous demandé des  
13      explications à monsieur Savard à cet effet-là?

14    R. Je ne me rappelle pas si je lui en ai demandé.

15    Q. **[255]** O.K. On attire votre attention sur le fait  
16      qu'on fait affaire avec des clubs relativement  
17      sélects, des gens... C'est toujours le même groupe  
18      qui se tient ensemble, c'est le réseau social. Est-  
19      ce que vous avez pris des mesures pour tenter  
20      d'empêcher la collusion, à partir de cette méthode-  
21      là? En fait, c'est de façon plus générale, c'est  
22      toujours le même problème, on a peu d'entrepreneurs  
23      qui soumissionnent, ce sont toujours les mêmes,  
24      puis qui se rencontrent ensemble sur une base  
25      régulière. En étiez-vous, à part cette affirmation-

1           là dans le rapport de monsieur Savard, en étiez-  
2           vous informé?

3           R. Bien, non, je ne savais pas que les entrepreneurs  
4           se rencontraient ensemble sur une base régulière,  
5           là. Ça, je ne savais pas ça.

6           Q. **[256]** Ou les bureaux de génie-conseil.

7           R. Qu'ils se rencontraient ensemble?

8           Q. **[257]** Oui.

9           R. Non plus.

10          Q. **[258]** O.K.

11          LA PRÉSIDENTE :

12          Q. **[259]** Avant de poursuivre, est-ce que vous étiez au  
13          courant du rapport qui avait été fait par les  
14          quatre ingénieurs en deux mille quatre (2004)?

15          R. Non, Madame.

16          Q. **[260]** Monsieur Yves Provost ne vous en avait pas  
17          parlé?

18          R. Non, Madame.

19          Q. **[261]** O.K.

20          Me PAUL CRÉPEAU :

21          Q. **[262]** Et ça, je comprends que vous l'avez... vous  
22          en avez... ou, en fait, vous avez entendu le  
23          témoignage de monsieur Pourreaux ce matin.

24          R. J'ai pris connaissance du rapport de deux mille  
25          quatre (2004), je pense, dans vos travaux

1           antérieurs lorsqu'il a été question d'un rapport  
2           caché de deux mille quatre (2004). Et puis, j'ai  
3           pris connaissance du rapport quatre-vingt-dix-sept  
4           (97) et deux mille un (2001) lorsqu'il en a été  
5           question plus tôt cette semaine.

6           LA PRÉSIDENTE :

7           Q. **[263]** Qui, en fait, il apparaît qu'il n'était pas  
8           caché.

9           R. Qu'il apparaît qu'il n'était pas caché. C'était un  
10          arbre dans la forêt, il n'était pas caché. Non,  
11          mais un rapport à la Ville de Montréal avec les...

12          Q. **[264]** Oui, je comprends, mais il englobait beaucoup  
13          la forêt, ce rapport-là.

14          R. Oui, je l'admets, Madame la Présidente, mais  
15          lorsque vous arrivez dans ma fonction, si personne  
16          attire votre attention sur un rapport de deux mille  
17          quatre (2004), parmi les tonnes et les tonnes de  
18          documentation... Ce rapport de deux mille six  
19          (2006) n'en fait pas mention. Vous verrez, ça,  
20          c'est un problème, le suivi, la gestion  
21          documentaire. Le rapport de deux mille neuf (2009)  
22          dont vous avez parlé, que je n'ai malheureusement  
23          pas vu parce que j'étais parti au moment où il a  
24          été déposé, fait la trace de ces... on a la  
25          traçabilité de ces documents dans le rapport de

1       deux mille neuf (2009). Qu'est-ce qu'on n'a  
2       malheureusement pas ici, là. Ce n'est pas un  
3       reproche, là, c'est juste un constat.  
4       (14:08:36)

5       Me PAUL CRÉPEAU :

6       Q. **[265]** O.K. On va à la dernière conclusion. On vous  
7       dit, et c'est à la page 11, on dit, on vous suggère  
8       toute une série de pistes de solution, et dans la  
9       partie publique du rapport, avec les noms des  
10      personnes responsables, monsieur Marcil,  
11      monsieur... tous ceux qui sont responsables des  
12      différentes divisions, on vous suggère des pistes  
13      de solution et des choses à faire. Pouvez-vous  
14      traiter maintenant, de façon globale, des mesures  
15      que vous avez prises suite à la publication du  
16      rapport, et public, et la lettre confidentielle  
17      qu'on vous a remise?

18      R. Bon. La première chose que je peux dire, c'est que  
19      le contenu de la lettre confidentielle a été  
20      partagé avec monsieur Zampino pour l'en informer.  
21      Je ne peux pas vous dire si c'est au moment où j'ai  
22      le rapport préliminaire qui inclut l'information  
23      nominative ou si c'est au moment où je reçois la  
24      note confidentielle. Je ne peux pas vous en  
25      informer, mais je sais que le contenu a été partagé



1 et discuté avec lui.

2 Le rapport de vérification interne, les  
3 conclusions, recommandations, et caetera, ont été  
4 présentées au comité de vérification, je crois en  
5 deux mille sept (2007), à une séance du comité de  
6 vérification en deux mille sept (2007), août deux  
7 mille sept (2007), comme, semble-t-il, était la  
8 pratique. Les rapports de comité de vérification  
9 internes étaient présentés et discutés au comité de  
10 vérification.

11 Pour ce qui est des mesures, comme je vous  
12 disais, un des...

13 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

14 Q. **[266]** Vous avez dit que la lettre confidentielle a  
15 été partagée avec monsieur Zampino et discutée avec  
16 lui. C'est...

17 R. Oui.

18 Q. **[267]** Vous, vous étiez là lorsqu'on a...

19 R. Oui oui oui. C'est moi qui ai amené ça à monsieur  
20 Zampino.

21 Q. **[268]** Et comment monsieur Zampino a réagi?

22 R. Écoutez, je n'en ai pas une mémoire très claire,  
23 donc je ne veux pas... Je ne veux même pas affirmer  
24 que je lui ai remis une copie, parce que je n'en ai  
25 pas la certitude. Mais je me souviens qu'on regarde

1 la liste d'entrepreneurs et on discute de la  
2 situation, puis il y a... D'après moi, c'est la  
3 version complète avec les recommandations, mais  
4 avant qu'on ait les moyens du plan d'action.

5           Donc, moi, ce que je lui dis, c'est, « Bon,  
6 Monsieur Zampino, regardez, il faut qu'on travaille  
7 sur nos estimations, il faut qu'on s'assure qu'on  
8 est capable de détecter les cas qui sont des  
9 possibles trucages d'offres de soumissions. » Moi,  
10 dans mon expérience passée, on se servait beaucoup,  
11 justement, de la valeur de l'estimation pour  
12 établir s'il y avait quelque chose qui pouvait être  
13 anormal, mais on voit bien que ce n'est pas  
14 nécessairement suffisant, là. Je le réalise.

15 Q. [269] Vous avez dit... Vous avez dit que, bon, vous  
16 n'aviez pas connaissance que les entrepreneurs se  
17 réunissaient, ou les ingénieurs se réunissaient.

18 R. Non.

19 Q. [270] Mais est-ce qu'il y avait des rumeurs de  
20 possible collusion dans les contrats à la Ville de  
21 Montréal?

22 R. Bien, écoutez...

23 Q. [271] À ce moment-là, j'entends, quand vous avez  
24 discuté avec le vérificateur interne, ou bien non  
25 entre vous, ou avec monsieur Zampino. Est-ce qu'on

1 se dit, bon, peut-être qu'il y a quelque chose, là?

2 R. Oui. Moi j'ai toujours, comme je vous disais, été  
3 conscient du risque de trucage d'offres. Je vous  
4 disais que j'en avais été victime lorsque j'avais  
5 déjà fait des plans et devis dans ma pratique, puis  
6 je me suis aperçu qu'un groupe d'entre... ça fait  
7 fort longtemps, qu'un groupe d'entrepreneurs avait  
8 tenté de truquer la soumission qui découlait de mes  
9 plans et devis.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Q. **[272]** Alors, est-ce que vous avez fait quelque  
12 chose lorsque vous vous êtes aperçu que cela  
13 pouvait se faire?

14 R. Ça c'était il y a comme une vingtaine d'années,  
15 Madame. C'est ce que j'expliquais, là. L'événement  
16 auquel je réfère s'est produit il y a une vingtaine  
17 d'années. Lorsque...

18 Q. **[273]** Oui mais vous avez dit aussi...

19 R. Oui.

20 Q. **[274]** ... cet avant-midi, que vous aviez des  
21 indices, mais que ça appartenait plutôt à la police  
22 de s'occuper de ça.

23 R. Bien, en fait, ce qui était mon entendement, bon ou  
24 mauvais, c'est que comme donneur d'ouvrage, j'ai  
25 l'obligation d'essayer d'avoir de bonnes pratiques,

1 c'est-à-dire faire preuve d'intégrité, de ne pas  
2 favoriser des situations de trucage d'offres  
3 possible, c'est-à-dire de ne pas communiquer de  
4 l'information à des entreprises pour leur donner un  
5 avantage, ce genre de choses-là. Mais après, si les  
6 gens à l'extérieur, dans le marché, ne respectent  
7 pas les lois qui nous gouvernent, moi je me sentais  
8 un peu impuissant vis-à-vis cet élément-là.

9 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

10 Q. **[275]** Mais c'est parce qu'avant-midi vous avez dit  
11 il y avait des gestes que la Ville pouvait poser...

12 R. Oui.

13 Q. **[276]** ... qui est de son ressort, ça c'est une  
14 chose.

15 R. Oui.

16 Q. **[277]** Puis il y a des gestes qui relevaient de la  
17 police. Après le rapport, vous contactez le Bureau  
18 de la concurrence ou la Sûreté du Québec? Parce que  
19 vous aviez des...

20 R. Je...

21 Q. **[278]** ... des doutes suffisants, ou quoi,  
22 (inaudible)?

23 R. Je le ferai, Monsieur le Commissaire, sur un cas en  
24 particulier en deux mille neuf (2009). Vous allez  
25 dire que c'est un peu tard, j'en conviens.

1 Q. **[279]** Vous l'avez fait en deux mille neuf (2009),  
2 mais pas...

3 R. En avril deux mille neuf (2009) ou en mars deux  
4 mille neuf (2009), dans ce coin-là.

5 Q. **[280]** O.K. Mais à ce moment-là, mais en deux mille  
6 six (2006), quand vous discutez de ça, des rumeurs  
7 de possible collusion... Je ne parle pas d'un  
8 risque.

9 R. Hum, hum.

10 Q. **[281]** Un risque, c'est une chose, mais des rumeurs  
11 de possible collusion sur les contrats à la  
12 Ville...

13 R. Non, je ne l'ai pas fait. Je vous le dis.

14 Q. **[282]** Est-ce que vous en avez entendu parler, de  
15 rumeurs sur une possible collusion?

16 R. Écoutez, je...

17 Q. **[283]** En deux mille six (2006)?

18 R. Des rumeurs, ça serait quelqu'un me dit « Écoute,  
19 il y aurait une ru... » Tu sais... Non. Pas à ce  
20 moment-là.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Q. **[284]** Mais vous aviez le rapport de monsieur  
23 Savard?

24 R. Oui.

25 Q. **[285]** Vous aviez le rapport de monsieur Savard,

1           qui...

2           R. Ça, ça donne un indice que nos pratiques ne sont  
3           peut-être pas suffisantes pour, justement, essayer  
4           de nous prémunir contre des risques de trucage  
5           d'offres.

6           Q. **[286]** Mais c'est inscrit aussi, indiqué à son  
7           rapport, que le marché est...

8           R. Écoutez...

9           Q. **[287]** ... est fermé, parce qu'on nomme seulement  
10          quatre grands entrepreneurs ou entreprises qui...

11          R. Je ne voudrais pas me lancer dans un débat, parce  
12          que je pense que les conclusions sont vraies, puis  
13          on le voit aujourd'hui, on juge l'arbre à ses  
14          fruits, là. Je pense que les conclusions sont  
15          vraies.

16          Q. **[288]** Mais, à ce moment-là, vous jugiez que...

17          R. Mais, à ce moment-là, quand j'ai une page avec  
18          trente (30) entreprises qui ont soumissionné dans  
19          une année, là, moi, par rapport à mon expérience,  
20          je trouve ça quand même... il y a pas mal de monde,  
21          là. Puis si jamais on parle de trucage d'offres, ça  
22          veut dire que... je ne comprends pas comment ils  
23          font pour truquer ça, à trente (30), là.

24          (14:26:53)

25          Me PAUL CRÉPEAU :

1 Q. **[289]** D'autre part, quand on parle de... je  
2 comprends qu'il y a une trentaine d'entreprises  
3 mais on dit que ce sont souvent les mêmes trois  
4 groupes, le groupe Simard Beaudry avec Louisbourg,  
5 Construction Mirabeau et Pavage CSF, et Sintra et  
6 Pavages Moto qui remportent la majorité des  
7 contrats, en pourcentage et en valeur, là. Je veux  
8 dire, il y en a trente (30) mais c'est souvent les  
9 mêmes qui reviennent.

10 R. Bien, en fait, comme je vous l'ai expliqué,  
11 n'importe qui dans l'industrie ne sera pas surpris  
12 de voir sortir Louisbourg, Simard Beaudry parce que  
13 c'est les plus grosses, elles vont sortir en  
14 premier. Ils ont plus de capacités, ils ont plus  
15 d'hommes, ils ont plus de machineries, donc qu'ils  
16 sortent en premier, ce n'est pas étonnant. Le  
17 classement des trois autres, je ne suis pas  
18 certain... en tout cas, moi, à ce moment-là, que  
19 j'ai toute l'information pour être capable de tirer  
20 des conclusions, là. Honnêtement, là.

21 Q. **[290]** Mais il y a quand même plusieurs entreprises,  
22 et pas nécessairement celles qui sont mentionnées à  
23 la page 7 du rapport, qui ont grandi et grossi  
24 beaucoup, dans les années deux mille (2000), avec  
25 les contrats de la Ville de Montréal?

1 R. Ça, écoutez, vos travaux le démontrent, là.

2 Q. [291] Essentiellement, et c'est... peut-être faire  
3 suite à la question de madame la présidente, vous,  
4 votre position. Alors, là vous avez la position de  
5 monsieur Savard et vous nous avez indiqué que vous  
6 avez fait certaines remarques à monsieur Savard,  
7 peut-être sur la méthodologie et certains éléments  
8 qui étaient soulignés. Mais, vous, votre position  
9 face à ça, est-ce que ce rapport-là vous a  
10 convaincu qu'il y avait un problème sérieux à la  
11 Ville de Montréal?

12 R. Bien, en tout cas, ce rapport-là m'a convaincu  
13 qu'il fallait essayer d'améliorer nos pratiques du  
14 côté du site.

15 Q. [292] O.K. Du site, spécifiquement?

16 R. Bien, c'est là qu'est, dans le fond, le bureau de  
17 projets de la Ville, qui est responsable de ça.

18 Q. [293] Et c'est monsieur Provost...

19 R. Oui.

20 Q. [294] ... qui est à la tête de ce bureau-là.

21 R. Exact.

22 Q. [295] Monsieur Provost, lui, savez-vous s'il était  
23 d'accord avec ce rapport-là? Plus spécifiquement...

24 R. Bonne question.

25 Q. [296] ... est-ce que monsieur Provost vous a



1           indiqué qu'il n'était pas intéressé du tout par ce  
2           rapport-là puis c'est pour ça qu'il a demandé qu'on  
3           vous envoie la lettre confidentielle à vous?

4       R. Non, il ne m'a pas... je ne suis pas prêt à dire.  
5           Il ne m'a pas dit ça. C'est sûr que, quand j'arrive  
6           à la Ville, il y a énormément de priorités et de  
7           pression sur le service des infrastructures,  
8           transport et environnement. Puis je ne dis pas ça  
9           pour excuser monsieur Provost ou aucun des  
10          fonctionnaires, là, mais... mais l'administration  
11          réclame des travaux, des grues, des mises en  
12          chantier, des résultats. On est dans le deuxième  
13          mandat, le premier mandat a été un mandat où il y a  
14          eu beaucoup de consultations politiques, et  
15          caetera. Là les élus veulent de l'action, le plan  
16          de transport, ça presse, il faut sortir ça  
17          rapidement, c'est monsieur Provost qui a ça. Et il  
18          y a d'autres dossiers, dont je suis certain qu'on  
19          reparlera plus tard, où il y avait énormément de  
20          pression sur lui. Alors, ça c'est une affaire qui  
21          s'ajoute. Je vous ai parlé de la RASOP, excusez-  
22          moi, tantôt, là, si je reviens là-dessus, Revue des  
23          Activités Services et Programmes, c'est même devenu  
24          un verbe dans la fonction publique, « rasoper ».  
25          C'est la dernière chose dont les fonctionnaires

1       avaient besoin, cet exercice-là, mais il y avait  
2       une orientation, une exigence de la faire et de  
3       passer à travers cet exercice-là pour essayer de  
4       générer des pistes d'économies. Alors, vous mettez  
5       tout ça ensemble puis, à un moment donné, bien  
6       sincèrement, à travers l'ensemble de ce que, moi,  
7       j'ai sur mon tableau de bord, ça c'est un élément,  
8       ce n'est pas la priorité qu'on m'indique. J'aurais  
9       pu, moi, m'en faire la priorité absolue, je  
10      reconnais que je ne l'ai pas fait à ce moment-là,  
11      c'était un dossier parmi cinquante (50) dossiers.

12     Q. **[297]** Ce n'est pas la priorité qu'on vous a  
13      indique. Alors, la priorité, qui a déterminé la  
14      priorité... vos priorités?

15     R. Bien, écoutez, mes priorités sont, je l'expliquais  
16      tantôt, la revue des activités, services et  
17      programmes, c'est ce que l'administration Tremblay  
18      Zampino me donne. Le budget deux mille sept (2007),  
19      les grands dossiers comme le dossier de l'eau, le  
20      dossier des ÉCI, des compteurs, dont on va parler  
21      tantôt. Ça ce sont les priorités courantes.

22      (14:18:53)

23      LA PRÉSIDENTE :

24      Vous avez répondu un peu dans la question.

25      Me PAUL CRÉPEAU :

1 Je m'excuse.

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Q. **[298]** Non, mais c'est que la question qui vous  
4 était posée c'est qui vous a donné vos priorités?  
5 Qui a fixé vos priorités?

6 R. Le maire et monsieur Zampino. Je ne pourrais pas  
7 vous dire un plus que l'autre. Ils sont en symbiose  
8 sur la question des priorités. Monsieur le maire  
9 vient d'être réélu avec son équipe, il s'est retiré  
10 durant la période des Fêtes, il a produit un texte  
11 qui représente l'ensemble de ce qu'il aimerait  
12 réaliser et ce texte-là a été partagé avec quelques  
13 fonctionnaires. Et, dans ça, évidemment, on voit  
14 des réalisations et il y a beaucoup de projets, il  
15 y a beaucoup de choses, c'est très ambitieux.

16 Q. **[299]** Ce que vous dites c'est que c'est monsieur  
17 Tremblay qui s'est retiré pour écrire un texte?

18 R. Non, bien, durant ses vacances de Noël, ce que je  
19 comprends, je n'étais pas là.

20 Q. **[300]** Non, c'est monsieur Tremblay ou c'est...

21 R. Monsieur Tremblay.

22 Q. **[301]** ... monsieur Tremblay et monsieur Zampino?

23 R. Non, non, c'est monsieur Tremblay qui a...

24 Q. **[302]** C'est monsieur Tremblay. O.K.

25 R. ... écrit ça puis il revient avec ce qu'il aimerait

1 réaliser dans son deuxième mandat. Et je peux vous  
2 dire que la table est pleine.

3 Me PAUL CRÉPEAU :

4 Q. **[303]** O.K. Alors, la commande vient du maire  
5 Tremblay et de monsieur Zampino?

6 R. Et de monsieur Zampino. À tel point que, je crois  
7 que c'est en février deux mille sept (2007), donc  
8 peu de temps après, à un moment donné, moi, je dis  
9 au chef de cabinet, monsieur Stéphane Forget :  
10 « Écoute, ça n'a pas de sens, il y a trop de  
11 priorités, là, on ne sait pas, là. » Et ils ont  
12 organisé une journée, à Lachine, retraite fermée,  
13 les élus du comité exécutif, justement pour essayer  
14 de prioriser ce qui est vraiment important pour  
15 qu'on sache, dans le fond, quelle est la feuille de  
16 route de la fonction publique, qu'est-ce qu'on doit  
17 faire.

18 Q. **[304]** Sur cette... et on terminera avec ça, là.  
19 Mais sur ce rapport-là, particulièrement la lettre  
20 confidentielle, vous nous dites que vous en avez  
21 discuté avec monsieur Zampino. En avez-vous discuté  
22 aussi avec le maire Tremblay?

23 R. Non. Je l'admets, je n'en ai pas discuté avec  
24 monsieur Tremblay.

25 Q. **[305]** Et ça, c'est à l'époque...

1 R. Parce que j'en avais discuté avec monsieur Zampino.  
2 Pour moi, c'était l'administration Tremblay-  
3 Zampino.

4 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

5 Q. **[306]** Avez-vous l'impression que le maire, bon,  
6 vous arrivez avec une lettre, avec les réalisations  
7 qu'il veut avoir dans son deuxième mandat, que dans  
8 le fond l'intendance c'était, il la laissait à  
9 monsieur Zampino, mais lui c'était les  
10 réalisations, essentiellement?

11 R. Monsieur le maire...

12 Q. **[307]** Ou vous avez déjà senti le maire s'occuper un  
13 peu plus, là, du...

14 R. Je ne veux pas attaquer monsieur le maire parce  
15 que, honnêtement, j'ai beaucoup de respect pour  
16 lui, puis je pense qu'il avait un travail  
17 excessivement difficile à faire. Mais à l'époque de  
18 mon arrivée à la Ville, la phrase qui revenait  
19 souvent dans sa bouche c'était : « Monsieur Léger,  
20 moi je m'occupe du quoi, puis pour le comment allez  
21 voir monsieur Zampino. » Lui c'était le quoi. Et le  
22 comment, c'était monsieur Zampino. Donc, la façon,  
23 les « achalez-moi pas »... Excusez-moi, je ne veux  
24 pas dire ça comme ça, mais « voyez ça avec monsieur  
25 Zampino », qui était son bras droit.

1 Q. **[308]** Donc, ce genre de sujet-là, de gestion  
2 contractuelle en tant que telle, ce n'est pas un  
3 genre de sujet qui aurait allumé le maire? Vous  
4 n'auriez pas été porté à aller voir le maire là-  
5 dessus en premier?

6 R. Non, moi sur ce point-là, Monsieur Lachance...

7 Q. **[309]** C'est monsieur Zampino?

8 R. Je m'excuse, je ne vous ai pas laissé finir.

9 Q. **[310]** Non, non, allez-y.

10 R. Sur ce point-là, Monsieur Lachance, spécifiquement,  
11 là, ça c'est une erreur que j'ai faite. Ça fait  
12 partie du bilan que j'ai tiré quand je suis allé  
13 voir monsieur le maire pour lui donner ma  
14 démission. C'est une des choses que je ne lui avais  
15 pas donnée comme document.

16 Q. **[311]** Mais...

17 R. Bien, c'est parce que ça aurait peut-être pu aider  
18 à changer un peu le cours de l'histoire, peut-être,  
19 si monsieur le maire avait vu ce rapport de deux  
20 mille six (2006).

21 Q. **[312]** Et vous ne lui avez pas donné parce que vous  
22 pensiez qu'il ne... Pour vous, ce n'était pas  
23 nécessairement un sujet d'importance pour... Ce  
24 n'était pas dans son domaine? C'était dans le  
25 domaine de monsieur Zampino?

1 R. Oui, puis en même temps, c'était pour moi  
2 l'administration Tremblay-Zampino, et c'était  
3 comme... Je veux dire, il y avait une symbiose  
4 entre les deux. Donc, en parlant à un, on pouvait  
5 penser que ça équivalait à parler à l'autre.

6 (14:22:32)

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Q. **[313]** Aviez-vous l'impression que si vous parliez à  
9 monsieur Zampino, il vous était moins possible  
10 d'accéder à monsieur Tremblay par la suite pour  
11 essayer de voir son opinion à lui?

12 R. Je vous avoue que ça met le directeur général,  
13 quand je parlais du caractère bicéphale de la  
14 Ville, dans une situation délicate. Moi je ne  
15 voulais pas donner l'impression que j'allais  
16 bavasser à monsieur le maire sur des sujets dont je  
17 discutais avec monsieur Zampino. Ça fait que c'est  
18 pour ça que, à un moment donné, vous avez des choix  
19 à faire. Quand il va arriver des situations  
20 d'allégations de malversations, il n'y a pas de  
21 doute, ça a été instantané au bureau de monsieur  
22 Tremblay. Quand l'affaire d'Outremont arrive en  
23 juin deux mille sept (2007), c'est immédiat le coup  
24 de téléphone. Parce que des allégations de  
25 malversations, pour moi ça va directement au maire,

1           ça n'est même pas discutable.

2       Q. **[314]** Mais immédiat le coup de téléphone, vous avez  
3           appelé immédiatement le maire Tremblay?

4       R. Oui. Oui.

5       Q. **[315]** O.K. Mais vous avez dit au début que vous  
6           aviez des rencontres avec le maire et monsieur  
7           Zampino...

8       R. Oui.

9       Q. **[316]** ... régulièrement, à tous les lundis?

10      R. À tous les lundis matins, si ma mémoire est fidèle.

11      Q. **[317]** Oui. Et que vous parliez de dossiers?

12      R. Oui.

13      Q. **[318]** Alors, le rapport de deux mille six (2006),  
14           est-ce qu'il n'aurait pas été possible...

15      R. Je ne l'ai pas amené là. Le rapport de vérification  
16           interne a suivi les... j'appellerais ça les voies  
17           normales.

18      Q. **[319]** Mais ça c'était un rapport qui était  
19           important pour vous, là?

20      R. J'en conviens, Madame. Et comme je vous dis, dans  
21           mon bilan, ça a fait partie des choses que je me  
22           suis reproché.

23      Q. **[320]** O.K. Mais à l'époque, là, pourquoi est-ce que  
24           vous n'en parliez pas? Qu'est-ce qui vous faisait  
25           que vous...



1 R. Je ne peux pas, je ne peux pas vous répondre à  
2 cette question. Je ne le sais pas. Honnêtement, je  
3 ne le sais pas. Je l'ai regretté, mais je ne le  
4 sais pas.

5 Q. **[321]** Aviez-vous un mal à l'aise? Aviez-vous une...

6 R. Non, pas vraiment. Le rapport de vérification  
7 interne, regardez, j'avais dans mon système de  
8 suivi à peu près six cents (600) recommandations en  
9 marche d'un rapport de vérification générale, ça  
10 fait que ça c'en était un de plus, là. C'était un  
11 rapport de vérification. Ce que je dois rajouter  
12 également, c'est que j'ai rencontré aussi à la même  
13 époque le vérificateur général. Ma compréhension à  
14 cette époque-là, c'est que le vérificateur général  
15 et le vérificateur interne travaillent ensemble, se  
16 partagent les missions, pour ne pas regarder à la  
17 même place la même affaire. Au même moment où  
18 monsieur Savard fait ça, le vérificateur général  
19 fait une vérification sur les arrondissements.

20 Q. **[322]** O.K. Mais ce rapport-là, est-ce que c'était  
21 quelque chose qui vous préoccupait? Est-ce que le  
22 contenu du rapport vous le considérez préoccupant?

23 R. Moi je vais être franc encore une fois. Il était  
24 préoccupant comme tous les autres rapports de  
25 vérification générale que j'avais reçus ou que

1 j'avais en système de suivi depuis deux mille trois  
2 (2003), deux mille quatre (2004). Il y a des  
3 recommandations qui sont pendantes depuis deux  
4 mille trois (2003), deux mille quatre (2004), qui  
5 ne sont pas réalisées encore quand j'arrive.

6 Q. **[323]** Et est-ce que tous les rapports de  
7 vérificateurs, soit du vérificateur interne ou du  
8 vérificateur général, allaient sur la table du  
9 maire?

10 R. Les rapports de vérification générale sont déposés  
11 au conseil.

12 Q. **[324]** Oui.

13 R. Donc, ceux-là sont publics.

14 Q. **[325]** Direct, oui.

15 R. Les rapports de vérification interne s'en vont au  
16 comité de vérification. Et au comité de  
17 vérification, on retrouve monsieur Zampino,  
18 monsieur Forcillo. Le président est un membre  
19 externe, monsieur Harel, je pense, un comptable de  
20 formation. Il y a monsieur Jacques Fortin, l'ancien  
21 directeur général de la Société de transport de  
22 Montréal. Siègent aussi le directeur des finances,  
23 le vérificateur externe, le vérificateur général et  
24 le vérificateur interne, et moi-même. Alors, ce que  
25 moi, quand j'arrive à mon bureau, je m'informe

1           quelles sont les voies normales de ça, bien, c'est  
2           ce qu'on m'indique. Le vérificateur interne a un  
3           employé. Alors, monsieur Savard a un employé. Cet  
4           employé-là, c'est lui qui est chargé de faire les  
5           suivis des recommandations du vérificateur général  
6           et des recommandations de vérification interne. Ça  
7           a suivi le chemin...

8           Q. **[326]** Donc, ce que vous nous dites, c'est que c'est  
9           à peu près impossible que le maire n'ait pas eu  
10          connaissance de...

11          R. Non, c'est que monsieur le Maire ne siégeait pas au  
12          comité de vérification.

13          Q. **[327]** Oui. Mais... Alors ça, ça veut dire que si  
14          son entourage ne voulait pas lui présenter les  
15          rapports, il ne les avait pas.

16          R. C'est à peu près ça, oui. Effectivement. Et je  
17          reconnais que moi je ne lui ai pas donné moi-même.

18          Q. **[328]** O.K. Continuez.

19          Me PAUL CRÉPEAU :

20          Q. **[329]** Et pour clore sur cette question-là, vous  
21          comprendrez que cette... Vous dites c'est un  
22          rapport parmi tant d'autres, mais si on le met en  
23          application, si on est efficace, ça va permettre de  
24          sauver beaucoup d'argent. Montréal donne pour des  
25          centaines et des centaines de millions de dollars

1 de contrats par année. Si on a des mesures  
2 d'économies, si on rend le système plus compétitif,  
3 on va faire des économies majeures au moment où on  
4 vous demande, justement, de couper, couper, couper.  
5 Il y a une piste de solution de ce côté-là.

6 R. Oui, absolument. Regarde, je ne veux pas dire que  
7 je le prends à la légère. Mais monsieur Savard a ce  
8 rapport-là entre les mains depuis le mois de mai.  
9 Alors, s'il y a péril en la demeure, qu'est-ce qui  
10 se passe entre le mois de mai puis mon arrivée au  
11 mois d'août, pour que deux semaines après il vienne  
12 me voir en courant avec ce rapport-là? Alors je  
13 veux bien, là, mettons, avoir les épaules larges  
14 puis prendre ce qui me revient de part de  
15 responsabilité, mais il y avait du monde qui avait  
16 le portrait depuis quatre-vingt-dix-sept (97), deux  
17 mille un (2001), deux mille quatre (2004), qui  
18 reçoivent puis qui voient ce rapport-là au mois de  
19 mai, là. Le rapport préliminaire de monsieur Savard  
20 a été remis en mai deux mille six (2006) à monsieur  
21 Provost...

22 Q. [330] Oui?

23 R. ... et circulait donc à l'intérieur des officines  
24 de la Ville trois mois ou quatre mois avant que  
25 j'arrive.

1 Q. **[331]** Oui. Et pour que ces gens-là donnent leur  
2 consentement ou leur accord à prendre des mesures,  
3 chacun dans leur direction.

4 R. Oui, j'en conviens.

5 Q. **[332]** O.K.

6 R. C'est exact.

7 Q. **[333]** L'été se passe, et produit... Le rapport  
8 final est produit, contenant les engagements des  
9 différentes personnes en tête des directions.

10 R. Non. Quand moi j'arrive, quand moi j'arrive le  
11 quinze (15) août, ce qu'on me montre, c'est la même  
12 version qui circule depuis le mois de mai, là.

13 Q. **[334]** O.K.

14 R. Monsieur Savard, je pense, m'attendait à la porte  
15 quand je suis arrivé pour me remettre une copie du  
16 rapport du quinze (15) août, là.

17 Q. **[335]** O.K.

18 R. Du mois de mai, pardon.

19 Q. **[336]** O.K. Mois d'août, mois de septembre...

20 R. Oui oui.

21 Q. **[337]** On vous en... Avant qu'il soit publié en  
22 novembre, là, vous en avez pris connaissance, vous  
23 avez vu l'ensemble des problèmes?

24 R. Oui oui, je l'admets.

25 Q. **[338]** Et vous êtes le directeur général de la

1 Ville, il n'y a pas d'autre fonctionnaire plus haut  
2 que vous, les décisions se prennent à votre niveau.

3 R. C'est clair.

4 Q. **[339]** O.K.

5 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

6 Q. **[340]** Est-ce que je peux décoder que quand le maire  
7 vous dit « Moi je suis le quoi? Zampino est le  
8 comment? », on pourrait interpréter ça ainsi, à  
9 l'effet que je veux revitaliser une section du  
10 centre-ville, c'est moi qui décide ça, mais c'est  
11 Zampino qui décide tout de comment, les contrats  
12 que ça donne, c'est... Ça...

13 R. Bien, c'est comme ça que...

14 Q. **[341]** Ce n'est pas... Là vous n'allez pas voir le  
15 maire pour ça. Vous comprenez que c'est Zampino qui  
16 s'occupe de ça, là.

17 R. C'est comme ça qu'on l'interprète.

18 Q. **[342]** O.K.

19 Me PAUL CRÉPEAU :

20 Q. **[343]** O.K. Monsieur Léger, on va peut-être passer  
21 à... Vous avez parlé des grands dossiers qui ont  
22 marqué votre période à la direction.

23 R. Oui.

24 Q. **[344]** L'histoire du Faubourg Contrecoeur, ça se  
25 passe en partie au moment où vous êtes en place. On

1 ne refera pas l'histoire ici, on l'a entendue à  
2 plusieurs reprises, on sait les démarches qui ont  
3 été faites en deux mille quatre (2004), deux mille  
4 cinq (2005). Deux mille six (2006), on arrive à la  
5 période où il y a beaucoup de travail, on se  
6 prépare à faire les appels de qualification, on va  
7 faire des appels de qualification au mois de  
8 septembre, octobre deux mille six (2006).

9 R. Hum, hum.

10 Q. **[345]** Première question : quel était, à ce moment-  
11 là, quand vous entrez en place... Connaissez-vous  
12 monsieur Martial Fillion?

13 R. Non. Avant d'arriver, non.

14 Q. **[346]** O.K. Qui... Savez-vous dans quelles  
15 circonstances... Vous souvenez-vous dans quelles  
16 circonstances vous avez rencontré monsieur Fillion?

17 R. Oui. Quand je suis arrivé à la Ville au début du  
18 moi d'août, j'ai organisé systématiquement, je  
19 pense que ça m'a pris un mois, une rencontre avec à  
20 peu près tous les représentants de tous les  
21 organismes, commissions, sociétés paramunicipales,  
22 arrondissements, et caetera, qui existent, et j'ai  
23 rencontré monsieur Fillion à l'occasion d'une de  
24 ces rencontres-là.

25 Q. **[347]** O.K. Est-ce que, quand... Étiez-vous informé

1           avant de rencontrer monsieur Fillion de la nature  
2           du mandat que la SHDM avait eu relativement au  
3           développement de Faubourg Contrecoeur?

4           R. Non.

5           Q. **[348]** Qui vous en a informé?

6           R. Monsieur Zampino.

7           Q. **[349]** Monsieur Zampino.

8           R. Oui.

9           Q. **[350]** Avant que vous rencontriez monsieur...

10          R. Non, je dirais après. Je dirais après. Parce qu'au  
11          moment de la rencontre avec monsieur Fillion, à ma  
12          connaissance, je ne me rappelle pas qu'il ait été  
13          question de Contrecoeur à ce moment-là.

14          Q. **[351]** O.K. Et monsieur... Dans quels termes  
15          monsieur Zampino vous présente ça, le développement  
16          Faubourg Contrecoeur par la SHDM?

17          R. Bien, écoutez, ce que je comprends c'est que la  
18          Ville a déjà donné un mandat à la SHDM de faire un  
19          plan directeur pour développer le Faubourg  
20          Contrecoeur. Ça, je situerais peut-être ça à  
21          l'automne. Il y a, après ça, une présentation au  
22          comité exécutif qui est faite par la SHDM sur le  
23          plan directeur, puis qui va donner lieu à une  
24          reconfirmation de mandat.

25          Q. **[352]** À l'automne deux mille six (2006)?



1 R. Deux mille six (2006) toujours, oui.

2 Q. **[353]** Assistiez-vous, vous, aux travaux du comité  
3 exécutif?

4 R. Aux comités exécutifs, oui, j'étais présent.

5 Q. **[354]** O.K. Donc, vous avez vu la présentation faite  
6 par monsieur Fillion et des gens de la SHDM?

7 R. Oui, j'étais là.

8 Q. **[355]** O.K. Et à ce moment-là, le mandat était déjà  
9 donné à la SHDM?

10 R. Oui.

11 Q. **[356]** On a reconfirmé le mandat?

12 R. Exact.

13 Q. **[357]** O.K. Il est question de la vente des  
14 terrains.

15 R. Oui.

16 Q. **[358]** Les terrains appartiennent à la Ville de  
17 Montréal.

18 R. Oui.

19 Q. **[359]** Est-ce qu'on vous a informé, en fait, d'où  
20 venaient... l'historique de ces terrains-là? Qu'ils  
21 avaient été achetés au cours des années quatre-  
22 vingts (80)...

23 R. Non.

24 Q. **[360]** ... pour faire une réserve foncière?

25 R. Non. Je savais que ça avait servi de dépotoir à

1           neige pendant des années et des années, mais...

2       Q. **[361]** O.K. Connaissez-vous la valeur des terrains,  
3           de l'ensemble des terrains...

4       R. Pas au moment des discussions.

5       Q. **[362]** O.K. Quand on vous présente ce projet-là pour  
6           la première fois puis on vous dit c'est la SHDM qui  
7           va faire ce développement-là, quelle est votre  
8           réaction à ça?

9       R. Bien, si on se replace à l'automne, je vous dirais  
10           je n'ai pas vraiment d'opinion sur cette question-  
11           là. Ça peut être une volonté de la Ville de  
12           procéder par un véhicule semblable pour faire un  
13           projet de développement.

14      Q. **[363]** Par contre, on est déjà à l'appel de  
15           qualification ou presque, là. À l'automne deux  
16           mille six (2006), là, c'est l'appel de  
17           qualification et l'appel d'offres?

18      R. Ça, je n'en suis pas vraiment conscient, là, je  
19           l'apprendrai plus tard.

20      Q. **[364]** Vous l'apprendrez plus tard. Est-ce que je  
21           comprends que c'est un dossier que vous n'avez pas  
22           tellement suivi?

23      R. Dans cette période-là, à l'automne? Non.

24      Q. **[365]** O.K. Pourquoi?

25      R. Parce que ce n'était pas un dossier qui... comme je

1           vous disais, qui était à l'intérieur de mon champ  
2           de juridiction, il y avait un appel d'offres qui se  
3           déroulait en quelque part à la SHDM.

4       Q. **[366]** O.K. Mais le terrain vous appartient?

5       R. Bien sûr.

6       Q. **[367]** O.K. C'est un actif de la Ville de Montréal.

7       R. Oui.

8       Q. **[368]** Et, plus tard, on va vous demander de vous  
9           départir de cet actif-là?

10      R. Oui.

11      Q. **[369]** On va y revenir un petit peu à ça.

12           M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

13      Q. **[370]** Est-ce que vous étiez là lorsqu'on a fusionné  
14           la SHDM avec la SDM?

15      R. Oui, en fait, ça s'est passé au moment... la  
16           décision a été prise avant que j'arrive et je pense  
17           que le geste de la regrouper avec la SHDM et la SDM  
18           ça a été fait au moment où j'étais en poste.

19      Q. **[371]** Mais la décision a été prise avant votre  
20           arrivée.

21      R. Oui.

22           Me PAUL CRÉPEAU :

23      Q. **[372]** Alors, on est à la SHDM et la décision a été  
24           prise. Vous savez qu'il y a eu des opinions  
25           contraires.

1 R. Oui.

2 Q. **[373]** Si je vous parle spécifiquement de l'opinion  
3 de maître Charest, de votre contentieux?

4 R. Ah! l'opinion de maître Charest, non, je pensais  
5 que vous parliez de l'opinion de Joseph Farinacci.

6 Q. **[374]** Non, je parle des opinions... des opinions  
7 juridiques.

8 R. Sur?

9 Q. **[375]** Sur le processus de fusion.

10 R. Ah! O.K., vous êtes dans le processus de fusion. Je  
11 m'excuse.

12 Q. **[376]** Processus de fusion, on va rester au  
13 processus de fusion entre la SDM puis SHDM.

14 R. Oui, bien, en fait, quand... honnêtement, là, quand  
15 j'ai refait le fil de ce dossier-là, j'ai  
16 effectivement su qu'il y avait eu une opinion dans  
17 un sens de la part du contentieux et une autre  
18 opinion par un cabinet privé. Mais, à ce moment-là,  
19 je vous assure que je n'ai pas eu conscience de ça.

20 Q. **[377]** Et pourtant c'est le statut juridique de la  
21 SHDM...

22 R. Oui.

23 Q. **[378]** ... qui change de façon importante. Alors, la  
24 fusion, on avait à ce moment-là deux sociétés  
25 paramunicipales...

1 R. Hum hum.

2 Q. **[379]** ... qui ont été fusionnées sous une société à  
3 but non lucratif?

4 R. Oui, exact.

5 Q. **[380]** O.K. Maître Charest est la directrice du  
6 contentieux à ce moment-là?

7 R. Oui.

8 Q. **[381]** Maître Charest vous dit qu'on ne peut pas  
9 procéder de cette façon-là; est-ce que je résume  
10 bien l'opinion de maître Charest à ce moment-là?

11 R. Moi, écoutez, je n'ai pas discuté de la chose avec  
12 maître Charest. Je ne me rappelle même pas d'avoir  
13 lu son opinion juridique, j'en suis désolé, là. Je  
14 le sais, pour avoir étudié le dossier, qu'elle  
15 croyait que ce n'était peut-être pas la bonne façon  
16 de procéder, mais je ne pourrais pas m'aventurer  
17 sur les termes de son opinion.

18 Q. **[382]** O.K. D'autre part, il y a un autre avocat,  
19 d'un cabinet de Montréal, qui a été mandaté par...  
20 par la SHDM? Savez-vous...

21 R. Non.

22 Q. **[383]** ... qui l'a mandaté pour produire cette  
23 opinion...

24 R. Non.

25 Q. **[384]** Spécifiquement, l'opinion de maître Hétu, qui

1 dit qu'on peut procéder de cette façon-là. Ça, vous  
2 n'en avez pas entendu parler avant que ça se fasse?

3 R. En fait, moi, ce que je me rappelle c'est qu'il y a  
4 eu une discussion au comité exécutif sur la fusion  
5 et la façon de le faire. Les points de vue adverse  
6 ont été expliqués puis il y a une décision qui a  
7 été prise.

8 Q. **[385]** Qui a pris la décision?

9 R. Le comité exécutif, selon ma compréhension.

10 Q. **[386]** Est-ce que... O.K., on y reviendra. Alors, le  
11 comité exécutif a pris la décision : « On y va de  
12 cette façon-là. »

13 R. Oui.

14 Q. **[387]** Est-ce que vous y voyez un risque, vous, à ce  
15 moment-là?

16 R. Écoutez, ça va peut-être vous paraître curieux,  
17 mais j'ai réalisé, dans le fond, l'impact de ça par  
18 une discussion avec les avocats du contentieux,  
19 plus tard, en février deux mille sept (2007). Parce  
20 qu'avant ça, je ne voyais pas vraiment... je  
21 n'avais pas saisi ou je ne m'étais pas attardé à  
22 regarder finement la mécanique de procéder par un  
23 procédé plutôt que par l'autre.

24 Q. **[388]** La Ville de Montréal, c'est une créature  
25 provinciale, avez-vous...

1 R. Oui.

2 Q. **[389]** ... pensé à vous adresser au ministère des  
3 Affaires municipales?

4 R. Bien, écoutez, si ça avait... si ça avait effleuré  
5 mon esprit, c'est certain que je l'aurais fait.  
6 C'est certain que je me serais adressé au ministère  
7 des Affaires municipales. C'est bien sûr.

8 Q. **[390]** Et ça ne vous a même pas effleuré l'esprit  
9 d'aller vérifier auprès de l'autorité, le ministère  
10 des Affaires municipales, sur la légalité du  
11 processus?

12 R. Bien, écoutez, encore une fois, je veux bien être  
13 imputable de tout ce qui se passe à la Ville de  
14 Montréal, parce que c'est moi le directeur général,  
15 mais il y a plein de monde qui aurait pu me dire :  
16 « Monsieur Léger... », j'avais une bonne relation  
17 avec madame Charest, elle aurait pu me dire :  
18 « Écoute, oublie pas, il faut que tu ailles  
19 vérifier ça au ministère des Affaires  
20 municipales. »

21 Q. **[391]** Mais, à tout le moins, ça n'a pas... le fait  
22 qu'il y ait de l'opposition de votre directrice du  
23 contentieux, ça ne vous a pas amené l'idée de  
24 pousser plus loin vos démarches pour vérifier, pour  
25 protéger la Ville, toujours, en fait, là. Protéger

1        la Ville, de faire des démarches additionnelles  
2        pour s'assurer, justement, de la légalité du  
3        processus?

4        R. Bien, je peux juste vous dire ce que je viens de  
5        vous mentionner, je n'étais pas... à travers toutes  
6        mes autres fonctions, la mécanique fine par  
7        laquelle on regroupait les deux, je n'avais pas  
8        nécessairement saisi les enjeux juridiques de ça.

9        Q. **[392]** O.K.

10       R. Et je vous avoue que c'était quand même assez  
11       compliqué puis... je pourrais m'y retrouver si je  
12       lisais tous les textes de loi et les avis  
13       juridiques, là, mais ce n'était pas simple.

14       Q. **[393]** O.K. La mission des deux organismes, ça on va  
15       y passer rapidement, mais...

16       R. Oui.

17       Q. **[394]** ... il y avait une mission différente...

18       R. Absolument.

19       Q. **[395]** ... aussi bien à la SDM qu'à la SHDM?

20       R. Absolument.

21       Q. **[396]** Des missions assez opposées?

22       R. Bien, écoutez, « opposées »; encore une fois, ce  
23       que je comprends, à mon arrivée, c'est qu'on est  
24       dans une revue d'activités, services et programmes,  
25       on cherche à couper de l'argent, on veut



1 économiser. On a deux sociétés paramunicipales qui  
2 font à peu près la même chose, va-t-on dire, ce  
3 sont deux sociétés de nature immobilière. Une fait  
4 du développement, l'autre développe des complexes  
5 ou des unités résidentielles qu'elle loue. Bon. Et  
6 j'imagine, quelqu'un a eu l'idée de les fusionner  
7 ensemble pour n'en faire qu'une seule.

8 Q. **[397]** D'autre part, la SDM, c'est pour faire du  
9 développement économique?

10 R. Oui.

11 Q. **[398]** On va chercher à faire des profits?

12 R. Oui.

13 Q. **[399]** Et la SHDM c'est pour faire aussi du  
14 développement de logements sociaux, où on va même  
15 des fois travailler à perte?

16 R. Absolument.

17 Q. **[400]** O.K. Bon. Alors...

18 R. Et justement, et la SHDM, elle est déficitaire.

19 Année après année, il faut pomper de l'argent dans  
20 la SHDM, donc ça fait partie un peu d'un objectif  
21 de la rentabiliser.

22 Q. **[401]** Est-ce qu'il y avait, à votre connaissance,  
23 est-ce que vous avez connu ou entendu au comité  
24 exécutif d'autres motifs qui pouvaient supporter  
25 cette façon-là de procéder si rapidement pour la

1 fusion?

2 R. Bien, moi encore une fois, ce que je comprenais,  
3 c'était que l'objectif était de fusionner les deux  
4 le plus rapidement possible, que d'avoir à passer  
5 par une modification législative aurait pris  
6 plusieurs mois, puis que, à ce moment-là, le  
7 processus qui a été utilisé permettait d'y arriver  
8 plus rapidement, c'est-à-dire transformation en  
9 organisme à but non lucratif et regroupement de  
10 deux organismes à but non lucratif. Donc, c'était  
11 des opérations qui semblaient être plus rapides en  
12 procédant avec la Loi sur les compagnies, que de  
13 passer par un amendement législatif.

14 Maintenant, quand on parle de rumeurs, là  
15 je ne veux pas lancer des roches à personne encore,  
16 bien, certaines personnes semblaient dire dans le  
17 fond, bien, madame qui était là au niveau de la  
18 SDM, on cherchait peut-être à l'écarter. Mais je ne  
19 veux pas, encore une fois, nuire à sa réputation,  
20 je ne connais pas cette dame, je ne l'ai jamais  
21 rencontrée, je ne sais pas quelles étaient ses  
22 qualifications. Mais pour toutes sortes de raisons,  
23 je parle de rumeurs de corridors.

24 Q. **[402]** Des rumeurs de corridors ou des rumeurs de  
25 choses discutées assez ouvertement au comité

1           exécutif?

2           R. Non, pas devant moi, en tout cas.

3           Q. **[403]** O.K. Qui a trouvé le mécanisme pour faire  
4           cette fusion-là de cette façon-là, par le biais  
5           d'une société à but non lucratif?

6           R. Bien, mon souvenir c'est que c'est monsieur Robert  
7           Cassius de Linval qui a trouvé le mécanisme.

8           Q. **[404]** O.K. Bon. Alors, la fusion se fait, et c'est  
9           monsieur Fillion qui demeure le directeur général  
10          des deux organismes fusionnés?

11          R. Oui.

12          Q. **[405]** O.K. Monsieur Fillion, administrativement,  
13          relève de?

14          R. Du conseil d'administration de la SHDM fusionnée.

15          Q. **[406]** Connaissiez-vous les gens qui siégeaient à ce  
16          conseil d'administration-là?

17          R. À l'époque, non.

18          Q. **[407]** O.K. Qui les avait nommés?

19          R. Je présume que c'est le conseil de ville. Je ne  
20          sais pas.

21          Q. **[408]** Savez-vous si toutes les personnes nommées au  
22          conseil d'administration étaient des personnes  
23          nommées par la Ville?

24          R. Je ne me rappelle pas.

25          Q. **[409]** Mais il y en a au moins une majorité?

1 R. Ah oui, c'est certain que la Ville, d'après moi,  
2 nomme plus que la majorité des membres, là.

3 Q. **[410]** O.K. Quand vous êtes arrivé, alors, il y a  
4 déjà cette résolution-là et qui dit, en fait, la  
5 résolution, si je ne me trompe... vous me  
6 corrigerez s'il y a lieu, là, elle dit deux  
7 choses : nous allons fusionner les deux organismes  
8 et nous allons aussi prendre la décision de vendre  
9 le terrain, les terrains de Faubourg à la SHDM pour  
10 qu'elle les revende au promoteur?

11 R. Sans vouloir vous reprendre, est-ce que ce n'est  
12 pas deux résolutions différentes, la fusion puis la  
13 vente de terrains? Il me semble.

14 Q. **[411]** Je le demande, là.

15 R. Il me semble qu'il y a eu une fusion, c'était une  
16 chose.

17 Q. **[412]** Oui.

18 R. Ça, ça a été un dossier. Puis il y a eu après ça  
19 une présentation faite par la SHDM, après ou avant,  
20 je ne peux pas vous dire dans quel ordre, puis il y  
21 a dans cette résolution à quelque part, d'octobre  
22 deux mille six (2006), là, une décision de  
23 reconfirmer le mandat de maître d'oeuvre de la SHDM  
24 et de reconfirmer la cession des terrains à la  
25 SHDM.

1 Q. **[413]** O.K. Ça, ça relève de vous, ça c'est des  
2 actifs qui appartiennent à la Ville de Montréal?

3 R. Oui.

4 Q. **[414]** Quand il a été question de vendre des  
5 terrains à la SHDM, comment vous avez procédé pour  
6 en connaître la valeur, déterminer le prix de vente  
7 à la SHDM?

8 R. Bien, en fait, c'était, essentiellement à ce  
9 moment-là, c'était Joseph Farinacci qui était le  
10 directeur des transactions immobilières, qui était  
11 responsable sous monsieur Marc Tremblay de faire  
12 avancer cette transaction.

13 Q. **[415]** O.K. Alors, il était responsable de le faire.  
14 Et est-ce que monsieur Farinacci voulait la faire  
15 cette transaction-là?

16 R. Non, manifestement. En fait, je vous dirais, il a  
17 produit un sommaire décisionnel, je pense en  
18 décembre, pour un montant de quinze millions  
19 (15 M\$), mais je pense qu'il ne s'est jamais  
20 entendu avec Martial Fillion sur les conditions.

21 Q. **[416]** O.K. Sur les conditions. Parce que l'autre  
22 interlocuteur de monsieur Farinacci là-dessus  
23 c'était monsieur Fillion?

24 R. Exact.

25 Q. **[417]** Alors, quant à monsieur Farinacci, il a

1           établi la valeur de ce terrain-là à quinze millions  
2           (15 M\$)?

3           R. Dans le sommaire décisionnel de décembre, je pense  
4           que oui.

5           Q. **[418]** O.K. Et la position de monsieur Fillion, à ce  
6           moment-là?

7           R. Je ne sais pas à ce moment-là. Je n'en ai pas parlé  
8           avec lui à ce moment-là.

9           Q. **[419]** Ultimement?

10          R. Ultimement, c'était... Bien, en tout cas, après que  
11          la SHDM ait ouvert des soumissions, c'était dix-  
12          neuf millions (19 M\$) moins quatorze millions  
13          (14 M\$) de défalcation pour décontamination,  
14          travaux vibratoires, et caetera.

15          Q. **[420]** O.K. Et le petit profit qui va rester va être  
16          partagé entre la Ville puis la SHDM?

17          R. Oui. Puis ça, je pourrai vous l'expliquer.

18          Q. **[421]** O.K. Alors, il y a une bonne différence entre  
19          la position de monsieur Farinacci au début et le  
20          résultat à la toute fin?

21          R. Oui.

22          Q. **[422]** Alors, peut-être nous parler un petit peu de  
23          cette façon-là dont monsieur Farinacci vous a  
24          transmis son opposition et ce que vous en avez  
25          fait.

1 R. En fait, je suis même présent quand monsieur  
2 Farinacci exprime sa position à monsieur Zampino  
3 dans une réunion de comité stratégique immobilier.

4 Q. **[423]** Oui.

5 R. Bon. Juste pour reprendre un peu la chronologie des  
6 faits là, le comité exécutif décide, par  
7 résolution, de céder les actifs à un bras  
8 immobilier qu'on va appeler la SHDM. Moi, à  
9 l'époque, je n'ai pas d'à priori ni pour ni contre  
10 la SHDM, je ne connais personne à l'intérieur de  
11 ça. Et ce qu'on dit, dans mon esprit, c'est que  
12 « vos « terrains », entre guillemets, « terrains  
13 ville » sous la responsabilité du directeur général  
14 de la Ville et du directeur des transactions  
15 immobilières, nous souhaitons vous enlever la  
16 responsabilité de valoriser cet actif et le confier  
17 à un bras immobilier de la Ville qui s'appelle la  
18 SHDM » et on dit ça par résolution.

19 Dans mon esprit, on aurait pu rouler  
20 l'actif à l'intérieur de la SHDM, demander à la  
21 SHDM de maximiser le produit de la vente et, après  
22 ça, récupérer ces argents-là parce que la SHDM est  
23 sous contrôle de la Ville et que, de toute façon, à  
24 toutes les années, soit on verse une subvention  
25 d'équilibre parce qu'ils sont déficitaires ou on

1           peut récupérer les surplus s'il y en a.

2                       Ça fait que moi, dans ma tête, c'est comme  
3           ça que ça aurait dû se faire pour respecter la  
4           volonté du conseil municipal. Sauf que, un des  
5           problèmes, c'est qu'étant donné que c'est devenu un  
6           organisme à but non lucratif, les avocats du  
7           contentieux m'expliquent qu'on ne peut pas rouler  
8           l'actif, il faut faire une vente avec la SHDM. Et  
9           au moment où on fait la vente, les conditions que  
10          la SHDM a obtenues dans son appel d'offres sont  
11          connues. Donc, si on fait une vente à des  
12          conditions différentes que celles que la SHDM a  
13          obtenues dans son appel d'offres, on va créer soit  
14          un déficit ou soit un surplus à l'intérieur de la  
15          SHDM.

16                      On aurait pu dire « on vend vingt millions  
17          (20 M\$) à la SHDM », mais si la SHDM en retire cinq  
18          (5 M\$), au bout de l'exercice, ça va faire un  
19          déficit de quinze (15 M\$), puis elle ne pourra pas  
20          financer l'opération immobilière. Ça fait que  
21          c'était un peu ça mon raisonnement. Il est peut-  
22          être, encore une fois, quand on juge l'arbre à ses  
23          fruits, il n'est peut-être pas très... en tout cas,  
24          concluant. C'est peut-être une de mes plus grandes  
25          erreurs de ma carrière, je le reconnais, sauf que



1 j'ai une résolution qui dit « on va confier, à un  
2 bras immobilier de la Ville, la responsabilité de  
3 maximiser la valeur du terrain ».

4 Moi, ma perception, c'était que les gens à  
5 la SHDM avaient l'imputabilité et tous les moyens  
6 pour réussir cet objectif-là, aussi bien que les  
7 fonctionnaires de la Ville. Si c'était la volonté  
8 des élus, je ne voyais pas en quoi, moi, directeur  
9 général, je peux dire « écoutez, vous ne devez pas  
10 faire ça. » D'abord, c'était parfaitement légal.  
11 Bon. C'était un objectif légitime et donc je ne  
12 voyais pas en quoi, moi, je pouvais leur dire  
13 « bien non, vous ne ferez pas ça ou les conditions  
14 devraient être différentes », et caetera. C'était  
15 un peu...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. **[424]** Est-ce que je comprends qu'à ce moment-là  
18 vous présumiez de la bonne foi et de l'honnêteté  
19 des gens?

20 R. Oui, Madame.

21

22 Me PAUL CRÉPEAU :

23 Q. **[425]** Et vous laissez la SHDM déterminer les  
24 conditions de la vente. Par la suite, vous allez  
25 faire une transaction miroir de la Ville de

1 Montréal vers SHDM.

2 R. C'était ce que je pensais qu'il fallait faire  
3 compte tenu des décisions que le comité exécutif a  
4 prises. D'ailleurs, je vous l'ai souligné, une  
5 résolution semblable va être prise en deux mille  
6 huit (2008), avec à peu près le même libellé, en  
7 disant « on prend ces terrains-là, puis on les cède  
8 à la SHDM pour qu'elle en soit le promoteur  
9 immobilier ». Là on est rendu en deux mille huit  
10 (2008). Là c'est sûr que ma réaction, c'est « un  
11 instant là, on ne va pas se remettre dans la même  
12 situation qu'on a vécu dans le dossier  
13 Contrecoeur ».

14 Q. **[426]** Oui.

15 R. Mais - comment je dirais ça - c'est une résolution,  
16 il y a une obligation du directeur général de  
17 respecter les résolutions du comité exécutif. À  
18 moins que je dise là « écoute, ce n'est pas  
19 légitime ou ce n'est pas légal », je ne voyais pas  
20 comment je pouvais m'objecter à ça.

21 Q. **[427]** Là vous venez de faire un petit aparté là.

22 R. Oui, je m'excuse.

23 Q. **[428]** Quand vous dites « l'affaire de deux mille  
24 huit (2008) », est-ce que vous parlez du golf de  
25 l'île?

1 R. Oui, exact.

2 Q. **[429]** On va s'en reparler un petit peu plus tard.

3 R. Non, non, mais j'illustre pour dire que le procédé  
4 par lequel le comité exécutif demande ou confirme  
5 qu'un tiers va être maître d'oeuvre et va céder des  
6 terrains, c'est quelque chose qu'il a le loisir de  
7 faire.

8 Q. **[430]** O.K.

9 R. Et après, bien, comme fonctionnaire, on est pris  
10 avec cette situation.

11 Q. **[431]** Monsieur Farinacci...

12 R. Oui.

13 Q. **[432]** ... qui est votre employé...

14 R. Oui.

15 Q. **[433]** ... qui est responsable de la gestion de la  
16 vente des terrains, je ne dirais pas rien  
17 qu'excédentaire, mais des terrains de la Ville de  
18 Montréal, quant à lui n'est pas d'accord du tout  
19 avec les termes de cette vente-là.

20 R. Exact. Lui, il considérerait que c'étaient ses  
21 terrains et qu'il en retirerait un meilleur prix si  
22 lui-même les vendait, soit par appel d'offres ou au  
23 détail ou de la façon... Et il a probablement  
24 raison, sauf que le comité exécuté en a décidé  
25 autrement.

1 Q. **[434]** O.K. Et à ce moment-là, je vous ramène à  
2 votre entrée en fonction. La Ville est en crise  
3 économique, les affaires ne vont pas bien. On a  
4 besoin de revenus. Monsieur Farinacci vous dit « je  
5 suis capable, moi, d'en rentrer des revenus » et on  
6 parle de revenus supérieurs.

7 R. Oui.

8 Q. **[435]** Et ça, pour vous, ce n'est pas un indicateur  
9 qu'on peut faire mieux pour la Ville de Montréal?

10 R. Regardez, j'avais beaucoup de respect pour monsieur  
11 Farinacci. Je pense que c'était un bon négociateur.  
12 Il aurait probablement réussi à tirer plus de  
13 négociations de gré à gré sur ces terrains-là que  
14 par un appel d'offres public, mais c'était la voie  
15 qui avait été choisie.

16 Q. **[436]** O.K. Est-ce que monsieur Farinacci vous a dit  
17 spécifiquement qu'il considérait que la SHDM  
18 n'était pas compétente pour faire ce travail-là?

19 R. Pour relater ce que monsieur Farinacci m'a dit, lui  
20 n'avait pas confiance dans la SHDM, dans leur  
21 capacité de faire ça. Il n'avait pas... Il  
22 considérait que la SHDM n'appliquait pas  
23 nécessairement les meilleures pratiques.

24 Q. **[437]** O.K. Je comprends qu'il y a eu beaucoup de  
25 discussions, même à votre niveau, sur la valeur de

1           ces terrains-là.

2           R. Hum, hum.

3           Q. **[438]** Pour déterminer sa juste valeur. Vous avez  
4           parlé tout à l'heure, c'est des terrains qui ont  
5           servi de dépotoir à neige, on a parlé de  
6           décontamination. Il y a eu un débat sur la valeur  
7           exacte de ces terrains-là.

8           R. Oui.

9           Q. **[439]** O.K. Mais est-ce qu'il n'est pas exact aussi  
10          que le vrai débat portait beaucoup plus sur le coût  
11          à défalquer pour la décontamination?

12          R. C'est vrai. C'est exact.

13          Q. **[440]** En fait, les deux étaient liés ensemble, la  
14          valeur du terrain et le coût de défalcation?

15          R. Oui.

16          Q. **[441]** O.K. Est-ce que... Il n'y avait pas un  
17          problème au niveau légal? Monsieur Farinacci n'a  
18          pas attiré votre attention sur le fait qu'il y  
19          avait un problème au niveau légal, sur le fait que  
20          le carottage n'avait pas été fait? Alors, prendre  
21          des carottes à tous les... Là je ne sais pas si  
22          c'est aux cinq mètres ou aux dix (10) mètres ou aux  
23          vingt-cinq (25) mètres, là.

24          R. Ce n'était pas un problème au niveau légal. Selon  
25          lui, l'étude qui avait été faite, elle était trop

1           préliminaire, et une étude complémentaire devrait  
2           être faite. Ce n'était pas un problème légal, là,  
3           c'était plus un problème technique.

4       Q. **[442]** Problème technique. Et est-ce que vous avez  
5           demandé que ces études-là soient faites afin de  
6           déterminer une juste valeur du coût du terrain, ou  
7           du moins les coûts de décontamination?

8       R. J'ai demandé à Martial Fillion de faire des... J'ai  
9           demandé, je ne pouvais pas exiger, là, mais...

10      Q. **[443]** Oui?

11      R. J'ai fortement recommandé à Martial Fillion de  
12           faire des études complémentaires pour, justement,  
13           préciser les sommes à défalquer.

14      Q. **[444]** Pourquoi ce n'est pas la Ville qui l'a fait?  
15           Parce que la Ville est toujours propriétaire des  
16           terrains à ce moment-là?

17      R. Ah, parce que le mandat avait été confié à la SHDM,  
18           et c'est la SHDM qui le faisait.

19      Q. **[445]** Alors, la SHDM s'occupe déjà de déterminer la  
20           valeur du terrain...

21      R. Oui.

22      Q. **[446]** ... dont elle n'est pas propriétaire?

23      R. Absolument.

24      Q. **[447]** Et vous laissez la SHDM déterminer la valeur  
25           de vente et des coûts de décontamination.

1 R. C'était... C'était la volonté, à ce moment-là, de  
2 l'administration.

3 Q. **[448]** O.K.

4 (14:52:40)

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Q. **[449]** Oui mais vous, là, vous n'aviez rien à dire?

7 R. Écoutez...

8 Q. **[450]** Monsieur Farinacci...

9 R. On a eu...

10 Q. **[451]** ... vous allume les lumières.

11 R. Oui.

12 Q. **[452]** Monsieur Farinacci trouve que ce n'est pas  
13 quelque chose qui semble être... qui sent bon.

14 R. Hum.

15 Q. **[453]** Et vous le laissez aller quand même.

16 R. Bien, en fait, comme je vous l'expliquais, j'étais  
17 présent quand monsieur Farinacci a fait le débat  
18 devant monsieur Zampino pendant de longues minutes,  
19 et à la fin, la décision, elle a été maintenue.  
20 Alors, à moins...

21 Q. **[454]** Par monsieur Zampino?

22 R. Oui.

23 Q. **[455]** Est-ce que vous sentiez une certaine  
24 pression?

25 R. Pour être franc, oui.

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Q. **[456]** Pression de monsieur Zampino?

3 R. Pression de monsieur Zampino sur les fonctionnaires  
4 pour que cette transaction-là aille de l'avant.

5 Q. **[457]** Est-ce que monsieur Fillion, est-ce que  
6 vous... Connaissiez-vous la nature de la relation  
7 entre monsieur Fillion et monsieur Zampino?

8 R. Non. Je savais qu'ils se voyaient dans des  
9 rencontres statutaires à son bureau, mais ça  
10 s'arrête là.

11 Q. **[458]** O.K. Dans des rencontres statutaires, pas  
12 plus que ça?

13 R. Bien, ce que je comprenais, là.

14 Q. **[459]** O.K.

15 R. Il le rencontrait peut-être une fois par semaine.

16 Q. **[460]** Connaissiez-vous l'historique politique de  
17 monsieur Fillion avant d'arriver à la SHDM?  
18 L'ancien chef de cabinet...

19 R. Je savais simplement qu'il avait été chef de  
20 cabinet du maire. Je pense qu'il avait été chef de  
21 cabinet du ministre Claude Ryan, mais ça s'arrête  
22 là.

23 Q. **[461]** O.K. Alors vous sentez de la pression de  
24 monsieur Zampino sur les fonctionnaires pour que ça  
25 bouge, pour que ça bouge vite?



1 R. Oui.

2 Q. **[462]** O.K. Et est-ce que des arguments, les  
3 arguments comme ceux de monsieur Farinacci, qui dit  
4 que, « Écoutez, on peut aller chercher beaucoup  
5 plus d'argent pour ces terrains-là », tout ça, est-  
6 ce que c'est bien reçu, ça, par monsieur Zampino,  
7 ou c'est rejeté automatiquement?

8 R. C'est... C'est rejeté en disant, « Bien, la SHDM a  
9 fait un appel d'offres, elle est allée sur le  
10 marché, et la SHDM, c'est elle qui est mandatée  
11 pour faire la transaction et pour faire le  
12 développement. »

13 Q. **[463]** O.K. Bon. Alors finalement on passe... Vous  
14 passez par-dessus l'avis... Vous passez par-dessus  
15 l'avis de monsieur Farinacci?

16 R. Non. Je dirais l'administration a passé par-dessus  
17 l'avis de monsieur Farinacci.

18 Q. **[464]** O.K. D'autre part, c'est vous, c'est vous qui  
19 êtes chargé de l'appliquer, cette décision-là.

20 R. Oui.

21 Q. **[465]** Faire la vente, par la suite s'occuper de la  
22 vente.

23 R. Oui.

24 Q. **[466]** Est-ce que, normalement, ça n'aurait pas été  
25 le département...

1 R. Oui.

2 Q. **[467]** ... ou du moins sous la responsabilité de  
3 monsieur Farinacci de faire la vente, là?

4 R. Oui. Ça aurait dû. Maintenant, au moment où les  
5 faits se produisent, le directeur général adjoint,  
6 monsieur Tremblay, a quitté, et n'est pas remplacé  
7 encore. Monsieur Farinacci a quitté dans les  
8 circonstances qu'on... sûrement qu'on en parlera,  
9 et le troisième qui aurait dû être là à la place de  
10 monsieur Farinacci est en congé sabbatique.

11 Monsieur Chagnon. Donc, le service est assez  
12 dégarni, si je peux utiliser cette expression-là.  
13 J'ai fait nommer un directeur par intérim mais je  
14 ne me sens pas très à l'aise de faire porter, par  
15 ce directeur-là, la responsabilité, je prends sur  
16 moi de le faire.

17 Q. **[468]** Vous prenez sur vous de le faire.

18 R. Oui.

19 Q. **[469]** En fait, c'est peut-être aussi une solution  
20 pour s'assurer que ça se fasse rapidement, pour ne  
21 pas qu'il y ait d'autres blocages...

22 R. Non.

23 Q. **[470]** Non?

24 R. Pas vraiment, non. Je vous assure, non, ce n'est  
25 pas ma nature. C'était plutôt parce que je ne

1       voulais pas laisser ça à quelqu'un d'autre, je n'ai  
2       pas... je n'avais pas l'intention de me cacher en  
3       arrière d'un fonctionnaire. Il y avait une demande  
4       de l'administration de céder ça, ce que j'ai dit à  
5       monsieur Zampino, c'est : « Écoutez, nos services  
6       ne sont pas convaincus que le montant de  
7       défalcation est suffisamment précis. » La demande  
8       que j'avais c'était de défalquer quatorze millions  
9       (14 M), j'ai dit à monsieur Zampino : « Non. Nous  
10      allons adopter un acte d'achat dans lequel nous  
11      allons défalquer les coûts réels jusqu'à  
12      concurrence de quatorze millions (14 M). » Parce  
13      qu'aussi, dans mon expérience, c'était déjà arrivé  
14      que, malgré des estimations d'experts en  
15      décontamination de sol, des fois on sait quand on  
16      commence à creuser puis on ne sait pas toujours  
17      quand on finit, donc je me suis dit, bien, au  
18      moins, il y aura un plafond mais ce sera les coûts  
19      réels. Ça c'est dans la transaction Ville à SHDM.

20    Q. **[471]** Oui.

21    R. Pour nous assurer que ça suive, par la suite, dans  
22      la transaction SHDM à venir avec le tiers, bien, à  
23      ce moment-là, on a mis dans l'acte de vente une  
24      clause résolutoire qui obligeait la SHDM à  
25      transporter cette clause-là intégralement dans

1 l'acte de vente vis-à-vis le tiers. Ce qui fait que  
2 même si la transaction avait lieu en deux mille  
3 sept (2007), bien, si les coûts de décontamination  
4 étaient découverts en deux mille huit (2008), bien,  
5 à ce moment-là on avait la capacité de récupérer  
6 cet argent-là. On pouvait le récupérer par  
7 compensation, parce qu'il y avait d'autres sommes  
8 d'argent qui étaient pour être versées entre les  
9 parties. Il y avait les coûts vibratoires aussi,  
10 qu'on ne connaît pas tant que les bâtiments ne sont  
11 pas nécessairement construits, puis la  
12 configuration des bâtiments peut changer. Ça fait  
13 que si on attend d'avoir toutes ces réponses-là  
14 avant de fermer la transaction, ça va prendre  
15 énormément de temps.

16           Donc, moi, j'ai dit à monsieur Zampino :  
17 « Je n'accepterai pas de défalquer quatorze point  
18 sept millions (14.7 M). Je vais proposer plutôt un  
19 acte par lequel on va défalquer les coûts jusqu'à  
20 concurrence de quatorze millions (14 M) et obliger  
21 la SHDM à respecter ça dans sa transaction avec le  
22 tiers. »

23           Ce qui fait qu'à partir du moment où on a  
24 mis quelqu'un à la SHDM, comme monsieur Hébert, qui  
25 a veillé à défendre les intérêts de la SHDM, bien,

1           à ce moment-là il avait les outils pour récupérer  
2           les sommes qui étaient dues à la SHDM.

3       Q. **[472]** Et qui sont toujours litigieuses aujourd'hui?

4       R. Je l'admets, qui sont toujours litigieuses mais,  
5           comme je vous dis, je... c'est le compromis que  
6           j'ai pu obtenir.

7       Q. **[473]** Que vous avez pu obtenir. Alors, vous avez  
8           commencé la phrase en disant « j'ai dit non à  
9           monsieur Zampino », parce que monsieur Zampino,  
10          quant à lui, sa première position, il n'est pas  
11          exact, c'était : « On vend quatorze millions (14 M)  
12          moins les coûts de défalcation »?

13      R. Oui, c'était ça.

14      Q. **[474]** O.K. Et vous avez réussi à introduire cette  
15          mesure-là, là, qui vise à limiter le risque pour la  
16          Ville de Montréal?

17      R. Exact.

18      Q. **[475]** Est-ce que monsieur Zampino vous a dit qu'il  
19          avait discuté de cette question-là, du coût de la  
20          vente, avec monsieur Fillion?

21      R. Sûrement qu'il avait des discussions avec monsieur  
22          Fillion, je n'en doute pas.

23      Q. **[476]** Monsieur Zampino vous a-t-il indiqué, avant  
24          l'ouverture des soumissions, quelle entreprise il  
25          favorisait pour... comme promoteur pour...

1 R. Non.

2 Q. **[477]** O.K.

3 R. Non.

4 Q. **[478]** Monsieur Fillion vous a-t-il déjà donné des  
5 indications à l'effet qu'il savait ou qu'il y avait  
6 une entreprise qui était pressentie pour agir comme  
7 promoteur?

8 R. Pas avant les ouvertures de soumissions.

9 Q. **[479]** Pas avant l'ouverture des soumissions.

10 R. Non.

11 Q. **[480]** Est-ce que vous avez aussi demandé à la SHDM  
12 ou à monsieur Fillion de voir à... eux autres, de  
13 voir à faire faire des études sur le coût de  
14 décontamination?

15 R. Ce que j'ai dit à monsieur Fillion d'abord c'est  
16 qu'on défalquerait les coûts jusqu'à concurrence de  
17 quatorze point sept millions (14.7 M). Et,  
18 deuxièmement, le sommaire décisionnel indiquerait,  
19 très clairement, que les élus, en prenant la  
20 décision de céder les terrains à la SHDM, prenaient  
21 également la décision de responsabiliser la SHDM à  
22 cent pour cent (100 %) quant à la responsabilité de  
23 maximiser la valeur de ces terrains-là. Donc, j'ai  
24 dit à monsieur Fillion : « Le sommaire décisionnel,  
25 la résolution sur laquelle ça va être écrit noir

1 sur blanc, que c'est toi maintenant qui as la  
2 responsabilité de maximiser la valeur de ce  
3 terrain-là pour la SHDM et la Ville. Et donc, à ce  
4 moment-là, tu as la responsabilité soit entre les  
5 deux transactions... », parce qu'il y a eu un délai  
6 entre les deux transactions, là - parce qu'il y a  
7 eu un délai entre les deux transactions, là...

8 Q. **[481]** Hum, hum.

9 R. ... monsieur Fillion aurait pu, dans l'été deux  
10 mille sept (2007), faire une étude de  
11 caractérisation complémentaire, faire une  
12 négociation avec l'acheteur et déterminer que c'est  
13 six, sept, huit millions (6 M\$-7 M\$-8 M\$) qui va  
14 être défalqué. Et à ce moment-là, bien, il  
15 aurait... il serait résulté de ça un profit  
16 supplémentaire à partager.

17 Q. **[482]** À partager au bénéfice de la Ville de  
18 Montréal.

19 R. Et pourquoi « à partager »? Au bénéfice de la Ville  
20 de Montréal et à la SHDM. Et pourquoi le partager?  
21 Je le répète encore : la SHDM était déficitaire. À  
22 chaque année, il fallait pomper de l'argent dans le  
23 budget d'opérations de la SHDM. Ça, ça affecte  
24 l'équilibre budgétaire récurrent de la Ville. Donc,  
25 si la SHDM pouvait se générer une part de surplus,

1 un, je trouvais que ça pouvait faire un incitatif  
2 pour la SHDM de faire une bonne gestion de ça en  
3 disant « j'en garde une part, puis je vais être  
4 capable avec ça de me financer ». La Ville de  
5 Montréal, c'est toujours un peu la croix et la  
6 bannière pour obtenir des fonds à tous les ans. Et  
7 en même temps, pour moi, ou, en fait, pas pour moi,  
8 mais pour le cadre financier de la Ville, bien, ça  
9 me permettait peut-être de penser faire l'économie  
10 du un point cinq million (1,5 M\$) récurrent de  
11 déficit, là, je ne me rappelle plus le chiffre  
12 exact, que la SHDM faisait année après année.

13 Q. **[483]** O.K. Alors, vous cherchez des mesures de  
14 protection pour la Ville de Montréal, de  
15 responsabilisation pour la SHDM.

16 R. Oui.

17 Q. **[484]** Est-ce qu'on doit conclure qu'à ce moment-là  
18 votre opinion était faite, à l'effet que la SHDM  
19 n'était pas tellement compétente en la matière pour  
20 gérer un si gros dossier que ça?

21 R. En fait, ce que j'avais retenu des commentaires de  
22 monsieur Farinacci, c'est qu'il avait des doutes  
23 sur la façon de faire de la SHDM, sur la capacité  
24 de la SHDM. Je me sentais un peu lié avec la  
25 résolution et j'ai tenté au mieux de protéger les



1 intérêts de la Ville.

2 Q. [485] O.K. Le nom du soumissionnaire gagnant sort  
3 quelque temps après...

4 R. Oui.

5 Q. [486] ... Construction F. Catania...

6 R. Hum, hum.

7 Q. [487] ... qui, en passant, est une des entreprises  
8 qui est mentionnée dans la lettre confidentielle  
9 qu'on vous a remise quelques semaines auparavant.

10 R. Oui, ils sont dans la liste.

11 Q. [488] Ils sont dans la liste. Dans la liste et,  
12 comme vous dites, peut-être pour avoir travaillé  
13 déjà avec ces entreprises-là dans le passé, vous  
14 étiez assez au fait de l'existence de deux Paolo  
15 Catania, deux compagnies.

16 R. C'est... c'est vraiment particulièrement parce que  
17 monsieur Catania était un promoteur immobilier sur  
18 la Rive-Sud, sur le territoire de Longueuil parce  
19 que je n'ai jamais fait de travaux de construction  
20 comme ingénieur dans le passé avec Construction  
21 Frank Catania. Donc, c'est vraiment en raison de  
22 ça, je l'ai connu, comme je vous dis, quand je suis  
23 arrivé en poste à la Ville de Longueuil. Il avait  
24 déjà des terrains, il faisait déjà du développement  
25 dans l'ancienne Ville de Brossard qui était

1 fusionnée maintenant, c'est la seule et unique  
2 raison.

3 Q. **[489]** O.K. Alors, vous voyez l'entreprise gagnante,  
4 vous voyez le processus qui, à tout le moins, est  
5 discutable à la SHDM et la compétence des gens  
6 qui... qui font le processus. Ça ne commence pas à  
7 sonner un autre signal d'alarme?

8 R. Je n'ai pas scruté et étudié le processus de la  
9 SHDM. Je ne suis pas capable à ce moment-là de  
10 porter un jugement si c'est un bon processus ou un  
11 mauvais processus. Je n'ai pas... je n'ai pas  
12 examiné cette question à ce moment-là.

13 Q. **[490]** L'appel de qualification, l'appel d'offres,  
14 les aviez-vous vus?

15 R. Non.

16 Q. **[491]** O.K. O.K.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Est-ce que c'est un bon moment pour prendre une  
19 pause?

20 Me PAUL CRÉPEAU :

21 Ah! Oui.

22 (15:04:28)

23

24 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

25 REPRISE

1 LA GREFFIÈRE :

2 Q. **[492]** Monsieur Claude Léger, vous êtes sous le même  
3 serment.

4 R. Oui.

5 (15:30:50)

6 Me PAUL CRÉPEAU :

7 Q. **[493]** Alors, Monsieur Léger, on va reprendre. Et je  
8 veux juste faire un petit pas en arrière. On a  
9 parlé beaucoup du prix de vente du terrain de la  
10 Ville, les terrains Faubourg Contrecoeur, à la  
11 SHDM. Et il n'est pas exact qu'il y a eu... en  
12 fait, il y a eu une première fois un prix de vente  
13 établi à quatorze point huit millions (14,8 M\$) au  
14 mois de décembre deux mille six (2006), c'était le  
15 prix de vente prévu et que quand est venu le temps  
16 de... en fait, cette résolution-là qui devait être  
17 présentée au conseil municipal a été retirée.

18 R. Exact.

19 Q. **[494]** On est retourné par la suite établir un autre  
20 prix.

21 R. Ma compréhension, c'est que lorsqu'on revient la  
22 deuxième fois, c'est que là on connaît la  
23 proposition de l'acquéreur.

24 Q. **[495]** Oui, c'est ça.

25 R. Donc, c'est là qu'on fait la transaction miroir aux

1           mêmes conditions que la proposition de l'acquéreur.

2       Q. **[496]** Alors, le premier prix qui était à quatorze  
3           point huit millions (14,8 M\$), je vous rappelle là  
4           au vingt (20) décembre deux mille six (2006)...

5       R. Hum, hum.

6       Q. **[497]** ... le comité exécutif qui adopte la...  
7           approuve le principe de la vente de gré à gré à  
8           quatorze point huit millions (14,8 M\$).

9       R. Hum, hum. Oui.

10      Q. **[498]** Évidemment, il n'y pas de coût à ce moment-  
11           là, il n'y a rien de... rien concernant la  
12           défalcation qui est prévue.

13      R. Si ma mémoire est bonne, ça, ça représente  
14           probablement la valeur au rôle d'évaluation des  
15           terrains ou quelque chose comme ça.

16      Q. **[499]** O.K. Et cette résolution-là qui devait...  
17           dossier d'approbation de la transaction qui devait  
18           être sur le rôle, à l'ordre du jour du conseil  
19           municipal de la Ville de Montréal le vingt-six (26)  
20           février deux mille sept (2007) a été retiré et  
21           c'est plus tard...

22      R. Oui.

23      Q. **[500]** ... au mois de mars qu'on va négocier le prix  
24           final.

25      R. Oui, exact.

1 Q. **[501]** O.K. Au mois de mars, le contrat est signé,  
2 l'adjudication du contrat est faite...

3 R. Oui.

4 Q. **[502]** ... à Construction Frank Catania. Le prix de  
5 vente est connu au mois de septembre deux mille  
6 sept (2007) et l'acte de vente, je vous rappelle,  
7 le vingt (20) septembre deux mille sept (2007),  
8 acte de vente du site Contrecoeur à la HSDM pour un  
9 montant de dix-neuf point un millions (19,1 M\$).

10 R. Ça, vous parlez de la deuxième vente de la SHDM  
11 à...

12 Q. **[503]** Non, non. Celle de la vente de la Ville de  
13 Montréal.

14 R. Ah! O.K. C'est beau.

15 Q. **[504]** Alors, l'acte de vente.

16 R. Vous parlez de l'acte. O.K.

17 Q. **[505]** O.K. De la Ville de Montréal à la SHDM le  
18 vingt (20) septembre deux mille sept (2007). Et je  
19 vous indique qu'elle a été notariée le dix (10)  
20 octobre...

21 R. O.K.

22 Q. **[506]** ... deux mille sept (2007). Alors, on établit  
23 le prix de vente à onze... à dix-neuf point un  
24 millions (19,1 M\$), duquel on va déduire les sommes  
25 suivantes : onze millions (11 M\$) pour la

1           réhabilitation des sols; sept cent mille dollars  
2           (700 000 \$) pour la construction du talus  
3           acoustique et trois millions (3 M\$) pour les coûts  
4           d'architecte acoustique, ce qui nous... et en plus  
5           de ça, excusez-moi, un autre deux millions cent  
6           cinquante mille quatre cents (2 150 400 \$) pour les  
7           coûts reliés à la mise en valeur du terrain payé à  
8           la SHDM.

9                       Finalement, on vend le terrain dix-neuf  
10           point un millions (19,1 M\$), mais on en retire  
11           seize millions huit cent cinquante mille  
12           (16 850 \$), ce qui laisse un profit net, à première  
13           vue, de deux millions deux cent cinquante mille  
14           millions (2,250 000 \$). Est-ce que ça vous  
15           rappelle...

16       R. J'ai... bien, écoutez, j'ai eu de la misère à vous  
17           suivre là. Moi, ma compréhension, c'est que la  
18           vente, c'est dix-neuf point un (19,1 M\$) moins  
19           quatorze point sept (14,7 M\$), c'est-à-dire moins  
20           les coûts jusqu'à concurrence de quatorze point  
21           sept (14,7 M\$)...

22       Q. **[507]** O.K.

23       R. ... laissant un écart de l'ordre de quatre point  
24           six (4,6 M\$).

25       Q. **[508]** Quatre point six millions (4,6 M\$) duquel la

1 Ville va retirer des profits de soixante-dix pour  
2 cent (70 %).

3 R. Oui, mais étant donné, comme je vous l'expliquais,  
4 dans le fond, la SHDM fait partie...

5 Q. **[509]** Oui.

6 R. ... je ne peux pas appeler « périmètre comptable de  
7 la Ville » là, c'est...

8 Q. **[510]** Oui. O.K. Là vous me dites « il faut faire  
9 une transaction miroir ». Excusez-moi. On parle  
10 d'une vente de dix-neuf point un millions  
11 (19,1 M\$).

12 R. Oui.

13 Q. **[511]** Savez-vous à quel prix la SHDM a vendu à  
14 Construction Frank Catania?

15 R. Il me semble qu'il y a eu un cent mille (100 000 \$)  
16 d'écart que je n'ai jamais compris là, c'est dans  
17 le rapport de vérification, mais je n'ai jamais  
18 su...

19 Q. **[512]** À dix-neuf millions (19 M\$).

20 R. Oui, mais je n'ai jamais su la raison.

21 Q. **[513]** O.K. Est-ce que ça ne posait pas un problème  
22 à ce moment-là...

23 R. Oui, il aurait pu...

24 Q. **[514]** ... à votre théorie du miroir?

25 R. Oui, il aurait pu absolument y avoir un exercice de

1 la clause résolutoire, mais c'est... non, c'est...

2 Q. [515] O.K. Avez-vous eu des explications?

3 R. ... ça a apparu dans le rapport de vérification.

4 Q. [516] On est en octobre, on est au dix (10) octobre  
5 deux mille sept (2007) lorsque la vente se fait de  
6 la SHDM à Construction Frank Catania. On perd un  
7 cent mille dollars (100 000 \$).

8 R. Je m'excuse, non, je n'ai pas eu d'explication.

9 Q. [517] O.K. Vous n'en avez pas eu. Avez-vous cherché  
10 à en avoir?

11 R. Non, je n'en ai pas demandé.

12 Q. [518] Et est-ce que ça a été à votre  
13 connaissance...

14 R. Bien, en fait, « je n'en ai pas demandé », ce  
15 n'était pas à ma connaissance et je n'en ai pas  
16 demandé.

17 Q. [519] O.K. Et vous l'avez su juste à la toute fin.

18 R. Au moment de la vérification.

19 Q. [520] La vérification en deux mille neuf (2009).

20 R. En deux mille huit (2008).

21 Q. [521] Huit (08).

22 R. Après autant...

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. [522] Est-ce que ce n'était pas un petit peu de  
25 votre responsabilité de savoir où était rendu le



1 cent mille dollars (100 000 \$)?

2 R. Bien, comme je vous dis, la vente de la SHDM à  
3 Construction Frank Catania... Bon, regardez. Je  
4 n'ai pas fait de suivi dessus, personne ne semble  
5 avoir fait un suivi avant que ça sorte au niveau du  
6 rapport de vérification à l'automne deux mille huit  
7 (2008).

8 Q. **[523]** Et vous n'aviez pas de doute où était tombé,  
9 entre guillemets, le cent mille dollars  
10 (100 000 \$)?

11 R. Bien, pas à ce moment-là parce que j'ignorais qu'il  
12 y avait un écart de cent mille dollars (100 000 \$).

13 Q. **[524]** Mais quand vous l'avez découvert?

14 R. Ça doit être dans le rapport de vérification. Je ne  
15 sais pas qu'est-ce que c'est qui est arrivé avec  
16 ça.

17 Q. **[525]** O.K.

18 Me PAUL CRÉPEAU :

19 Q. **[526]** À votre connaissance, est-ce que des rapports  
20 étaient faits pendant cette période-là, deux mille  
21 sept (2007), deux mille huit (2008), est-ce que des  
22 rapports étaient faits par les gens du conseil  
23 d'administration à monsieur Zampino?

24 R. C'est une bonne question. Je ne le sais pas.

25 Q. **[527]** O.K. Avez-vous été informé, pendant cette

1 période-là, deux mille sept (2007), deux mille huit  
2 (2008), s'il y avait des irrégularités dans la  
3 gestion de l'ensemble du dossier à l'intérieur de  
4 la SHDM?

5 R. On a eu, en septembre, au mois d'août deux mille  
6 huit (2008), une rencontre au bureau de monsieur  
7 Claude Dauphin avec un des membres du comité de  
8 vérification de la SHDM, qui soulignait le risque  
9 d'irrégularités.

10 Q. **[528]** Et qu'est-ce que vous avez fait, qu'est-ce  
11 qui a été fait à ce moment-là?

12 R. Déclencher une vérification.

13 Q. **[529]** O.K. Qu'est-ce qui est arrivé avec monsieur  
14 Fillion?

15 R. Monsieur Fillion a été d'abord suspendu, à ma  
16 connaissance, et ensuite congédié.

17 Q. **[530]** O.K. Et il est exact que c'est à ce moment-là  
18 que vous avez envoyé monsieur Hébert, je pense?

19 R. Tout à fait.

20 Q. **[531]** Guy Hébert?

21 R. Oui.

22 Q. **[532]** Pour prendre la relève à la SHDM.

23 R. Oui, exact.

24 Q. **[533]** O.K.

25 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

1 Q. **[534]** Vous avez déclenché une vérification par qui?

2 Par...

3 R. En fait, il y a eu plusieurs vérifications qui se  
4 sont faites simultanément. Le comité de  
5 vérification en a déclenché une à l'interne, je  
6 crois le maire avait demandé au vérificateur  
7 général de la Ville aussi d'intervenir, donc il y a  
8 eu plusieurs équipes de vérification qui ont  
9 travaillé en même temps.

10 Q. **[535]** Mais vous, quand vous faites déclencher une  
11 vérification, vous faites allusion à la  
12 vérification par le comité de vérification?

13 R. C'est le comité de vérification de la SHDM qui  
14 vient informer monsieur Dauphin qu'il a découvert  
15 une irrégularité et qu'il entend déclencher une  
16 vérification.

17 Q. **[536]** O.K. Mais c'est... C'est le comité de  
18 vérification qui était dans son initiative de  
19 continuer sa vérification.

20 R. Exactement.

21 Q. **[537]** Mais ils en ont informé monsieur Dauphin et  
22 vous.

23 R. Exactement. Oui.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Q. **[538]** Mais est-ce que vous ne trouviez pas que dès

1 le moment où vous apprenez qu'il n'y a pas eu de  
2 rapport complémentaire d'effectué relativement aux  
3 carottes à être faites pour vérifier l'état de  
4 contamination du terrain, est-ce que vous ne  
5 trouviez pas que dès ce moment-là, où on voulait  
6 vendre le terrain rapidement, sans avoir d'étude  
7 complémentaire, ça commençait déjà à être  
8 suspicieux?

9 R. Bien, écoutez, je l'ai appris au moment de deux  
10 mille huit (2008), quand le comité de vérification  
11 a souligné les irrégularités.

12 Q. **[539]** Mais monsieur Farinacci vous avait dit qu'il  
13 ne fallait pas vendre tout de suite, parce que,  
14 tant et aussi longtemps que l'étude complémentaire  
15 n'était pas faite.

16 R. Monsieur Farinacci ne voulait pas céder  
17 immédiatement les terrains à la SHDM, aurait voulu  
18 prendre l'été deux mille sept (2007), ou une partie  
19 de l'été deux mille sept (2007) pour faire les  
20 vérifications, et monsieur Zampino demandait à ce  
21 que la transaction se fasse immédiatement, à charge  
22 pour la SHDM de faire les vérifications  
23 additionnelles. O.K.? Moi, comme je l'ai indiqué  
24 précédemment, sur la foi des, je dirais des  
25 réserves de monsieur Farinacci, j'ai bien fait

1           indiquer dans le dossier que c'était la SHDM qui  
2           assumait la responsabilité. Et je ne dis pas ça  
3           pour me laver les mains, sauf que moi j'estimais, à  
4           ce moment-là, que je ne pouvais pas être imputable  
5           de quelque chose que je ne contrôlais pas.

6           Me PAUL CRÉPEAU :

7           Q. **[540]** Sentiez-vous...

8           M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

9           Q. **[541]** Je voudrais juste revenir un peu sur la  
10          rencontre avec le membre du comité de vérification.

11          R. Oui.

12          Q. **[542]** Le membre du comité de vérification fait  
13          allusion qu'il y aurait peut-être des irrégularités  
14          dans le dossier du Faubourg Contrecoeur. Est-ce que  
15          c'est ça?

16          R. Oui. Au mois d'août deux mille huit (2008).

17          Q. **[543]** Bon. Et ce membre-là, c'est un membre  
18          externe, c'est un des membres du conseil  
19          d'administration?

20          R. Je crois que c'est monsieur Lavallée.

21          Q. **[544]** Et c'est un des membres du conseil  
22          d'administration?

23          R. Oui. C'est un des membres du conseil  
24          d'administration. Je pense que c'est un ancien  
25          fonctionnaire de la Ville. Des finances.

1 Q. **[545]** Et cet homme-là a appris qu'il y avait des  
2 irrégularités de quelle façon? Je m'intéresse au  
3 mécanisme de détection de ces choses-là.

4 R. Ça c'est une bonne question. Je ne sais pas si  
5 c'est en faisant la vérification des comptes de la  
6 SHDM, il s'est aperçu qu'il y avait des décisions,  
7 il faudrait que je relise le rapport, là, mais des  
8 décisions du conseil qui n'avaient pas été  
9 respectées intégralement, ou il n'y avait pas... ou  
10 il y avait eu, peut-être, des prêts qui n'auraient  
11 pas dû être faits, ou des choses comme ça.

12 Q. **[546]** Donc, à travers la vérification des états  
13 financiers...

14 R. Je ne pourrais pas l'affirmer.

15 Q. **[547]** ... où les vérificateurs auraient informé les  
16 membres du comité de vérification?

17 R. Je ne pourrais pas l'affirmer, là, je... je sais  
18 simplement que monsieur Lavallée... je pense que  
19 c'est Lavallée, était venu prévenir monsieur  
20 Dauphin de cette situation-là.

21 Q. **[548]** Et la nature des allégations c'était quoi?

22 R. Non-respect des résolutions du conseil  
23 d'administration, là, d'avoir agi sans  
24 nécessairement avoir toutes les délégations  
25 voulues. Si je me rappelle bien.

1 (15:41:32)

2 Me PAUL CRÉPEAU :

3 Q. **[549]** Est-ce que ça concernait la signature des  
4 chèques, ça?

5 R. C'est possible, Maître Crépeau, je ne pourrais pas  
6 l'affirmer avec certitude.

7 Q. **[550]** On va clore la question de Faubourg  
8 Contrecoeur. Est-ce qu'on sent, dans tout ce que  
9 vous nous dites, que vous n'avez pas aimé  
10 travailler dans ce dossier-là parce que vous n'en  
11 aviez pas le contrôle?

12 R. En fait, je trouvais qu'il était extrêmement  
13 difficile d'obtenir de l'information de monsieur  
14 Fillion. Et on m'obligeait, dans le fond, à  
15 transiger avec lui, là.

16 Q. **[551]** On vous obligeait, ça c'était la décision du  
17 comité exécutif?

18 R. Exact.

19 Q. **[552]** Et monsieur... il est exact que monsieur  
20 Zampino poussait pour que ça aille vite?

21 R. Oui.

22 Q. **[553]** O.K. Est-ce vous vous êtes enquis auprès de  
23 monsieur Zampino à savoir si c'était correct cette  
24 façon-là de faire?

25 R. Ce que... ce que j'ai dit à monsieur Zampino, je

1           pense que ça doit être en mars, c'est qu'il devrait  
2           prendre une distance par rapport au dossier et  
3           laisser les fonctionnaires travailler dans le  
4           dossier. Ce qu'il n'a pas fait.

5       Q. **[554]** Et vous parlez de mars, mars deux mille sept  
6           (2007)?

7       R. Oui.

8       Q. **[555]** Ça c'est au moment où on vient de choisir le  
9           promoteur?

10      R. À peu près.

11      Q. **[556]** Catania. O.K. Ça a été votre suggestion et il  
12           ne l'a pas retenue.

13      R. Exact.

14      Q. **[557]** Il est exact qu'il a continué, par la suite,  
15           à s'en occuper activement?

16      R. Oui.

17      Q. **[558]** De votre expérience de vos trois années à la  
18           direction générale, est-ce qu'il est exact de dire  
19           que c'est le dossier, peut-être avec les compteurs  
20           d'eau, ce sont les deux dossiers sur lesquels  
21           monsieur Zampino a passé le plus de temps, s'est  
22           intéressé... et qu'il a suivis de plus près?

23      R. Je dirais que oui.

24      Q. **[559]** Est-ce que vous avez su pourquoi il  
25           s'attardait tant que ça à ces deux dossiers-là?



1 R. Pas à ce moment-là.

2 Q. **[560]** O.K. L'avez-vous su depuis ce temps-là?

3 R. Bien, écoutez, il y a des choses qui sont de  
4 connaissance publique...

5 Q. **[561]** O.K., ce que vous suivez c'est les travaux de  
6 la Commission.

7 R. Exact.

8 Q. **[562]** Vous n'avez pas d'autres sources  
9 d'information particulières?

10 R. Non.

11 Q. **[563]** Si je vous demandais, de cette transaction-  
12 là, peut-être de conclure, qu'est-ce qui a marché  
13 puis qu'est-ce qui n'a pas marché correctement aux  
14 yeux du directeur général de Ville de Montréal?

15 R. Bien, écoutez, la minute qu'on a mis monsieur  
16 Hébert en poste, là, une situation qui était mal  
17 gérée et déficitaire est devenue bien gérée et  
18 profitable; la SHDM s'est mise à faire des surplus.  
19 Ce qui veut dire que, moi, je pense qu'avec les  
20 outils que la SHDM avait, avec une bonne volonté,  
21 une bonne gestion, elle aurait pu très bien faire  
22 un succès de ce projet-là. Elle avait, entre les  
23 mains, tous les outils pour réussir ou échouer.

24 Q. **[564]** O.K. Vous avez glissé, plus tôt ce matin, un  
25 mot à l'effet... vous avez dit : « Bon, il y avait

1           une autre transaction semblable à celle-ci, en deux  
2           mille huit (2008) », je vous ai demandé si on  
3           parlait du Golf de l'île?

4           R. Exact.

5           Q. **[565]** Dites-nous ce qu'il en est, qu'est-ce qu'est  
6           le dossier du Golf de l'île?

7           R. Je vous explique, puis je fais une histoire très  
8           courte, là. Dans les années... fin des années  
9           quatre-vingt-dix (90), l'ancienne Ville de Montréal  
10          fait une transaction ou fait un accord de  
11          développement avec un promoteur immobilier pour  
12          développer un site dans l'est, sur la rue  
13          Sherbrooke... entre la rue Sherbrooke et un ancien  
14          dépotoir qui appartient à la Ville de Montréal. Le  
15          promoteur va y développer un golf, qui s'appelle le  
16          Golf de l'île et va développer un projet  
17          résidentiel entre le golf et la rue Sherbrooke.

18                 Il est apparu des litiges, qui n'ont pas  
19          d'importance ici, là, entre l'ancienne Ville de  
20          Montréal et le promoteur et ces litiges-là ont  
21          perduré dans le temps et se sont retrouvés à  
22          l'intérieur de la nouvelle Ville de Montréal. J'ai  
23          appris, je pense que c'est au début deux mille huit  
24          (2008), par les fonctionnaires du service de la  
25          mise en valeur du territoire, que le dossier était

1 finalement réglé, le litige était finalement réglé  
2 avec le promoteur et que maintenant les terrains  
3 appartenaient à la Ville. Et, à ce moment-là, la  
4 discussion que nous avons eue avec les  
5 fonctionnaires de la mise en valeur du territoire  
6 c'est que, d'abord, on est mieux structuré pour  
7 aborder et faire de tels projets de développement  
8 qu'on ne l'était il y a quelques années, parce  
9 qu'on a mis en place une structure de gestion de  
10 projets plus efficace au niveau de la mise en  
11 valeur du territoire. Et qu'il pourrait peut-être  
12 être intéressant de faire ce développement-là nous-  
13 mêmes puis maximiser. Il y a des terrains qui ont  
14 déjà les services qui sont prêts à bâtir. Il y a  
15 d'autres terrains où il faut simplement ajouter les  
16 services. Puis en ajoutant les services, bien, on  
17 peut maximiser la valeur au pied carré de ces  
18 terrains-là.

19 Ça fait que c'est la recommandation des  
20 fonctionnaires de la mise en valeur du territoire.  
21 Je sais qu'on a une réunion au cours, peut-être du  
22 début deux mille huit (2008), où on parle de ça à  
23 monsieur Zampino comme un dossier parmi d'autres.  
24 Le litige est réglé, puis on pense que ça pourrait  
25 être une bonne idée de développer ce terrain-là. Ça

1           reste comme ça.

2       Q. **[566]** Ça reste comme ça. Et quand vous dites « on  
3           en parle », vous...

4       R. Monsieur Pierre Bernardin et moi, je pense, et  
5           monsieur Zampino.

6       Q. **[567]** Ah, vous lancez cette idée-là...

7       R. Comme ça.

8       Q. **[568]** ... c'est intéressant, des terrains à  
9           développer, c'est des taxes.

10      R. Oui, oui.

11      Q. **[569]** C'est intéressant pour la Ville.

12      R. Vendre des terrains avec des services, ça peut être  
13           très intéressant sur le plan financier, parce que  
14           ça vaut cher au pied carré.

15      Q. **[570]** Essayez de placer ça dans le temps. À peu  
16           près, le moment où vous êtes informé de ça et que  
17           vous en parlez avec monsieur Zampino?

18      R. Écoutez, ce serait facile de le savoir parce que je  
19           sais que c'est le Contentieux qui avait averti la  
20           Mise en valeur du territoire que le litige était  
21           réglé. Ça fait que la date où le litige s'est  
22           réglé, le Contentieux a sûrement ça dans ses  
23           dossiers. Mais je ne pourrais pas vous le dire.  
24           Mais c'est probablement quelque part en début deux  
25           mille huit (2008), j'imagine.

1 Q. **[571]** Entendez-vous parler de ce dossier-là à  
2 nouveau?

3 R. Non.

4 Q. **[572]** O.K. Ça reste comme ça?

5 R. Ça reste comme ça jusqu'à une séance du comité  
6 exécutif au mois de mai deux mille huit (2008). Je  
7 ne pourrais pas vous dire la date exacte. Où, là,  
8 il y a un dossier qui est en présentation. La SHDM  
9 est invitée puis elle vient présenter un plan de  
10 développement pour le Golf de l'île.

11 Q. **[573]** La SHDM arrive avec ça comme ça?

12 R. Oui.

13 Q. **[574]** En aviez-vous entendu parler?

14 R. Non.

15 Q. **[575]** Saviez-vous que la SHDM s'en venait?

16 R. Non.

17 Q. **[576]** Savez-vous qui en a parlé à la SHDM?

18 R. Aucune idée.

19 Q. **[577]** Bien, là, on va reprendre quelque chose que  
20 vous avez dit plus tôt. Ce matin, on a commencé à  
21 traiter de la question : Comment est-ce qu'un  
22 dossier arrive au comité exécutif?

23 R. Oui.

24 Q. **[578]** Alors, là, on a un exemple. Il y a un dossier  
25 qui arrive tout ficelé?

1 R. Non, il n'est pas ficelé. C'est un dossier en  
2 présentation. Il y a deux sortes de dossier qui  
3 arrivent au comité exécutif. Il y a ceux qui  
4 arrivent ficelés par la machine, le processus que  
5 je vous expliquais ce matin.

6 Q. **[579]** Oui.

7 R. Puis il y a ceux qui arrivent en présentation.  
8 Souvent, ils ne sont pas annoncés d'avance ou c'est  
9 juste annoncé que tel organisme ou tel  
10 fonctionnaire va venir faire une présentation au  
11 comité exécutif. Et, là, il y a une présentation.  
12 (15:48:10)

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Q. **[580]** Je voudrais juste savoir. Entre ceux qui sont  
15 ficelés et ceux qui sont pour présentation, est-ce  
16 qu'on peut présumer que ceux qui sont bien ficelés  
17 sont à votre connaissance?

18 R. Oui, ceux qui sont dans l'ordre du jour sont  
19 toujours à notre connaissance.

20 Q. **[581]** O.K.

21 R. On n'a pas beaucoup de temps pour les regarder,  
22 mais on les a vus.

23 Q. **[582]** Alors que ceux qui sont pour présentation?

24 R. Des fois, on n'a pas vu la présentation d'avance.  
25 Des fois, il y a juste un titre sur l'ordre du

1 jour.

2 Q. **[583]** Et la preuve, c'est que celui-là, vous, vous  
3 ne le saviez pas?

4 R. Bien, celui-là, on a eu la surprise en direct.

5 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

6 Q. **[584]** Au comité exécutif, est-ce que le maire  
7 assiste à toutes les rencontres?

8 R. Oui. À ma connaissance, oui, toutes.

9 Q. **[585]** Donc, quand vous dites qu'il y a des choses  
10 qui sont présentées au comité exécutif, on peut  
11 faire l'hypothèse que le maire nécessairement est  
12 au courant des choses qui sont présentées là?

13 R. Écoutez, avec la gouvernance que je vous expliquais  
14 tantôt, Monsieur le Commissaire, pas certain, parce  
15 que c'est le président du comité exécutif qui est  
16 le maître de l'ordre du jour. En principe, ça  
17 devrait, ça devrait avoir été discuté mais... Je  
18 vous mentionne ce fait-là, parce que, peut-être  
19 qu'on savait que la SHDM... écoutez, la mémoire est  
20 une faculté qui oublie, on en fait des choses dans  
21 une vie, peut-être que la SHDM était annoncée cette  
22 journée-là, peut-être que la SHDM était annoncée  
23 pour parler d'un projet de développement. Mais,  
24 moi, je vous assure que, comme fonctionnaire, je ne  
25 peux pas parler pour les autres, mais je ne savais

1 pas que, en sortant de ce comité exécutif-là, je me  
2 retrouverais avec une résolution qui dit de céder  
3 les terrains à la SHDM.

4 Q. [586] C'est allé plus loin que ce qui était prévu,  
5 si je comprends vos propos, par rapport à ce  
6 projet-là?

7 R. C'est que, en sortant, après la présentation, il y  
8 a eu une décision de confier le projet de  
9 développer le site du Golf de l'île à la SHDM. Au  
10 moins on avait une petite ligne qui disait « en  
11 partenariat avec le Service de la mise en valeur du  
12 territoire ». C'était déjà bien. Et de céder les  
13 terrains à la SHDM pour qu'elle puisse les  
14 revendre.

15 Q. [587] Donc, ce que je comprends de vos propos,  
16 c'est que c'est un projet qui était présenté, et  
17 vous appelez ça un dossier en présentation, mais  
18 dès la première fois qu'il a été présenté, il a  
19 terminé avec une résolution annonçant que c'était  
20 la SHDM qui était pour s'occuper de ça?

21 R. Ça a été la même chose en octobre deux mille six  
22 (2006), Monsieur le Commissaire, lorsque la SHDM  
23 vient sur le dossier Contrecoeur en présentation, à  
24 la fin, ils sortent avec une résolution qui  
25 reconfirme le mandat et qui demande de céder les



1 terrains.

2 Q. **[588]** Donc la même technique?

3 R. La même technique.

4 Q. **[589]** Des dossiers qui ne passent pas à travers le  
5 profil de dossier ficelé où plusieurs personnes...

6 R. Exact.

7 Q. **[590]** ... font leur opinion.

8 R. Exact.

9 Q. **[591]** On vient plutôt en dossier en présentation...

10 R. Oui.

11 Q. **[592]** ... mais dès la première séance, on finit  
12 avec une résolution.

13 R. Après ça, le huitième alinéa de l'article 114.1 de  
14 la Loi des cités et villes dit que le directeur  
15 général a l'obligation de faire respecter les  
16 décisions du conseil.

17 Q. **[593]** Donc, on contourne un peu une analyse de  
18 projet en venant endosser en présentation.

19 R. Bien, disons que ça nous place un peu devant une  
20 résolution plutôt que devant simplement une idée  
21 qu'on peut étudier puis documenter.

22 Q. **[594]** Mais ces projets de résolution-là ne sont pas  
23 présentés aux gens avant?

24 R. Regardez, je... Moi je vous dis, dans la majorité  
25 des cas, oui. Dans la majorité, lorsqu'il y a des

1 dossiers ficelés, la recommandation, elle est dans  
2 le dossier ficelé. C'est la recommandation qui  
3 devient la résolution que le greffe prépare.

4 Q. [595] Oui.

5 R. Dans les dossiers qui viennent en présentation,  
6 j'ai déjà vu des dossiers venir en présentation,  
7 là, puis c'est tout à fait correct et bien fait, on  
8 a un service qui est invité, qui vient présenter un  
9 projet, puis à la fin, la conclusion, c'est qu'on  
10 aime ça puis on vous mandate pour aller de l'avant,  
11 puis développer le projet, puis revenir avec  
12 quelque chose qui est mieux documenté.

13 Q. [596] Mais pas avec une résolution, c'est autre  
14 chose, là. C'est un encouragement à continuer le  
15 projet, mais pas avec une résolution du comité  
16 exécutif.

17 R. Bien, j'appelle ça une décision du comité exécutif,  
18 là. Cette décision-là, elle est dans le procès-  
19 verbal, elle est publique.

20 (15:51:53)

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Q. [597] Expliquez-nous donc comment ça s'est passé,  
23 cette réunion-là?

24 R. Bien, écoutez. De mémoire, monsieur Fillion est là,  
25 présente le projet du Golf de l'Île, ça semble être

1           en partenariat avec l'arrondissement Rivière-des-  
2           Prairies, qui ont un mot à dire au niveau du plan  
3           directeur, on va dire ça comme ça. Et puis il nous  
4           présente ça, puis ça finit en résolution.

5           Me PAUL CRÉPEAU :

6           Q. **[598]** Est-ce que quel...

7           R. Il y a un...

8           LA PRÉSIDENTE :

9           Q. **[599]** Qui pilote le dossier? Qui...

10          R. Monsieur Fillion.

11          Q. **[600]** O.K. Et qui est, à ce moment-là, en charge de  
12          la SHDM?

13          R. Monsieur Fillion.

14          Q. **[601]** Monsieur Fillion?

15          R. Oui. Bien sûr.

16          Q. **[602]** O.K. Alors donc, on vous pré... Mais... On  
17          doit... Combien de temps a duré la réunion?

18          R. Ah, la présentation...

19          Q. **[603]** La présentation?

20          R. Elle a duré peut-être cinq ou dix (10) minutes. Je  
21          ne sais pas. Ça n'a pas dû être très long, là.

22          Q. **[604]** Donc, ils vous ont simplement dit « On a un  
23          projet de golf... »

24          R. Non non, mais on a... On a un comité exécutif qui  
25          est planifié pour une couple d'heures, là. Je veux

1       dire, quelques heures, puis il y a un agenda, puis  
2       avant les dossiers réguliers, il y a des dossiers  
3       qui viennent en présentation. Il peut y en avoir  
4       un, deux, trois, quatre, cinq. Donc, il y a un  
5       ordre, les fonctionnaires attendent dans  
6       l'antichambre, que ce soit leur tour, ils viennent,  
7       ils présentent leur dossier en présentation.

8               Donc, dans ce cas-là, moi je me souviens,  
9       on est là, je regarde monsieur Bernardin, « Es-tu  
10      au courant de ça? - Non. » On se demande.

11      M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

12      Q. **[605]** À la fin de la présentation, il y a quelqu'un  
13      qui dit, « Bon, voici la résolution que le comité  
14      exécutif va prendre. » C'est monsieur Zampino qui  
15      prend cette initiative-là?

16      R. Écoutez...

17      Q. **[606]** Ça n'a pas été vous?

18      R. Sous serment, je n'oserais pas avancer ça. Mais je  
19      regarde ce que je trouve dans les procès-verbaux,  
20      puis il y a effectivement une résolution qui a été  
21      sortie. En fait, pour vous préciser ça de façon  
22      très très claire, c'est que c'est en préparant, je  
23      pense que c'est l'année passée, je me souviens que  
24      je faisais une recherche, je suis tombé sur une  
25      découpage de presse qui parlait que la Ville avait

1 rescindé deux dossiers. Puis là je me suis dit,  
2 oup!, deux dossiers. Là je suis allé fouiller ça,  
3 et effectivement il y avait eu deux résolutions qui  
4 donnaient des mandats à la SHDM, une pour le Golf  
5 de l'île, et l'autre pour des anciens ateliers de  
6 la STM dans Rosemont.

7 Donc, la SHDM avait reçu, à peu près dans  
8 le même mois de mai deux mille huit (2008), deux  
9 mandats semblables de mettre en valeur des  
10 propriétés. Mais celui du Golf de l'île, je m'en  
11 souvenais particulièrement, parce qu'on n'avait pas  
12 été... Disons qu'on avait été pris un peu par  
13 surprise par l'arrivée de ce dossier-là au comité  
14 exécutif.

15 Q. **[607]** Mais juste pour que je comprenne bien, est-ce  
16 que, quand vous êtes en séance du comité exécutif,  
17 là, et là on termine la présentation du Golf de  
18 l'île.

19 R. Oui.

20 Q. **[608]** Il y a quelqu'un qui dit « On va faire une  
21 résolution pour permettre... »

22 R. Ça, quelqu'un va dire...

23 Q. **[609]** En pleine séance, là.

24 R. ... « On confirme le mandat de la SHDM de  
25 développer ce site-là, puis... » Il y a quelqu'un

1           qui dit ça, puis les autres acquiescent.

2       Q. **[610]** Bon. Et donc, mais il n'y a pas de  
3           formulation précise de la résolution, c'est plus  
4           tard que vous voyez la résolution.

5       R. C'est quand le greffier va formuler ça sur papier  
6           qu'on va voir le texto de la résolution.

7       Q. **[611]** Après la réunion.

8       R. Le verbatim. Après, oui, effectivement.

9       Q. **[612]** Après la réunion. Donc il pourrait, à la  
10           limite, ne pas y avoir eu vraiment de grande  
11           entente au comité exécutif de faire une résolution,  
12           puis vous, le greffier, quand vous lisez le procès-  
13           verbal, là vous voyez la résolution.

14      R. Ça pourrait, à la limite, être ça, là. Remarquez  
15           que ça... Je ne veux pas trop m'avancer sur les  
16           processus du greffe, étant donné que ce n'est pas  
17           mon champ de spécialité. Peut-être que le greffe a  
18           distribué un projet de résolution. C'est des gens  
19           très rigoureux qui, habituellement, font les choses  
20           comme il faut.

21      Q. **[613]** Oui mais vous, vous êtes directeur général.  
22           Vous ne recevez pas les projets de résolution?

23      R. Pas dans ce cas-là, Monsieur le Commissaire. Je  
24           vous l'assure.

25      Q. **[614]** Mais est-ce que vous les receviez, parfois,

1 les projets de résolution?

2 R. On voyait... Non. Ce qu'on voit, c'est les dossiers  
3 pour le comité exécutif avec les...

4 Q. **[615]** Les recommandations qui se transforment en  
5 résolution?

6 R. Avec les recommandations qui se transforment en  
7 résolution éventuellement.

8 Q. **[616]** Mais donc, il arrivait donc, il y avait des  
9 résolutions dont le projet, le texte projet, ne  
10 vous était pas présenté.

11 R. Absolument.

12 Q. **[617]** Notamment pour celui-là.

13 R. Absolument.

14 (15:55:40)

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Q. **[618]** Puis vous aviez les mains liées, vous ne  
17 pouviez pas refuser de signer ça.

18 R. Je ne signalais pas. En fait...

19 Q. **[619]** Ou d'approuver?

20 R. Non, je n'approuvais pas non plus. C'est qu'une  
21 résolution va lier le directeur général, en vertu  
22 de la Loi sur les citées et villes. Alors, dans vos  
23 recommandations, Madame, puis je ne veux pas...  
24 mais peut-être il faudrait peut-être revoir ce  
25 régime.

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Q. [620] Vous êtes lié?

3 R. Oui.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Q. [621] Mais vous avez dit donc, plus tôt, que vous  
6 vous êtes rendu compte que ça ne se passerait pas  
7 deux fois de la même manière.

8 R. Bien, en fait...

9 Q. [622] Alors, qu'est-ce que vous avez fait?

10 R. Bon. Les choses sont allées assez rapidement, on  
11 parle de mai deux mille huit (2008), on sait tous à  
12 quelle vitesse la Ville va. Monsieur Zampino quitte  
13 à la fin de juin deux mille huit (2008) et, bon, là  
14 c'est l'été. Arrive ce qui est arrivé à l'automne  
15 deux mille huit (2008). Et je me demande si ce  
16 n'est pas moi qui ai dit : « Regarde, il y a peut-  
17 être des résolutions qu'on devrait rescinder »,  
18 mais je ne voudrais pas m'avancer sur ce point-là.  
19 Mais on savait qu'il y avait deux résolutions qui  
20 avaient été données à la SHDM, je pense que j'en  
21 avais parlé avec monsieur... oui, j'en avais parlé  
22 avec monsieur Hébert puis monsieur Hébert a dit :  
23 « Claude, on ne peut pas, dans les circonstances,  
24 s'occuper de ça. On en a plein nos bottes avec ce  
25 qu'on a déjà sur la table. Donc, on va rescinder



1           ces résolutions », et c'est ce qui a été fait.

2           Me PAUL CRÉPEAU :

3           Q. **[623]** Et c'est mort comme ça?

4           R. Oui.

5           Q. **[624]** O.K. J'ai compris qu'à ce moment-là, quand  
6           vous dites : « Il ne peut pas se produire la même  
7           chose que dans l'autre dossier », vous faites  
8           allusion à la façon... à la vitesse éclair et la  
9           façon dont les dossiers sont présentés...

10          R. Bien, moi... écoutez, là, ça m'avait coûté un  
11          fonctionnaire de calibre, ça avait été très dur  
12          dans l'organisation tout cet épisode...

13          LA PRÉSIDENTE :

14          Q. **[625]** Vous parlez de monsieur Farinacci?

15          R. Absolument. Je ne voulais pas revivre ça, psycho-  
16          drame-là, une deuxième fois.

17          Me PAUL CRÉPEAU :

18          Q. **[626]** Mais on vous met, encore une fois, devant les  
19          faits accomplis, là.

20          R. Oui.

21          Q. **[627]** Ça arrive, présentation, résolution...

22          R. Oui.

23          Q. **[628]** ... et on va céder les terrains pour la  
24          revente par la SHDM?

25          R. Exact.

1 Q. [629] Déjà, à ce moment-là, étiez-vous au courant  
2 de la façon dont on avait... non, laissez faire, on  
3 y reviendra. Alors, ce dossier-là, vous l'avez vu  
4 passer. Et ça m'amène, justement, parce que vous  
5 parlez des recommandations à faire, là, vous nous  
6 avez dit de quelle façon ces dossiers-là arrivent  
7 au comité exécutif. Vous avez combien de temps,  
8 comme directeur général, pour vous... le comité  
9 exécutif c'est le mercredi?

10 R. Oui.

11 Q. [630] Comptez à rebours, là, à reculons...

12 R. Oui.

13 Q. [631] ... quand est-ce que vous êtes informé du  
14 contenu des dossiers?

15 R. Si on fait le compte à rebours, le comité exécutif  
16 est le mercredi, le lundi... pour être précis, le  
17 mercredi matin, avant le comité exécutif, le d.g.,  
18 moi-même, j'ai une réunion statutaire avec monsieur  
19 Zampino, c'est pour passer en revue différents  
20 dossiers, différentes choses, puis c'est à peu près  
21 tous les mercredis matin, de huit heures (8 h) à  
22 neuf heures (9 h), avant le comité exécutif. Il y a  
23 le lundi, la réunion avec le maire et monsieur  
24 Zampino où là on passe en revue les dossiers du  
25 comité exécutif, qu'on a lus durant la fin de

1            semaine. On les a le vendredi, il y en a  
2            généralement deux, trois pouces d'épaisseur, on lit  
3            ça le dimanche devant notre café. Avant d'envoyer  
4            cette pile-là, le mercredi après-midi ou le jeudi  
5            matin qui suit le comité exécutif précédent, on  
6            passe en revue... je passe en revue, avec un  
7            représentant du bureau de monsieur Zampino et les  
8            gens du processus décisionnel, la liste des  
9            dossiers pour la semaine suivante. Et c'est comme  
10          ça cinquante (50) semaines par année, là, c'est à  
11          peu près ça le rythme, sauf l'été, lorsqu'il y a  
12          une pause durant la période estivale.

13          M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

14          Q. **[632]** Par rapport aux contrats, maintenant, là...

15          R. Oui.

16          Q. **[633]** ... qui font l'objet d'un sommaire  
17          décisionnel, qui sera analysé quelque temps avant,  
18          avant d'aller au comité exécutif. Lors de la séance  
19          d'un comité exécutif, comment se déroule la  
20          présentation des contrats qu'on va accorder, soit  
21          en génie civil, soit les contrats de construction?  
22          Parce qu'à chaque réunion, j'imagine, vous avez à  
23          l'ordre du jour l'approbation des...

24          R. Oui.

25          Q. **[634]** ... contrats municipaux. Comment ça se vit

1 dans le concret?

2 R. Je vous dirais que la majorité du temps, Monsieur  
3 Lachance, et c'est assez surréaliste, là, on tourne  
4 les pages à l'ordre du jour : « Items 1 à 8,  
5 approuvés. Items 9 à 12... » La plupart du temps,  
6 là, à moins qu'il y ait des sujets spécifiques sur  
7 des choses spécifiques, souvent les dossiers sont  
8 simplement tournés en tournant l'ordre du jour.

9 Q. **[635]** Ils sont approuvés en tournant la page?

10 R. Oui.

11 Q. **[636]** Chaque projet est approuvé en tournant la  
12 page.

13 R. À ce moment-là...

14 Q. **[637]** Et les sommaires décisionnels, est-ce que  
15 vous aviez l'impression...

16 R. Les sommaires décisionnels sont distribués à tout  
17 le monde, tout le monde a la chance de les lire. En  
18 fait, c'est que... je ne veux pas non plus cari...  
19 disons, caricaturer et diminuer l'importance du  
20 travail qui est fait au comité exécutif. Mais c'est  
21 sur la base... ce n'est pas chaque dossier qui est  
22 scruté un par un, c'est sur la base des questions  
23 qui peuvent émaner des membres. Moi, j'ai une  
24 question sur le troisième item de la deuxième page  
25 et là, à ce moment-là, il va y avoir des questions.

1           Sinon, on prend pour acquis que les gens les ont  
2           lus et sont d'accord.

3       Q. **[638]** Puis au comité exécutif, il n'y a pas une  
4           personne, un membre qui est précisément associé aux  
5           infrastructures?

6       R. Oui, absolument. Chaque membre du comité exécutif a  
7           un secteur de responsabilité. Et il arrive que ces  
8           personnes-là présentent les dossiers. Des fois, il  
9           y a des dossiers pour discussion un peu plus de  
10          fond. Donc, ces personnes-là vont avec le  
11          fonctionnaire responsable présenter les dossiers un  
12          peu plus de fond. Mais s'il y a cinq octrois de  
13          contrats sur la page et qu'il n'y a pas de  
14          discussions et de questions, ça se peut que ce  
15          qu'on observait, on tourne la page en disant  
16          « adopté de 1 à 6 ».

17       Q. **[639]** Et quand vous étiez là-bas, est-ce qu'il y a  
18          déjà eu des membres du comité exécutif qui a pu  
19          soulever le fait qu'il avait entendu parler qu'il y  
20          avait des rumeurs d'une malversation dans les  
21          contrats à Montréal? Parce que vous avez été là  
22          pendant quatre ans.

23       R. Trois ans.

24       Q. **[640]** Trois ans. Donc, est-ce qu'il y a déjà des  
25          membres du comité exécutif qui ont soulevé qu'ils

1           avaient entendu parler...

2           R. Jamais au comité exécutif.

3           Q. **[641]** Jamais au comité exécutif?

4           R. Non.

5           LA PRÉSIDENTE :

6           Q. **[642]** Vous sous-entendez ailleurs?

7           R. Bien, écoutez, avec monsieur le maire, moi, j'en ai  
8           déjà parlé, tu sais, bon, au cours du mandat. Je  
9           sais que monsieur le maire était préoccupé par les  
10          questions d'intégrité, tout ça. Bon. Ça, je me  
11          souviens qu'on avait déjà eu une discussion. Je  
12          vous ai dit qu'à un moment donné, on a travaillé un  
13          peu plus étroitement ensemble, là.

14          Q. **[643]** Effectivement. Et quelles étaient donc ces  
15          conversations?

16          R. Bien, écoutez, bien, d'abord, j'avais mis en place  
17          une équipe d'enquête interne à l'été deux mille  
18          sept (2007) après le scandale d'Outremont. Après  
19          ça, on a eu des problèmes dans Ahuntsic-  
20          Cartierville à l'hiver deux mille sept, deux mille  
21          huit (2007-2008). Après ça, il y a eu la découverte  
22          de la fraude au Service informatique. Donc, mettons  
23          que je le tenais régulièrement informé de  
24          l'évolution de la situation sur ces dossiers.

25

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Q. [644] Tout à l'heure, vous nous avez dit que vous  
3 avez transféré un dossier à la police en avril deux  
4 mille neuf (2009). C'était lequel dossier?

5 R. Oui. En fait, je pense qu'au mois de février, dans  
6 ce coin-là, il y avait un dossier d'octroi de  
7 contrat dans l'arrondissement Verdun. Et c'était un  
8 dossier qui s'en allait à l'entreprise Catcan. Et  
9 j'ai demandé aux gens du processus décisionnel,  
10 monsieur Jean-François Milot, de me faire un  
11 décompte des contrats accordés à l'entreprise  
12 Catcan au cours des dernières années. Et sur une  
13 base statistique, disons que leur performance était  
14 assez bonne. Je ne pourrais pas vous donner des  
15 chiffres, mais la majorité des contrats, ils les  
16 avaient obtenus. Donc, j'ai tout simplement demandé  
17 à monsieur Milot qu'il donne l'information au  
18 responsable des enquêtes internes, monsieur Reid,  
19 qui, lui, à l'époque, je pense que Marteau  
20 n'existait pas, mais monsieur Reid était en contact  
21 avec la Division des crimes économiques de la  
22 Sûreté du Québec. Je ne sais pas ce qu'il est  
23 advenu de ça d'ailleurs. Mais ce sont des choses  
24 vérifiables.

25 (16:03:45)

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Q. [645] Vous parlez de l'entreprise Catcan?

3 R. Oui.

4 Q. [646] C'est une entreprise dont l'actionnaire  
5 majoritaire est un monsieur Paolo Catania?

6 R. Non. À l'époque, ma compréhension, c'est que c'est  
7 un monsieur Tony Catania. Mais peut-être que c'est  
8 son fils Paolo qui a pris la relève. Je ne sais  
9 pas.

10 Q. [647] Je vais juste faire un peu du coq-à-l'âne.  
11 Mais est-ce que vous avez... Est-ce qu'on vous a  
12 déjà offert un pot-de-vin?

13 R. Oui.

14 Q. [648] Qui vous a offert ça?

15 R. Tony Catania.

16 Q. [649] De l'entreprise?

17 R. Catcan.

18 Q. [650] Êtes-vous capable de placer ça dans le temps?

19 R. Quatre-vingt-huit (88), quatre-vingt-neuf (89).

20 Q. [651] O.K.

21 R. J'étais très jeune.

22 Q. [652] Très jeune. Et vous étiez à la ville de?

23 R. Je pense que je venais d'arriver à la Ville de  
24 Montréal-Est.

25 Q. [653] Montréal-Est. Et expliquez-nous les



1           circonstances où ça s'est produit.

2       R. Ça se passe très vite. Il m'avait invité dans un  
3       restaurant. Je pense que c'était le Toit Rouge sur  
4       la rue Sherbrooke dans l'est. Je pense que ça  
5       n'existe plus aujourd'hui. C'était peut-être juste  
6       un peu avant Noël. Et monsieur Tony Catania, c'est  
7       un homme charmant, très affable, beaucoup  
8       d'entregent. Il faisait des bons travaux. Et là, il  
9       me sort une enveloppe à la fin du repas puis il me  
10      dit : « Tiens, Claude, tu prendras du bon temps  
11      avec ta famille dans le temps des Fêtes. » Là,  
12      c'est comme s'il m'avait sorti un serpent à  
13      sonnette sur la table. J'ai dit : « Monsieur  
14      Catania, vous remettez ça dans votre poche, là,  
15      parce que... puis je ne veux plus jamais qu'on  
16      entende parler de ça à la Ville de Montréal-Est. »  
17      Donc, ça a duré trente secondes. Dans le fond, je  
18      ne sais même pas ce qu'il y avait dedans.

19     Q. **[654]** Vous en doutez-vous?

20     R. Bien, regardez, je ne peux pas vous dire. C'était  
21     peut-être des billets de hockey. C'était peut-être  
22     de l'argent. Je ne le sais pas. Je n'ai pas  
23     regardé. Je n'y ai pas touché.

24     Q. **[655]** Est-ce que vous étiez en négociation ou est-  
25     ce que monsieur...

1 R. Non. C'était juste...

2 Q. **[656]** L'entreprise était en négociation de contrat?

3 R. Non. Je pense qu'on... Il avait un projet. Il a  
4 fait quelques projets à Montréal-Est. Il avait  
5 peut-être... Moi, j'étais ingénieur, là, municipal,  
6 ingénieur directeur de services techniques. Puis ça  
7 va très vite, là. Vous avez... vous avez comme  
8 trente (30) secondes pour prendre une décision qui  
9 change votre vie, là, c'est...

10 Q. **[657]** On reviendra un petit peu sur ces sujets-là.  
11 Mais, vous étiez quand même éveillé à cette  
12 question-là.

13 R. Bien, forcément. Ça, c'était mon... c'était mon  
14 premier contact avec... avec une tentative de  
15 corruption et je vous dirais qu'il n'y en a jamais  
16 eu d'autre par la suite.

17 Q. **[658]** O.K.

18 (16:06:19)

19 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

20 Q. **[659]** En termes généraux, là, un fonctionnaire qui  
21 se fait offrir un pot-de-vin à la Ville de  
22 Montréal, qu'est-ce qu'il peut faire pour dénoncer?

23 R. On a eu des longues discussions philosophiques, moi  
24 et le vérificateur général, lorsqu'il a proposé,  
25 monsieur Doyon, dans son rapport deux mille sept

1           (2007), la mise en place d'une ligne éthique. Je  
2           n'étais pas convaincu, je dois vous l'avouer bien  
3           franchement, là, je n'étais pas convaincu au  
4           départ, et Michel Doyon pourrait vous le confirmer,  
5           parce que j'avais peur le côté délation de la  
6           chose, puis on dirait que c'est un peu contre-  
7           culturel de dire qu'on va se mettre à « stouler »,  
8           excusez-moi, nos collègues de travail sur des  
9           choses qu'on voit. Mais, je vous dirais que mon  
10          éveil, ça a été la découverte de la fraude au  
11          service d'informatique en deux mille huit (2008).

12                 Donc, si je fais la chronologie, monsieur  
13          Doyon a déposé son rapport deux mille sept (2007)  
14          qui contient cette recommandation-là à peu près  
15          autour de mai deux mille huit (2008), puis c'est à  
16          peu près à ce moment-là qu'on découvre la fraude au  
17          service informatique. Et là j'ai vu les dommages  
18          que ça a fait sur le gestionnaire de ce service-là,  
19          monsieur Malo, qui est une personne très...  
20          excusez, très intègre. Et je me suis dit « mais,  
21          s'il y avait eu ça, peut-être que quelqu'un aurait  
22          eu le réflexe de prendre la ligne puis de le  
23          signaler ». Bien, c'est la même chose et c'est pour  
24          ça qu'après ça, j'ai mandaté la vérificatrice  
25          interne qui a remplacé monsieur Savard, Marie

1 Mongeau, de développer le projet, de le présenter  
2 au comité de vérification à l'automne deux mille  
3 huit (2008), de l'amener au conseil à la fin deux  
4 mille huit (2008). Il y a eu une présentation au  
5 comité exécutif à la fin deux mille huit (2008),  
6 puis une recommandation de mettre la ligne en  
7 service au début deux mille neuf (2009) au bureau  
8 du vérificateur général.

9 Q. [660] Donc, avant la mise en place de la ligne  
10 éthique, il n'y avait pas de mécanisme, rien là.

11 R. Je ne suis pas prêt à le dire, il reste qu'il y a  
12 le vérificateur général. Ça reste quand même une  
13 institution qui est respectée.

14 Q. [661] Mais, le vérificateur général relève du  
15 conseil municipal, il ne relève pas de la... il ne  
16 relève pas de vous.

17 R. Le vérificateur général, il est indépendant.

18 Q. [662] C'est ça, justement.

19 R. Ils auraient pu appeler pareil le vérificateur. La  
20 ligne éthique, c'est un moyen de plus. Mais, ce que  
21 ça a fait, c'est que ça nous a permis... Moi, ce  
22 que j'ai fait avec ça, c'est que quand j'ai eu le  
23 projet, le projet ça a été étudié dans l'été deux  
24 mille huit (2008) parce que j'avais donné le mandat  
25 à Marie Mongeau peut-être, je ne sais pas, au mois

1 de mai deux mille huit (2008), dans ce coin-là.  
2 Donc, le projet s'est étudié en mai deux mille huit  
3 (2008), puis ça nous a permis après ça de... Moi,  
4 je suis allé consulter les syndicats, je suis allé  
5 leur expliquer pour voir, tu sais, comment ils  
6 réagiraient et en même temps pour désamorcer toute  
7 la question de dire « oui, mais là ce n'est pas  
8 fait pour justement dénoncer des situations de...  
9 puis qui peut amener de la vengeance, mais plutôt  
10 pour essayer d'améliorer les choses ».

11 D'ailleurs, c'est la présidente du Syndicat  
12 des professionnels, madame Jolin, qui m'a dit :  
13 « Mais, Monsieur Léger, c'est au vérificateur  
14 général que vous devriez mettre cette ligne-là ». Elle  
15 avait bien raison parce qu'à l'époque,  
16 l'orientation qui était privilégiée, c'était que ce  
17 soit à la vérification interne - ce que je pense  
18 qui n'aurait pas été une bonne idée du tout, du  
19 tout. Donc, ma recommandation a été de créer cette  
20 ligne-là puis de la mettre au bureau du  
21 vérificateur général.

22 Q. [663] Pourquoi ce n'est pas une bonne idée de la  
23 mettre au vérificateur interne?

24 R. Pour l'indépendance. En tout cas, la réaction des  
25 employés, eux voyaient ça d'une garantie

1           supplémentaire d'indépendance de mettre ça au  
2           bureau du vérificateur général.

3       Q. [664] Vous avez dit qu'on a découvert une fraude  
4           aussi dans les systèmes... au niveau des systèmes  
5           informatiques.

6       R. Oui.

7       Q. [665] Comment on a fait cette découverte?

8       R. Par un fournisseur qui nous... qui a donné une  
9           information à un de nos enquêteurs. Donc, quand on  
10          regarde les sources de découverte de fraude,  
11          c'est... souvent, ce sont des employés qui vont  
12          justement la dénoncer, d'où l'idée de la ligne  
13          éthique. La ligne éthique, elle est ouverte aussi  
14          pour les fournisseurs maintenant. Mais à l'époque,  
15          je pense que c'est un fournisseur de service  
16          informatique qui a appelé... je pense que c'est  
17          monsieur Reid qui était mon responsable ou le  
18          directeur capital humain responsable des enquêtes  
19          internes et qui a dit : « Écoute, il se passe  
20          quelque chose de pas correct dans votre  
21          département. Vérifiez ça ».

22               Alors, monsieur Reid vient me voir peut-  
23          être mai deux mille huit (2008), et là on convient  
24          qu'on va informer le maire et on va faire une  
25          enquête et on a attendu de dévoiler la chose que

1 pendant trois mois on a été capable d'enquêter sans  
2 que les gens en cause le sachent, donc ça nous a  
3 permis d'accumuler la preuve.

4 Q. [666] Je change totalement de registre, là.

5 R. Oui, excusez. Je vais du coq-à-l'âne.

6 Q. [667] Un projet, sur un projet immobilier comme  
7 celui de Faubourg Contrecoeur ou celui du Golf de  
8 l'Île, lorsqu'il était transféré dans un OSBL ou  
9 bien une société paramunicipale, est-ce qu'il fait  
10 l'objet de moins de contrôle? S'il était resté dans  
11 la ville, est-ce qu'il y aurait eu beaucoup plus de  
12 personnes au niveau de...

13 R. C'est certain.

14 Q. [668] Il y aurait eu plus de contrôle que...

15 R. C'est certain.

16 Q. [669] ... que de l'émettre au niveau paramunicipal  
17 ou l'OSBL?

18 R. C'est inévitable. En même temps...

19 Q. [670] Pourquoi c'est... Pourquoi c'est certain  
20 qu'il y aurait eu plus de contrôle?

21 R. Parce qu'il y a beaucoup plus de fonctionnaires qui  
22 ont un rôle, une responsabilité à jouer. Mais il  
23 faut être parfaitement objectif, il y a un côté  
24 négatif à ça. C'est le temps. Je me souviens, je  
25 vous ai parlé tantôt qu'on avait mis en place une

1 structure pour gérer les grands projets de la  
2 Ville.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. [671] Alors c'est la lourdeur administrative?

5 R. Oui. Dans le temps, nous avons mis, en deux mille  
6 huit (2008), une structure pour gérer les grands  
7 projets de la Ville. Donc, le Quartier des  
8 spectacles était dans cette structure-là. Les  
9 travaux qu'il fallait faire dans le secteur de  
10 Griffintown, et caetera, et caetera. Pourquoi?  
11 Parce que ça prenait un bureau de projets pour  
12 coordonner l'apport de chacun des services  
13 municipaux. Et à l'époque il y avait un projet de  
14 développement que la Ville voulait faire elle-même,  
15 qui s'appelait Pierrefonds Ouest. Et on était à  
16 l'étape d'avant-projet, et caetera. Je pense qu'on  
17 est en deux mille treize (2013), je serais surpris  
18 s'il y avait une maison de construite. Je ne le  
19 sais pas, là. Je n'ai pas de preuve, là. Mais je  
20 n'ai jamais entendu dire qu'il y avait un  
21 développement qui était en cours. Il y a peut-être  
22 des raisons, des raisons autres, mais c'est très,  
23 très, très lourd de travailler avec les services de  
24 la Ville, parce que chacun a un bout de  
25 responsabilité, chacun veut vraiment mettre son



1 grain de sel pour faire le plus beau projet  
2 possible. Certains promoteurs s'en sont plaints,  
3 d'ailleurs, à maintes reprises, c'est très dur de  
4 faire affaire avec la Ville. Ça fait qu'il faut  
5 trouver l'équilibre entre l'efficacité puis la  
6 rigueur ou la gouvernance, là.

7 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

8 Q. [672] C'est ça, parce que dans le fond c'est un  
9 dilemme un peu. Si on...

10 R. Oui.

11 Q. [673] Si on sort un projet des griffes, si on veut,  
12 de la Ville, on gagne en efficacité, mais on prend  
13 le risque de dérapage frauduleux, possiblement.

14 R. Exact. Il faut trouver cet équilibre. Puis ça c'est  
15 à travers la gouvernance de projet à l'intérieur  
16 des structures de la Ville, mais il faut se donner  
17 un cadre de gouvernance puis des méthodes de  
18 gestion de projet adéquates.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Q. [674] Je pense aussi qu'il faut trouver des gens  
21 qui sont parfaitement intègres.

22 R. C'est la base, hein? Et on dit la fraude corrompt  
23 tout, hein? Alors...

24 Q. [675] Exactement.

25

1 Me PAUL CRÉPEAU :

2 Q. [676] Vous avez abordé la question, et on va faire  
3 du coq-à-l'âne, vous avez abordé la question du  
4 Quartier des spectacles?

5 R. Oui.

6 Q. [677] Le Quartier des spectacles, qui a été, qui  
7 s'est développé; qui a été chargé de développer le  
8 Quartier des spectacles?

9 R. En fait, pour vous placer, la gouvernance de ce  
10 projet, dans les priorités de la Ville que j'avais  
11 identifiées plus tôt, l'exercice de priorisation,  
12 le Quartier des spectacles est une des trois  
13 grandes priorités de la Ville. Et, dans la  
14 structure de gestion des grands projets que nous  
15 nous étions donnée, il fallait identifier un  
16 répondant politique et un répondant administratif.  
17 Le répondant politique était le maire, dans le  
18 dossier du Quartier des spectacles. Donc, c'était  
19 ultimement le maire qui était l' élu responsable de  
20 ce projet-là. Et j'étais le répondant  
21 administratif, donc, pour l'administration du  
22 projet.

23 Lorsque... Je pense que c'est  
24 l'arrondissement Ville-Marie qui a donné un mandat  
25 pour préparer un plan particulier d'urbanisme à

1 l'organisation Quartier international de Montréal à  
2 l'automne deux mille sept (2007), et  
3 l'arrondissement Ville-Marie avait pris cette  
4 initiative et était venu présenter, monsieur  
5 Labonté était venu présenter ce projet-là au comité  
6 exécutif à la fin de deux mille sept (2007), à  
7 l'été deux mille sept (2007), je crois. Et je pense  
8 que tout le monde avait été séduit un peu par la  
9 vision qu'il y avait en arrière de ça, puis c'est  
10 de là qu'est né le projet Quartier des spectacles  
11 avec le répondant politique et administratif dont  
12 je viens de vous parler.

13           Lorsqu'il a été question de la mise en  
14 oeuvre, bien là on m'a dit... Je ne sais pas si  
15 c'est monsieur Zampino, mais c'est possible, je  
16 veux faire attention, là, je ne veux pas trop  
17 présumer, c'est peut-être monsieur Fillion, mais  
18 vous savez, nous aussi on travaille sur le dossier  
19 du Quartier des spectacles depuis un certain temps  
20 déjà. Je pense que la SHDM avait déjà donné un  
21 mandat à des architectes pour développer une vision  
22 d'aménagement.

23           L'enjeu dans le Quartier des spectacles,  
24 c'est que le développement immobilier, la  
25 prévision, c'était que le développement immobilier

1           était pour faire disparaître les terrains vagues  
2           dont les grands festivals se servaient pour pouvoir  
3           aménager leurs événements. Et que donc, la pression  
4           immobilière, à un moment donné, nuirait à ces  
5           activités phares-là pour la Ville de Montréal, donc  
6           il fallait trouver des solutions permanentes.  
7           Alors, à ce moment-là, j'ai l'arrondissement Ville-  
8           Marie, monsieur Labonté, qui arrive avec, au comité  
9           exécutif, le projet de Quartier international de  
10          Montréal et j'ai la SHDM, qui a travaillé sur un  
11          autre projet, dans le même secteur, pour viser les  
12          mêmes buts, de préserver des places publiques pour  
13          y tenir des grands événements. Alors, je suis  
14          devant ces deux projets concurrents, si je peux  
15          m'exprimer ainsi.

16        Q. [678] Oui.

17        R. Moi, ce que j'ai proposé à ce moment-là au maire,  
18          c'est dire : « Écoutez, je vais... » on est peut-  
19          être automne deux mille sept (2007), « je vais  
20          recevoir les deux, je vais écouter la présentation  
21          des deux puis je vous reviendrai avec des  
22          recommandations. » Ça fait que j'ai reçu Quartier  
23          international de Montréal avec les architectes  
24          Daoust Lestage et j'ai reçu la SHDM avec... je ne  
25          me rappelle pas des architectes qui étaient avec

1       eux. Au terme de cette présentation-là c'était  
2       apparu évident que la proposition de Quartier  
3       international de Montréal était porteuse de  
4       réussite parce que les fondements étaient...  
5       étaient, je dirais, plus solides pour la Ville. Ce  
6       qu'on voulait faire, dans ce projet-là, c'était  
7       aménager des places publiques sur des terrains  
8       publics, aménager des rues dans des emprises  
9       publiques et favoriser ainsi le développement  
10      immobilier privé autour, un peu comme ça a été le  
11      cas dans Quartier international de Montréal.

12             Le dossier de la SHDM ça tournait autour du  
13      terrain que la SHDM possédait à l'époque, à l'angle  
14      des rues Jeanne-Mance et De Maisonneuve, il y avait  
15      un immense terrain vacant, qui était la propriété  
16      de la SHDM. Et ce qu'ils voulaient faire c'est un  
17      projet immobilier avec un partenaire qui aurait  
18      développé une tour et, à partir de ce moment-là, le  
19      partenaire aurait investi une somme d'argent dans  
20      une place publique.

21             Mais le côté risqué de ça c'est que, de  
22      développer une tour à Montréal, un, ce n'est pas  
23      demain matin que vous faites lever une tour de je  
24      ne sais pas combien de centaines de milliers de  
25      pieds carrés qu'il pouvait y avoir, il faut trouver

1 des locataires, il faut trouver... alors, ça  
2 faisait dépendre, le projet immobilier, d'un projet  
3 privé incertain. Donc, moi, ma recommandation au  
4 maire, dire : « C'est le dossier du Quartier  
5 international qu'on doit privilégier. »

6 Ensuite est arrivé le « comment? ».  
7 Le « quoi? » était clair. Est arrivé le  
8 « comment? ». Le « comment? », certaines personnes  
9 étaient en faveur de confier un mandat complet de  
10 délégation de maîtrise d'ouvrage à Quartier  
11 international de Montréal, comme ça été le cas  
12 lorsqu'ils ont développé le Quartier international  
13 de Montréal. Qu'est-ce que ça veut dire?

14 Q. **[679]** Est-ce que je peux vous arrêter? Quartier  
15 international de Montréal, c'est le groupe de  
16 monsieur Clément Demers ça?

17 R. C'est le groupe de monsieur Clément... en fait,  
18 Quartier international de Montréal c'est un OBNL.

19 Q. **[680]** Oui.

20 R. Donc, même statut que la SHDM. OBNL indépendante,  
21 incorporée, partie 3 de la Loi des compagnies. Et  
22 monsieur Clément Demers en est le directeur  
23 général.

24 Q. **[681]** Avec beaucoup de succès, déjà à ce moment-là  
25 les phase 1, phase 2...

1 R. Il a des réalisations à son actif dans le Quartier  
2 international, bien sûr.

3 Q. **[682]** Oui.

4 R. Un homme d'une grande expérience, que je respecte  
5 beaucoup, et il propose ce projet. Maintenant,  
6 comme je vous l'expliquais, certaines personnes  
7 souhaitent que Quartier international se voit  
8 confier la maîtrise d'ouvrage. Ce que ça veut dire,  
9 en français, c'est que la Ville aurait délégué à  
10 Quartier international le pouvoir d'adjuger des  
11 contrats. Et ce qui avait été fait dans Quartier  
12 international dans les premières phases. Et  
13 certaines personnes, certains élus sont réticents à  
14 l'idée de déléguer à un tiers la capacité de voter  
15 des contrats. Et ça, sur le plan de la gouvernance,  
16 là, je peux le comprendre parfaitement, on parle de  
17 grosses sommes d'argent. On n'aurait pas fait ça  
18 avec n'importe qui, donc faire ça avec Quartier  
19 international c'est bien, parce que les personnes  
20 qui sont là on les connaît, là, mais... une fois  
21 qu'on enlève les individus, voter des contrats, des  
22 sommes d'argent publiques, ça demeurerait une  
23 prérogative du comité exécutif et du conseil.

24 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

25 Q. **[683]** Je vous rappellerai que vous nous avez dit

1           que c'était mal fait rapidement au comité exécutif,  
2           on tourne les pages puis on les approuve sans les  
3           regarder. Ce n'est pas un peu ironique, d'une  
4           certaine façon?

5       R. Oui, c'est un peu ironique mais il demeure que  
6           l'imputabilité de voter des contrats demeurerait  
7           entre les mains des élus. Je reviens juste... ça  
8           c'était un scénario. L'autre scénario c'était de  
9           confier la même maîtrise d'ouvrage à la SHDM. Donc,  
10          on a deux OBNL, c'est sûr qu'ils n'ont pas la même  
11          feuille de route, mais il reste que sur le plan de  
12          la gouvernance c'est semblable. En fait, le  
13          compromis auquel nous en sommes arrivés, c'est de  
14          retenir les services de Quartier international de  
15          Montréal comme gestionnaire du projet, de  
16          l'ensemble. Donc, ils ont eu un mandat de gestion  
17          de projet sur la totalité du site.

18                Et parce qu'il y avait une première phase  
19          qu'on a appelé la Phase 1A qui correspondait peut-  
20          être à vingt-cinq millions de dollars (25 M\$),  
21          peut-être un quart de la somme totale du projet des  
22          quartiers des spectacles, qui était sur les  
23          terrains de la SHDM, de demander à la SHDM d'être  
24          le maître d'oeuvre, mais uniquement pour cette  
25          partie-là sous la supervision et dans un cadre de



1           gouvernance. Et c'est ce qu'on a fait et c'est ce  
2           qu'on a mis en place.

3           Me PAUL CRÉPEAU :

4           Q. **[684]** Parlez-moi du premier appel d'offres de la  
5           SHDM sur ce terrain-là?

6           R. Oui. Et, effectivement, le cadre de gouvernance  
7           qu'on a mis en place a fait en sorte qu'on a reçu  
8           un appel, monsieur Hébert... Est-ce que je peux  
9           vous expliquer le cadre de gouvernance avant?

10          Q. **[685]** Oui.

11          R. Ou je peux répondre à votre question tout de suite.

12          Q. **[686]** Oui. Non, allez-y expliquez-le!

13          R. Bon. Étant donné que la SHDM est maître d'oeuvre  
14          pour la place des festivals, qui est la grande  
15          place que vous avez en face du Musée d'art  
16          contemporain, ce qu'on a fait, c'est que j'ai  
17          mandaté monsieur Hébert comme fonctionnaire  
18          responsable au niveau de la Ville pour le suivi du  
19          projet.

20                   Nous avons Quartier international de  
21          Montréal qui est le gestionnaire du projet privé,  
22          le gestionnaire privé du projet. Et à ce moment-là,  
23          il y a des réunions de suivi régulières qui se font  
24          entre les fonctionnaires Quartier international et  
25          tout ça. Et ce que j'apprends par monsieur Hébert,

1 c'est que la SHDM a l'intention de procéder à un  
2 appel de qualification pour faire des travaux de  
3 génie civil.

4 Q. **[687]** Pas un appel d'offres, un appel de  
5 qualification?

6 R. Un appel de qualification.

7 Q. **[688]** Oui.

8 R. C'est-à-dire, la Loi sur les cités et villes  
9 contient une disposition qui permet d'homologuer  
10 des fournisseurs de services ou des produits et de  
11 réserver ensuite l'appel d'offres au groupe qui  
12 aura été homologué par l'appel de qualification.  
13 Sauf qu'en matière de génie civil, les Pages Jaunes  
14 sont remplies d'entrepreneurs qui peuvent faire des  
15 travaux de génie civil. Donc, ce n'était pas à mon  
16 avis le véhicule approprié à ce moment-là. Donc, on  
17 a reçu l'information, j'ai reçu l'information par  
18 monsieur Hébert, contacté le cabinet de monsieur  
19 Tremblay, qui a contacté monsieur Zampino, qui a  
20 contacté monsieur Fillion, et qui ont dit : « On ne  
21 procède pas comme ça. »

22 Q. **[689]** Est-ce qu'il y avait des problèmes dans cet  
23 appel de qualification-là? Vous souvenez-vous s'il  
24 y avait encore des exigences quant au fait que  
25 l'entrepreneur retenu devait être un entrepreneur

1           qui avait déjà transigé avec soit la SHDM, soit  
2           avec la Ville de Montréal?

3       R. Écoutez, honnêtement, je ne me rappelle pas des  
4           termes de l'appel d'offres. C'était suffisant pour  
5           moi l'information que j'avais pour dire que,  
6           regardez, il ne faut pas procéder de cette façon.

7       Q. **[690]** Et ça ne s'est pas fait finalement?

8       R. Et ça ne s'est pas fait comme ça.

9       Q. **[691]** Ça, ça a été bloqué à ce moment-là?

10      R. Oui.

11      Q. **[692]** O.K.

12      R. Et je rappelle que le projet a été complété dans  
13           les délais et dans les coûts pour la Phase 1A.

14      LA PRÉSIDENTE :

15      Q. **[693]** Est-ce que cette façon de procéder n'avait  
16           pas une saveur de déjà connu...

17      R. Bien, écoutez...

18      Q. **[694]** ... par Faubourg Contrecoeur?

19      R. Moi, quand je regarde le continuum de ma découverte  
20           de la Ville de Montréal, ça, c'est vraiment,  
21           février deux mille huit (2008), c'est vraiment le  
22           premier signal qu'il se passe quelque chose de  
23           vraiment pas correct à la SHDM. Ça fait qu'on a  
24           resserré la surveillance. On a avisé le cabinet du  
25           maire. On a avisé le cabinet du président du comité

1           exécutif. Mais à ce moment-là, le président du  
2           comité exécutif, il va nous donner raison  
3           immédiatement. Il va dire : « Non, il ne faut pas  
4           faire ça comme ça. » Mais je ne lui prête pas  
5           d'intention. Il a fait ce qu'il a fait.

6           M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

7           Q. [695] Mais avez-vous l'impression que procéder par  
8           un appel de qualification, ça peut être un peu une  
9           technique pour avoir, pour ne qualifier que ceux  
10          que l'on veut bel et bien avoir?

11          R. Moi, je n'ai personnellement jamais recommandé à  
12          mes mandants ou à mes clients de procéder de cette  
13          façon-là. Sauf il faudrait vraiment que ce soit des  
14          circonstances très exceptionnelles, un PPP, par  
15          exemple, où vous pouvez procéder à un appel de  
16          qualification pour un PPP. Ou des services très  
17          particuliers où vous avez besoin d'une qualité...  
18          Je pense que le Quartier international de Montréal  
19          en avait déjà fait des appels de qualification pour  
20          des services d'installation de granit, par exemple.  
21          Ça aurait pu être approprié pour installer du  
22          granit. Mais pas pour nécessairement faire des  
23          travaux de génie civil.

24          Me PAUL CRÉPEAU :

25          Q. [696] Peut-être pour terminer un peu cette partie-

1       là. Pour en revenir au choix de votre gestionnaire,  
2       vous avez dit tout à l'heure qu'il y avait deux  
3       écoles, là, deux façons de procéder avec deux  
4       organismes à but non lucratif. N'est-il pas exact  
5       qu'à votre connaissance, à ce moment-là aussi, il y  
6       avait des pressions du gouvernement fédéral et du  
7       gouvernement provincial, plus spécifiquement madame  
8       Monique Jérôme-Forget, à l'effet qu'on voulait, on  
9       était prêt à investir à ce moment-là dans la mesure  
10      où monsieur Demers et son groupe géraient le  
11      programme.

12     R. En fait, j'étais présent à une réunion avec madame  
13     la Ministre et monsieur le Maire, madame la  
14     Ministre Jérôme Forget et monsieur le Maire. Elle a  
15     effectivement mentionné ça devant nous clairement,  
16     mais le motif invoqué est le suivant. C'est que  
17     rappelez-vous à l'époque ce qui était, je dirais,  
18     la saveur du moment, c'étaient les dépassements de  
19     coûts dans les projets. Il y avait des projets  
20     publics qui avaient connu des explosions de coûts  
21     faramineuses, le métro de Laval, même le projet de  
22     la rue Notre-Dame, et caetera.

23     Q. [697] Hum, hum.

24     R. Donc, le gouvernement était très préoccupé par les  
25     dépassements de coûts. Et les motifs de madame

1 Forget pour dire « oui, nous, on serait prêt à  
2 investir, mais on aime bien monsieur Demers. C'est  
3 un homme qui respecte ses engagements et qui livre  
4 les projets à l'intérieur des coûts ». Je ne  
5 connaissais pas monsieur Demers à l'époque. Ça a  
6 été une collaboration très... très heureuse.

7 Q. [698] O.K. Pas de difficulté à avoir de  
8 l'information de lui sur l'avancement des projets?

9 R. Non, aucunement.

10 Q. [699] O.K.

11 R. Aucunement.

12 Q. [700] En fait, est-ce que c'est l'envers de la  
13 médaille un peu de la relation que vous aviez avec  
14 la SHDM?

15 R. C'est à peu près ça, Monsieur le Procureur.

16 Q. [701] O.K. Je ne sais pas... Est-ce que... Oui, je  
17 pense que...

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Si vous voulez.

20 Me PAUL CRÉPEAU :

21 Oui. Peut-être ce serait le bon moment pour couper  
22 avant d'aborder d'autres sujets.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Parfait. Alors, donc la semaine prochaine est une  
25 semaine de relâche et une semaine qui coïncide avec

1 le congé scolaire. Alors, nous nous reverrons donc  
2 lundi en huit (8). Merci.

3

4 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

5 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

6

7

8

9 Nous, soussignés, JEAN LAROSE et CLAUDE  
10 MORIN, sténographes officiels dûment autorisés à  
11 pratiquer avec la méthode sténotypie et sténomasque  
12 certifions sous notre serment d'office que les  
13 pages ci-dessus sont et contiennent la  
14 transcription exacte et fidèle de la preuve en  
15 cette cause, le tout conformément à la Loi;

16

17 Et nous avons signé :

18

19

20

21 JEAN LAROSE  
22 Sténographe officiel

CLAUDE MORIN  
Sténographe officiel